

#MondeEnCommun

PANORAMA

GROUPE AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT / 2019



A woman with dark hair and a bindi, wearing a teal button-down shirt with an AFD logo and a name tag, stands in the doorway of a train. She is smiling warmly at the camera. The background shows the interior of the train with overhead lights and handrails.

Le groupe Agence Française de Développement (AFD) est un établissement public qui finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable. Plateforme française d'aide publique au développement et d'investissement de développement durable, nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer et dans 115 pays, pour les biens communs de l'humanité – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun.

Page
30Page
66Page
97

Éditos

« *Le monde change, l'AFD aussi* »,
par Laurence Tubiana 2

« *Une AFD plus grande
et plus efficace* »,
par Rémy Rioux..... 3

Stratégie et impacts

Pour un monde en commun
Avec les grandes
transitions 6-9

Des objectifs
aux projets 10-11

« *Nous avons pris la mesure
du volet social de la transition
climatique* », interview de
Thomas Melonio..... 12-13

Les impacts..... 14-15

Évaluer et mieux
appuyer les politiques
publiques..... 16-19

Sur le terrain

Secteur privé
Entreprendre pour
le développement
durable..... 20-25

Énergie
Les bidonvilles de Manille
sortent de l'ombre 26-29

**Transition
écologique et gestion
des ressources**
Biodiversité menacée, tous
concernés 30-41

Jeunesse
Créer du lien social 42-49

Numérique
Ouvrir le champ
des possibles..... 50-57

Union européenne
Dix ans
de partenariat 58-67

Adaptation
Plus résilients face
au changement
climatique 68-75

Genre
Balance
tes inégalités 76-85

Santé
Aux petits soins des
systèmes de santé 86-93

Paix et résilience
Au Sahel, la bataille
du temps 94-103

**Le Panorama 2019
en 15 questions**
page 104

“ Le monde change, l’AFD aussi ”

Par **Laurence Tubiana**,
présidente du conseil
d’administration de l’AFD

La jeunesse de plus de 100 pays dans la rue pour refuser la catastrophe écologique qui menace ; les prises de parole de plus en plus nombreuses des scientifiques qui nous disent que l’inertie, le développement tel qu’il a été conduit depuis plus d’un siècle sont une impasse. Des villes qui se veulent zéro déchet, réintroduisent de la biodiversité, prévoient de bannir les voitures polluantes. Des banques qui veulent un portefeuille zéro carbone et des entreprises qui s’engagent à l’être.

Notre monde change. Il est engagé dans une course pour trouver, pendant qu’il est encore temps, des modes de développement compatibles avec la préservation de la biodiversité, la réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre et la protection des océans. Ce nouveau développement doit s’attaquer à la lutte contre les inégalités pour que la communauté humaine se sente solidaire et collectivement responsable des biens communs.

Ce qui change aussi, c’est notre regard : nous comprenons mieux aujourd’hui comment les différentes limites du modèle de développement interfèrent. Les récents rapports du Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (GIEC) sur les conséquences du dépassement du réchauffement au-delà de 1,5 °C et de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) nous montrent que la lutte contre le changement climatique et la protection de la biodiversité sont intrinsèquement liées. Les écosystèmes absorbent des gaz à effet de serre lorsqu’ils sont en bon état et en

rejettent lorsque, notamment sous l’impact du réchauffement climatique ou de nos activités humaines, ils se dégradent. Les océans s’acidifient à mesure que le carbone se concentre dans l’atmosphère et deviennent plus pauvres en faune et en flore.

Le monde change, le groupe AFD aussi. Même si nos connaissances se sont accrues, nous ne savons pas encore comment résoudre toutes ces contradictions et trouver le chemin idéal de développement, les trajectoires adaptées. Il faut donc découvrir, innover, consulter, débattre, travailler en partenariat car personne aujourd’hui n’a de solution toute faite. Pour l’AFD, il s’agit d’un beau défi : être une organisation apprenante, réflexive, innovante et capable de remettre en question ce qu’elle a l’habitude de faire. Un défi que toutes les équipes du Groupe sont pleinement engagées à relever. ♦





“ Une AFD plus grande et plus efficace ”

Par **Rémy Rioux**,
directeur général
du groupe AFD

En 2018, le groupe AFD a poursuivi le renouvellement de son action à l'aune d'une triple exigence d'efficacité, d'inventivité et de lisibilité partagée par les 2 650 femmes et hommes de conviction qui œuvrent chaque jour, dans 115 pays, à la construction d'un monde en commun. C'est à ces trois conditions que la hausse continue des engagements de l'AFD – suivant la trajectoire fixée par le président de la République pour atteindre

0,55 % du RNB consacré à la politique de développement en 2022 – s'alignera sur l'Agenda 2030 et sur l'Accord de Paris. L'an passé, les engagements du Groupe ont ainsi atteint 11,4 milliards d'euros, soit une hausse de plus de 1 milliard par rapport à 2017.

Pour accroître ses impacts, le groupe AFD approfondit sa logique partenariale. C'est le sens de notre participation à l'Alliance Sahel depuis son lancement en 2017, de notre présidence de l'IDFC, le club des 24 plus grandes banques nationales et régionales de développement, ou encore de notre coopération confiante avec l'Union européenne, partenariat dont nous célébrons le dixième anniversaire dans les pages de ce *Panorama 2019*. Notre détermination à agir efficacement s'adosse à une ambition forte : devenir la plateforme d'investissement solidaire de notre pays vers le Sud. Une plateforme active dans les deux sens et une plateforme « apprenante », comme le souligne très justement Laurence Tubiana.

La capacité créatrice de notre Groupe permet le renouvellement de son action. Plus grande, l'AFD doit également devenir plus agile et plus innovante pour répondre aux attentes de la jeunesse, notamment dans les secteurs de l'entrepreneuriat et du numérique. Nous intervenons ainsi dans de nouveaux secteurs accélérateurs de développement, des industries culturelles et créatives au sport. En témoigne l'entretien passionnant que nous a accordé le champion paralympique multimédaillé Arnaud Assoumani.

Enfin, nous poursuivons la transformation de nos activités pour les rendre plus lisibles, par nos bénéficiaires comme par nos concitoyens. Car si environ 80 % des Françaises et des Français soutiennent l'action de la France en faveur du développement, ils sont autant à se sentir insuffisamment informés. Nous devons encore développer notre culture interne de l'évaluation pour enclencher une puissante dynamique de recherche, de transparence et de communication, et contribuer à l'éducation au développement. Pour expliquer à nos concitoyens comment le groupe AFD aide des femmes et des hommes à réaliser leurs rêves, à l'instar de Gopika Santosh, une conductrice de métro indienne dont vous retrouverez le beau portrait dans ce *Panorama 2019*. Et pour continuer à fabriquer un monde en commun. ↔

Pour un monde en commun

Innové, tenir ses engagements et en rendre compte : c'est sous le signe de cette triple ambition que le groupe AFD continue à progresser. Ses engagements annuels atteignent désormais 11,4 milliards d'euros ; en parallèle, l'impact de ses programmes est évalué avec toujours plus d'exigence.

11,4 milliards d'euros en faveur des grandes transitions.....	6
10 infographies pour comprendre l'AFD.....	10
« Nous avons pris la mesure du volet social de la transition climatique », interview de Thomas Melonio.....	12
4 000 projets accompagnés dans 115 pays et territoires.....	14
Évaluer et mieux appuyer les politiques publiques.....	16

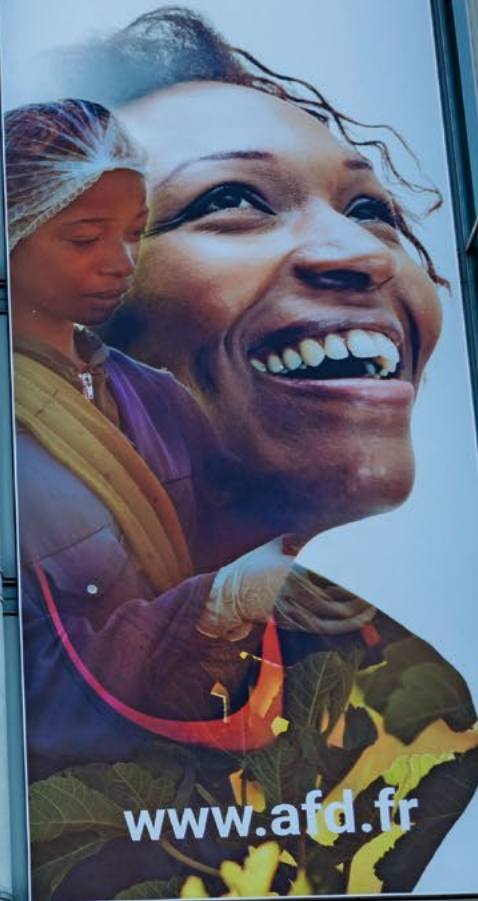


*Le groupe
AFD a investi
11,4 milliards
d'euros en 2018.
Un niveau
d'activité sans
précédent dans
son histoire.*



AFD

ici,
nous investissons
pour un monde
en commun



www.afd.fr

DEVELOPPEMENT

FRANCAISE

STRATÉGIES Le groupe AFD poursuit ses objectifs vers un monde plus juste, un développement compatible avec les exigences climatiques et un appui renforcé à ses bénéficiaires. Ses équipes sont pleinement engagées dans plus de 4 000 projets dédiés aux biens communs : le climat, la biodiversité, la paix, l'éducation ou encore la santé.

Avec les grandes transitions

L'action du groupe AFD est portée par une conviction : les solutions aux défis du monde contemporain passent par des engagements communs. Le Groupe finance ainsi des projets qui contribuent à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) et l'objectif de limitation de la hausse de la température globale à 1,5 degré Celsius entériné par l'Accord de Paris pour le climat. Pour y parvenir, la France s'est engagée à consacrer 0,55 % du RNB à l'aide au développement d'ici 2022. Une promesse en cours de réalisation puisqu'en 2018, le groupe AFD a engagé 11,4 milliards d'euros pour accompagner les 4 000 projets en cours de réalisation dans 115 pays. Un niveau d'activité record, en hausse d'un milliard d'euros par rapport à 2017.

Au service des populations

Les ressources budgétaires, nationales et européennes du groupe AFD sont en augmentation depuis 2015. Sa capacité à intervenir en dons dans les contextes les plus difficiles et en faveur des secteurs sociaux dans les pays les moins avancés s'est renforcée en conséquence. L'Afrique et les 19 pays identifiés comme prioritaires en sont les premiers bénéficiaires, notamment les pays du Sahel (voir pages 94-103). En février 2018, le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) a réaffirmé les priorités de l'aide publique au développement, à savoir l'éradication de la

pauvreté et la mise en œuvre des ODD. En 2018, 50 % des engagements du groupe AFD ont bénéficié au continent africain qui concentre également les trois quarts de l'effort financier de l'État (voir page 14).

Réactivité dans tous les contextes

Face aux situations de crise qui demandent des résultats plus rapides, le groupe AFD innove. Il a notamment réinventé ses outils d'intervention pour répondre aux besoins des institutions et des populations. Le fonds « Paix et Résilience Minka » lui permet par exemple de réduire ses délais d'instruction des projets au Sahel, au Proche et au Moyen-Orient comme en Centrafrique. Dans ces contextes, la coopération avec les acteurs de la diplomatie et de la défense est primordiale : la réponse française apportée aux populations n'en est que plus complète et efficace.

« Une AFD plus grande pour mettre en œuvre plus efficacement la politique de développement de la France. »

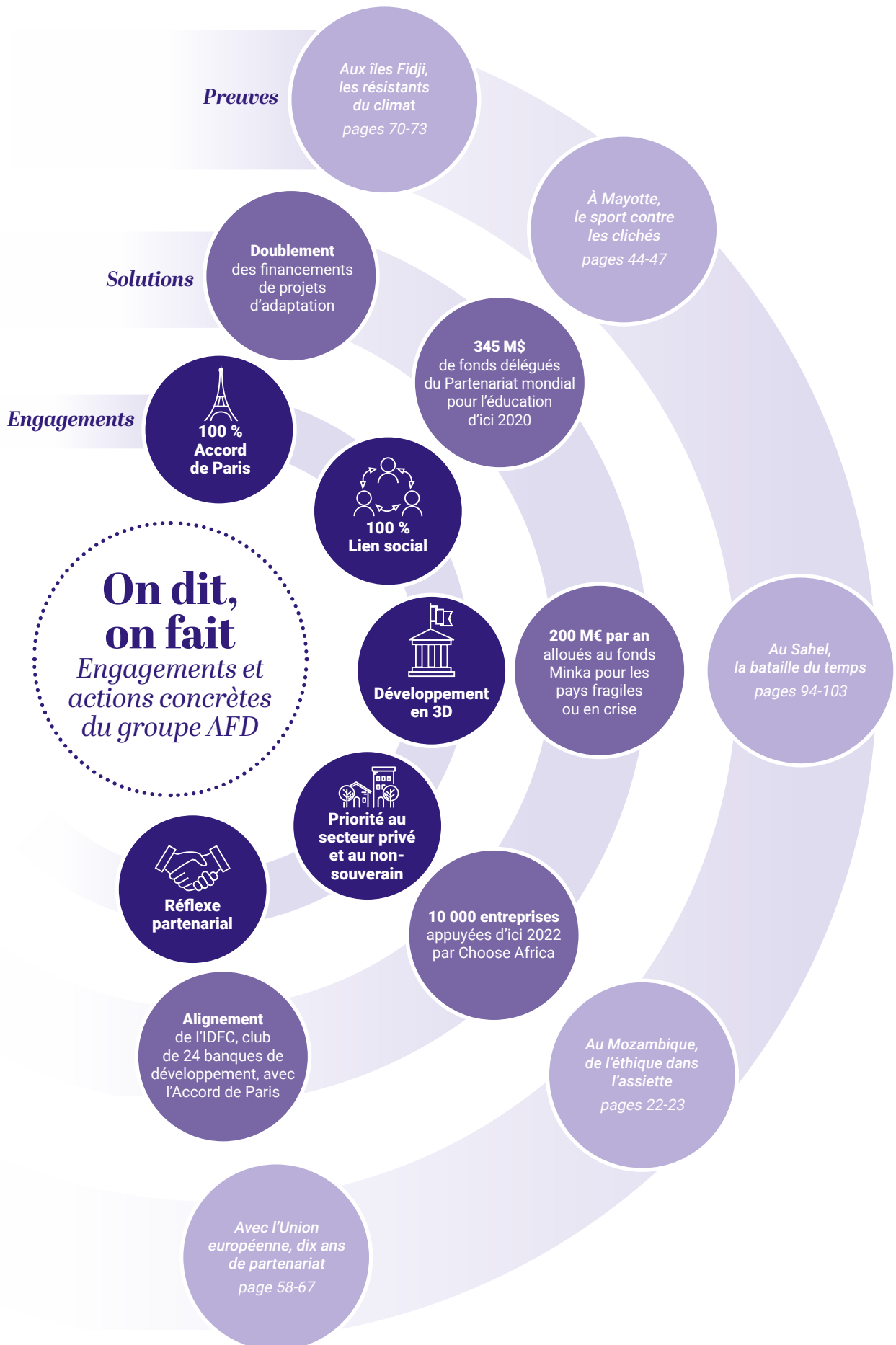
Rémy Rioux, directeur général du groupe AFD

Le groupe AFD prouve aussi son agilité et sa capacité à questionner ses stratégies en renouvelant son approche des Outre-mer. L'AFD adopte ainsi une stratégie plus efficace, autour de trois bassins océaniques. Son but : apporter une réponse globale à des problématiques transfrontalières et renforcer l'intégration régionale des Outre-mer français. Dans ces trois océans Atlantique, Indien et Pacifique, 255 projets ont été financés en 2018. Tous visent à améliorer le développement économique et social tout en tenant compte des grands enjeux communs comme le changement climatique et les inégalités.

S'ouvrir à tous les acteurs

Impliquer tous les acteurs, dont les entreprises, est un facteur clé pour contribuer à l'atteinte des objectifs de l'Agenda 2030. L'enjeu est notamment de proposer des outils adaptés et innovants au service des entrepreneurs des pays émergents et en développement. Comme la plateforme Digital Africa qui soutient les start-up et les entreprises africaines innovantes, ou encore l'initiative Choose Africa et ses solutions de financement nouvelles (voir pages 20-25).

Le groupe AFD intervient aussi dans de nouveaux secteurs stratégiques : c'est le cas des industries culturelles et créatives (voir pages 50-57), en lien avec l'Institut français et France Médias Monde. Dans le cadre de son mandat Sport et développement, l'AFD travaille d'ores et déjà avec de grandes fédérations internationales et ➤





► des personnalités sportives françaises autour des enjeux du développement (voir pages 44-47). L'horizon des Jeux olympiques et paralympiques organisés en France en 2024 crée une émulation au service du lien social, de l'éducation et du développement.

Une approche partenariale renouvelée

Comment construire des programmes innovants avec ces nouveaux types d'acteurs pour démultiplier les résultats

et les impacts sur le terrain ? Comment adapter les procédures pour appuyer des partenaires aux envergures très diverses ? L'Agenda 2030 renouvelle les modalités d'action des agences et des banques de développement. Pour le groupe AFD, c'est une opportunité unique d'évoluer de l'approche traditionnelle, par projet et verticale, à un réflexe partenarial.

L'objectif de ce nouveau réflexe consiste à démultiplier l'impact des projets financés ou des stratégies



Kenya. Depuis 2012, l'AFD finance un projet de développement urbain dans la ville de Kisumu. Cinq écoles primaires publiques ont notamment été réhabilitées.

construites à plusieurs. Mutualiser les ressources financières et techniques produit des effets de synergie au service d'une même vision stratégique. Chacun y gagne : les résultats des programmes sont plus importants pour les bénéficiaires, les ODD sont



11,4 Mds€

Total des engagements du groupe AFD en 2018

1,6 Md€

Financements autorisés par Proparco

mieux pris en compte et les enjeux communs gagnent en visibilité sur la scène internationale.

Des résultats visibles

Le groupe AFD fait le choix de la redevabilité avec la mise en place d'un programme d'évaluation des projets exigeant (voir pages 18-19). Le budget consacré aux évaluations a été doublé et atteint désormais 3 millions d'euros annuels. Le premier rapport bisannuel des évaluations de l'AFD a été publié en 2019, en parallèle de la sortie du rapport de développement durable de Proparco, la filiale de l'AFD dédiée au secteur privé, qui analyse les résultats et les impacts des projets financés en 2018. Enfin, pour améliorer les pratiques et apprendre entre pairs, davantage d'évaluations sont menées conjointement avec les ministères de tutelle et certains partenaires (ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, direction générale du Trésor, institutions européennes, banques de développement homologues...).

La plateforme française du développement

Pour renforcer l'efficacité sur le terrain des projets qu'il finance, le groupe AFD poursuit sa transformation. Avec sa filiale Proparco et avec Expertise France, l'agence française de la coopération technique internationale, en 2020, il constituera une plateforme sans équivalent dans le monde de la coopération internationale. Le groupe AFD ainsi renforcé pourra proposer à ses contreparties une offre complète, lisible et cohérente de solutions financières, d'investissement et d'expertise pour relever les nombreux défis auxquels il convient de répondre ensemble. ❖

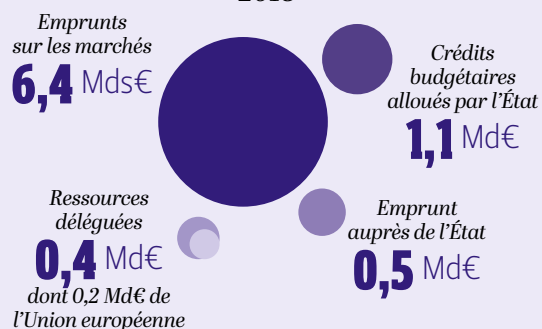


L'AFD, une certaine histoire du développement

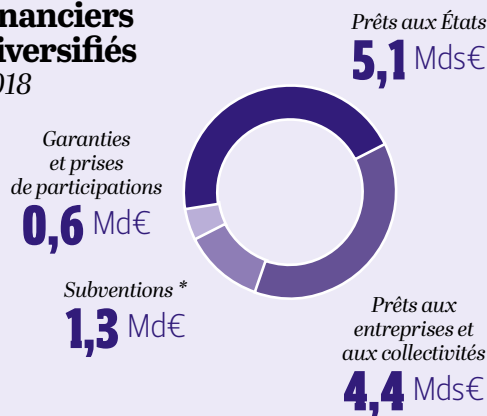
À la veille de changements organisationnels majeurs, l'AFD se retourne sur ses 75 ans d'histoire et fait le récit de l'aide publique au développement à la française. Le livre *De la France libre à un monde en commun* est une invitation à (re)découvrir les formes successives prises par l'AFD avant de devenir la plateforme de développement et le groupe qu'elle est aujourd'hui. Ouvrage collectif, ce livre s'appuie sur des images d'archives, des travaux historiques et des témoignages. En retraçant les parcours de celles et ceux qui ont construit l'AFD, il met en perspective les transformations en cours à l'aune de celles du passé.

Financements du groupe AFD : comment ça marche ?

Des fonds en majorité empruntés sur les marchés 2018

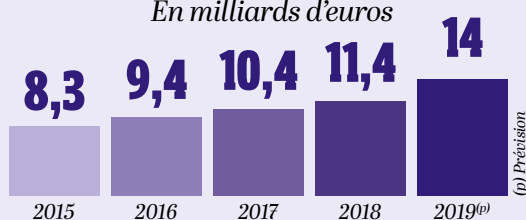


Des instruments financiers diversifiés 2018



(*) Dons aux ONG, contrats de désendettement et de développement (C2D), délégations de fonds d'autres bailleurs.

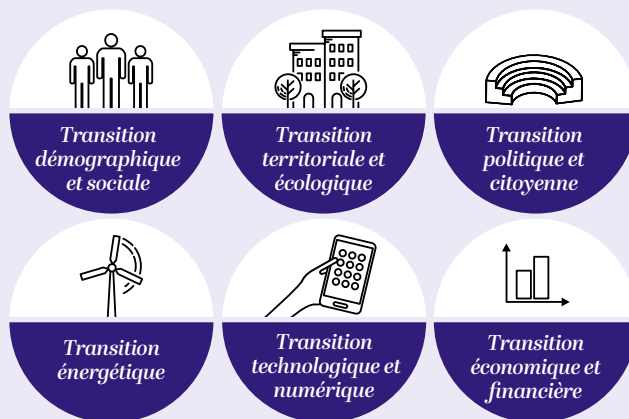
Des engagements en hausse constante En milliards d'euros



Des objectifs

À quels défis répondent les projets ?

Accompagner les six transitions



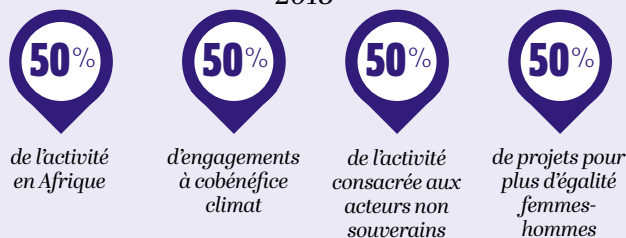
Soutenir la mise en œuvre de l'Accord de Paris



Atteindre les Objectifs de développement durable



Nos marqueurs 2018

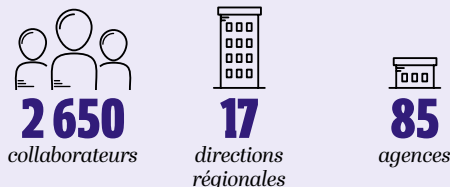


aux projets

Comment se déroule un projet ?

Une approche partenariale

L'AFD, un réseau mondial



Un groupe complémentaire



Et bientôt...

2017

Création d'un fonds commun avec la Caisse des dépôts et consignations

Début de la présidence de l'IDFC par l'AFD

2018

Début de la coopération avec les acteurs de la diplomatie et de la défense au Sahel

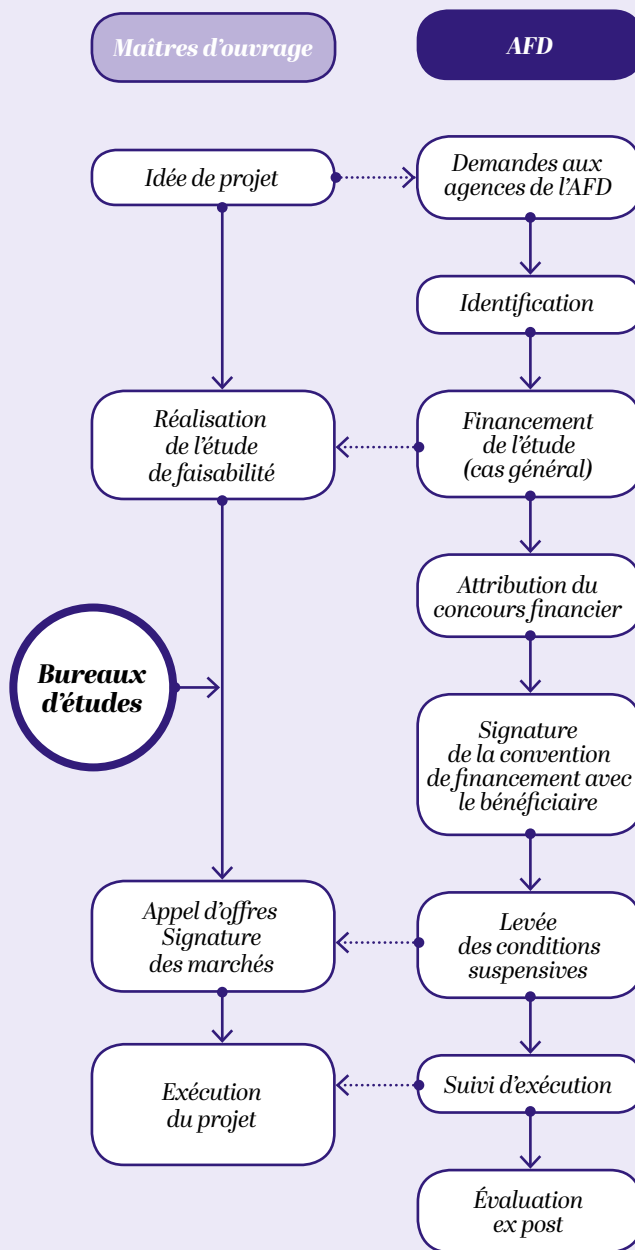
Lancement de l'initiative Pacifique à destination des petits États insulaires

2019

Lancement de Choose Africa

Créer des synergies

Les demandes de financement sont présentées par les maîtres d'ouvrage locaux aux agences de l'AFD. Ces dernières identifient les projets et vérifient leur conformité aux stratégies d'intervention. Le processus de sélection et d'autorisation est le même pour tous les projets.



RECHERCHE

« Nous avons pris la mesure du volet social de la transition climatique »

La recherche et la promotion de l'innovation sont des axes incontournables de l'action du groupe AFD. Pour Thomas Melonio, directeur exécutif de la direction Innovation, Recherche et Savoirs, la recherche doit nourrir les dialogues autour des modèles de développement, du climat et des inégalités.

En quoi la recherche permet-elle au groupe AFD de mieux répondre à ses objectifs opérationnels ?

La recherche est un travail de long terme. À l'AFD, notre ambition est d'analyser le plus finement possible les interactions entre les grands enjeux climatiques et les sphères financière et sociale. Elle fait donc le lien entre nos différents objectifs stratégiques. Elle représente aussi un outil de réponse aux demandes de nos partenaires. Elle leur permet d'évaluer et de choisir leurs trajectoires de développement pour faire face aux grandes transitions.

Quel est le lien entre les objectifs 100 % climat et 100 % lien social de l'AFD ?

Ces deux objectifs sont liés par le volet social des transitions énergétique et climatique. À l'AFD, nous en avons pris toute la mesure : en tant que plateforme de développement, nous avons un rôle à jouer pour identifier les populations vulnérables au changement climatique et pour aider ceux qui ont le moins de

moyens pour s'adapter. C'est d'ailleurs ce qui intéresse nos partenaires : comment les populations seront-elles affectées et quelles politiques permettront de renforcer le lien social tout en préservant la biodiversité et le climat ?

Comment la recherche accompagne-t-elle la transition énergétique ?

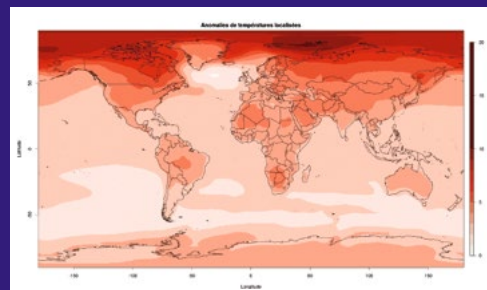
En étudiant, par exemple, les risques liés à son financement. Une récente étude menée avec le think tank américain Climate Policy Initiative (CPI), en partenariat avec la Banque de développement d'Afrique australe (DBSA), analyse ainsi l'impact et les risques économiques de la transition post-charbon pour l'État, les entreprises publiques, les entreprises privées, les banques publiques et les collectivités en Afrique du Sud.

Les travaux de ce type ont un caractère transformatif pour nos partenaires qui peuvent interroger leur modèle financier et décider s'il faut diversifier leurs actifs. Ils peuvent aussi faire boule de neige en matière

DÉCRYPTAGE

Comprendre les liens entre climat et économie

Pour convaincre les États de la nécessité d'agir pour le climat, l'AFD développe un outil de modélisation économique innovant. Baptisé GEMMES (pour General Monetary and Multisectoral Macrodynamics for the Ecological Shift), il est un des rares simulateurs à intégrer l'impact du changement climatique dans les prévisions d'évolution du PIB, de la dette ou encore des émissions de gaz à effet de serre. Il permet



de faire varier différents paramètres environnementaux (évolution des températures, capacité de stockage du carbone dans la biosphère...) et économiques (hausse de la productivité du travail, ratio de dette sur PIB, prix du carbone...). L'outil s'intéresse notamment au prix du carbone.



de régulation financière, monétaire et prudentielle : ils peuvent amener les régulateurs à analyser les actifs des banques qu'ils supervisent pour vérifier leur exposition aux risques et la soutenabilité de leur modèle financier. Ce qui influera sur le financement des mécanismes de transition.

Pourquoi est-il important de s'associer aux acteurs locaux ?

Il est illusoire de croire qu'on peut agir seul, sans partenaires locaux et à partir d'une analyse hors sol. Les études doivent être ancrées dans la réalité sociale et économique des pays étudiés, et construites pour répondre à un partenaire spécifique. L'impact de la recherche en question en dépend tout comme l'appropriation de ses résultats par les acteurs locaux. Associer des partenaires locaux est donc indispensable pour que les travaux soient reconnus. Cet ancrage est aussi un gage de faisabilité : un travail de recherche ne peut pas être contextualisé sans accès à des données, parfois confidentielles, dont les partenaires locaux sont les seuls à disposer.



100
résumés
d'évaluations
de projets
publiés d'ici
fin 2019

Par ailleurs, les outils et les analyses sont adaptés aux spécificités des contextes. Toujours dans une logique de répondre aux besoins exprimés par nos partenaires, en leur apportant de quoi construire leur modèle de développement. On ne travaille pas de la même manière en Afrique du Sud qu'en Côte d'Ivoire. L'ancrage local des études de ce type est aussi un facteur de crédibilité de nos dialogues.

La crédibilité passe aussi par la transparence et la redevabilité en matière de politiques publiques. Comment l'AFD répond-elle à ces exigences ?

Pour l'AFD, 2019 est l'année du « choc de transparence ». Le premier rapport bisannuel des évaluations de l'AFD vient d'être publié et, d'ici fin 2019, 100 résumés d'évaluations de projets clôturés entre 2015 et 2018 seront accessibles. Nous poursuivons bien sûr les publications d'évaluations plus larges, consacrées à des thématiques ou à des zones géographiques, comme la récente évaluation sur les aires protégées.

Évaluer, c'est aussi apprendre et transmettre.

Tout à fait, être une AFD apprenante est un vrai enjeu. Tout comme faire plus de liens entre évaluation, apprentissage et transmission en interne. Apprentissage et capitalisation font l'objet d'un effort de systématisation et de professionnalisation. La gestion des connaissances se réorganise autour de communautés de pratiques, c'est-à-dire de groupes de collaborateurs qui ont un intérêt commun pour un pays ou un secteur. Le but est de partager les connaissances entre pairs. Cela permet aussi d'adopter une approche plus globale par portefeuilles de projets. Apprendre autrement passe aussi par une intensification des échanges avec notre écosystème du développement : les ONG, les acteurs privés... ↔



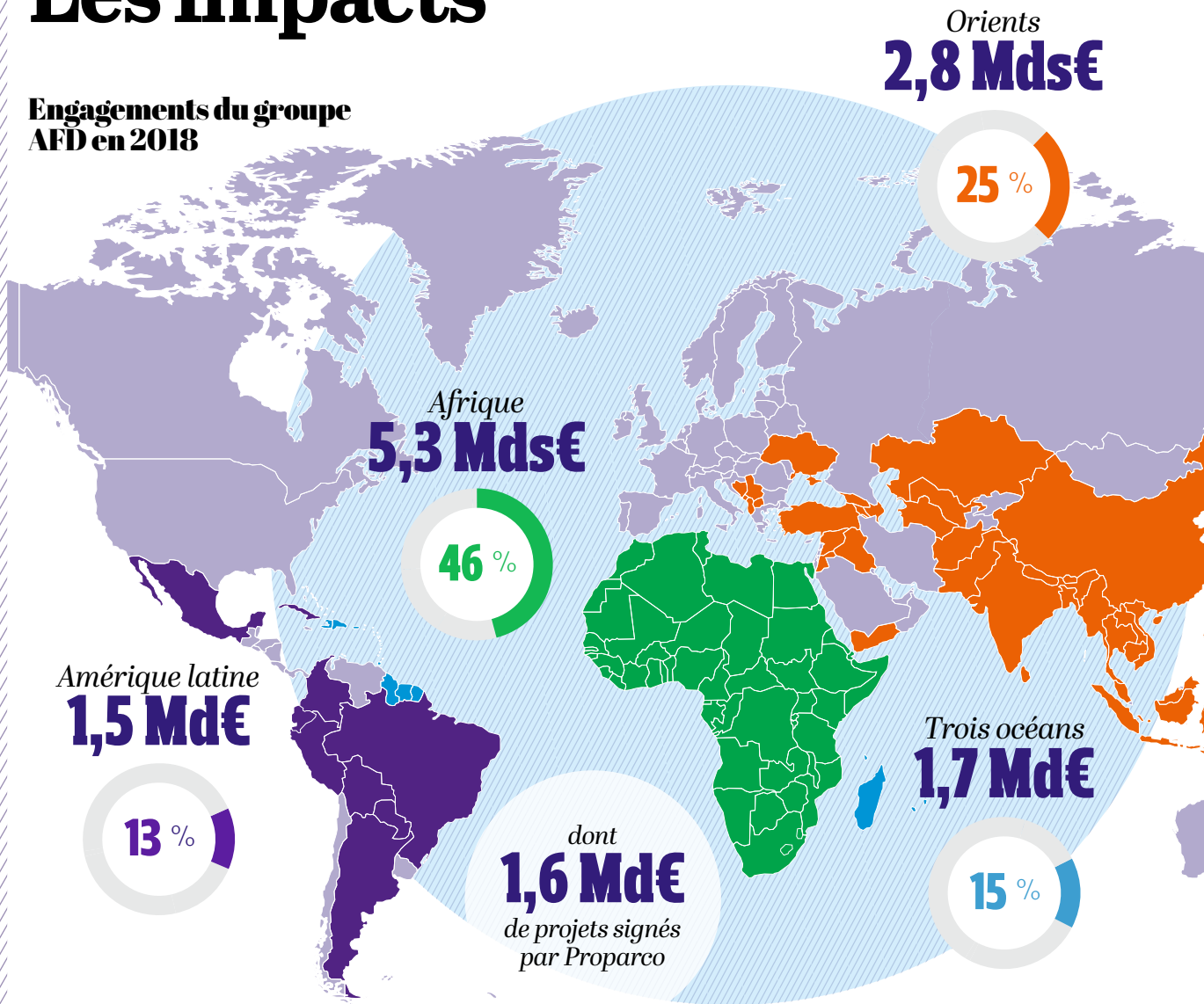
POUR ALLER PLUS LOIN

Lire le rapport bisannuel des évaluations 2017-2018 de l'AFD sur le site de l'AFD

DATAVIZ

Les impacts

Engagements du groupe
AFD en 2018



Le groupe AFD c'est...



4 000

projets
accompagnés



2 650

collaborateurs
dans le monde



115

pays et territoires
ultramarins couverts

846

nouveaux projets en 2018

dont

Secteur privé

68

projets financés par Proparco

Organisations de la société civile

102

projets financés

Thématiques prioritaires en 2018



Climat

4,8 Mds€

Adaptation

1,6 Md€

Gouvernance

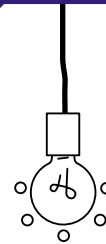
1,4 Md€

Impacts en 2018 des projets accompagnés par l'AFD



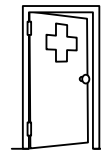
826 000

personnes ont accès à l'eau



7 M

de personnes ont un meilleur accès à l'électricité



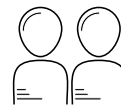
14 M

de personnes ont accès à des services de santé



463 000

filles sont scolarisées



22,6 M

de bénéficiaires des projets signés par Proparco



50 000 km²

d'espaces naturels sont préservés ou protégés

Les Français nous soutiennent

79%

sont favorables au soutien aux pays en développement

72% pensent que les réponses aux défis du monde (climatiques, sanitaires, migratoires...) doivent être partagées par tous

Évaluation

44

évaluations de projets menées en 2017-2018



75%

des projets Sahel seront évalués

61

projets de Proparco analysés ex ante

VIETNAM Instrument d'appui aux réformes structurelles et sectorielles, les prêts de politique publique sont de plus en plus utilisés par l'AFD. Mieux les évaluer devient essentiel. Exemple au Vietnam avec un prêt d'accompagnement à la politique climatique.

Évaluer et mieux appuyer les politiques publiques

Avec ses 3 200 kilomètres de côtes, le Vietnam est l'un des pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Jusqu'en 2009, l'AFD y intervenait essentiellement à travers des financements de projets. Pour répondre à l'exigence d'alignement de l'aide sur les priorités des partenaires, l'AFD a ajusté ses modalités d'action et développé des prêts de politique publique (PrPP). Ils viennent appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de politiques sectorielles ou multisectorielles à travers trois canaux complémentaires : un financement budgétaire, un dialogue de politique publique adossé à des indicateurs, et une coopération technique.

Le développement de cet instrument étant récent, l'enjeu d'apprentissage est important pour le groupe AFD comme

pour l'ensemble de la communauté du développement. À l'instar des banques de développement multilatérales, l'AFD a engagé un effort d'évaluation de ces opérations pour rendre compte de leur performance et, surtout, en dégager les forces et les faiblesses afin d'améliorer les interventions futures.

Un soutien adapté à un pays en pleine mutation

Pour accompagner la transition énergétique du Vietnam, et aider le pays à faire face aux aléas et à renforcer sa résilience climatique, l'AFD a adapté ses modalités d'appui pour intégrer de manière transversale les enjeux climatiques dans ses interventions. Une prise en compte aujourd'hui systématique dans le cadre de son engagement « 100 % Accord de Paris ». Les projets « climat » représentent ainsi 72 % du total des montants engagés par l'AFD dans le pays entre 2006 et 2018.

C'est dans ce contexte qu'en 2009, l'AFD et la JICA (l'agence de coopération internationale japonaise) ont appuyé les autorités vietnamiennes dans la mise en place du Support Program to Respond to Climate Change (SP-RCC). Cet appui budgétaire vise à soutenir le pays dans la mise en œuvre de ses engagements de lutte contre le changement climatique. Depuis, d'autres bailleurs (notamment la Banque mondiale) ont rejoint ce programme. L'objectif ? Mieux répondre aux besoins du gouvernement en instaurant un dialogue régulier entre l'ensemble des ministères impliqués (coordonnés par le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles) et les bailleurs de fonds, et en définissant des actions prioritaires.

La durabilité du programme reconnue

Ce prêt de politique publique dédié au climat est l'un des premiers du genre à



1,04 Md€

pour la lutte contre le changement climatique et l'adaptation entre 2006 et 2018 au Vietnam

200 M€

de prêts de politique publique climat octroyés et décaissés entre 2010 et 2019



La lutte contre les inondations et la gestion améliorée des déchets améliorent le quotidien des habitants à Lang Co. Renforcer la résilience des populations face aux aléas climatiques est un des objectifs de l'AFD au Vietnam.



avoir été octroyé par l'AFD. Depuis 2009, cela représente un total de 200 millions d'euros, alloués en sept tranches entre 2010 et 2016, dont les derniers décaissements ont eu lieu en avril 2019. Il a permis d'accompagner les politiques publiques climatiques, de l'adoption de lois jusqu'à la mise en place effective de mécanismes financiers. Il a aussi contribué à renforcer le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles dans son rôle de coordinateur de la lutte contre le changement climatique.

L'évaluation a démontré une véritable plus-value opérationnelle

Le mécanisme de mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN) que le gouvernement élabore en 2019 avec l'appui de l'ensemble des bailleurs est clairement affiché comme la suite du programme SP-RCC ; il démontre l'appréciation du dispositif de coordination par la partie vietnamienne. L'évaluation a en outre reconnu la durabilité du programme, une remise en question des stratégies et des mesures

adoptées étant peu probable. Toutefois, la coordination avec les autres bailleurs aurait pu être optimisée. L'impact positif mais modeste sur les investissements climat a également été souligné. En revanche, le lien entre l'ambition croissante des politiques soutenues et le programme n'a pas pu être démontré.

L'assistance technique, systématiquement associée aux prêts de politique publique, a fait de l'AFD un partenaire apprécié des Vietnamiens. L'évaluation a aussi souligné la complémentarité entre ce prêt de politique publique et les autres interventions de l'AFD : dans le secteur de l'énergie, elle a ainsi su s'appuyer sur sa forte connaissance opérationnelle pour alimenter le dialogue de politique publique. ◀

+ POUR ALLER PLUS LOIN

Lire le rapport bisannuel des évaluations 2017-2018 de l'AFD sur le site de l'AFD

« Cette évaluation a donné l'occasion aux agences gouvernementales d'analyser les performances du SP-RCC et a montré la nécessité d'améliorer la communication avec les partenaires de développement pour construire une vision partagée du programme. »

M. Tan, directeur général adjoint du département général du changement climatique, ministre vietnamien des Ressources naturelles et de l'Environnement

Les acquis de l'expérience

En tant que plateforme au service de l'aide publique au développement, l'AFD dispose d'une palette d'évaluations pour répondre aux enjeux d'apprentissage et de redevabilité.

L'évaluation est un des éléments de réponse à l'obligation de redevabilité. Selon la définition du Comité d'aide au développement de l'OCDE, la redevabilité est la « responsabilité de fournir des rapports d'avancement précis, honnêtes et crédibles, et des appréciations sur la performance des interventions ». La première dimension de la redevabilité relève du suivi en exécution et renvoie à la capacité de renseigner des indicateurs de réalisation et de résultat, et de les agréger. La seconde dimension, l'appréciation de la performance, relève véritablement de l'évaluation.

Évaluer les prêts de politique publique

Ces évaluations spécifiques cherchent à apprécier la pertinence et les effets de ce type d'appui sur la formulation et la mise en œuvre d'une politique publique, ainsi que sur les institutions appuyées. Elles documentent aussi les principales évolutions du secteur concerné (l'accès aux services publics, le mix énergétique, etc.), sans tenter d'en attribuer les résultats à la politique soutenue car cela requiert des analyses plus approfondies, ce qui n'est pas toujours réalisable à l'échelle d'un projet. Les dix évaluations menées en 2017 et en 2018 (voir ci-contre) montrent que le prêt de politique publique est un instrument ambitieux et potentiellement puissant pour lequel l'AFD a des atouts à faire valoir. L'AFD doit cependant améliorer ses modalités d'instruction et de mise en œuvre pour pouvoir garantir la qualité de ses appuis. ♦

Les évaluations de prêts de politique publique

Mexique

Politique de lutte contre le changement climatique I et II
Prêts octroyés en 2009 et 2011, 185 M€ et 300 M€ respectivement

Brésil

Programme d'appui aux investissements en infrastructures de services essentiels dans l'État du Minas Gerais
Prêt octroyé en 2012, 300 M€

Programme d'intégration et de mobilité urbaine de la région métropolitaine de l'État de Rio de Janeiro
Prêt octroyé en 2012, 300 M€

Colombie

Renforcement du système de santé et de protection sociale
Prêt octroyé en 2013, 308 M€

Évaluation : les priorités de l'AFD pour 2019 et 2020



50 %
des projets
évalués
en 2020

Des évaluations
plus inclusives
avec les
partenaires et
les bénéficiaires
des projets

Des résultats
portés par
les managers
et mis en
œuvre par les
opérationnels

Des résultats
qui alimentent
le débat public
sur l'aide au
développement

Turquie

Programmes
forêt I, II et III

Prêts octroyés en
2011, 2013 et 2015,
150 M€ chacun

Vietnam

Programme d'appui
pour répondre au
changement climatique

Prêts octroyés
entre 2013 et 2016,
140 M€

Maurice

Programme Maurice île
durable environnement

Prêt octroyé en 2009,
125 M€

Mise en
œuvre de la politique
énergétique durable

Prêt octroyé
en 2012, 50 M€

Afrique du Sud

Politique
de transformation
spatiale de la ville de
Johannesburg

Prêt octroyé en 2014,
114 M€

Financement
partiel du programme
de développement
intégré de la ville
du Cap

Prêt octroyé en 2011,
202 M€

Entreprendre pour le développement durable

L'implication des entreprises est indispensable à la réussite de l'Agenda 2030. Dans cette optique, le groupe AFD travaille à orienter les investissements privés vers des solutions durables et inclusives, notamment à travers sa filiale Proparco.

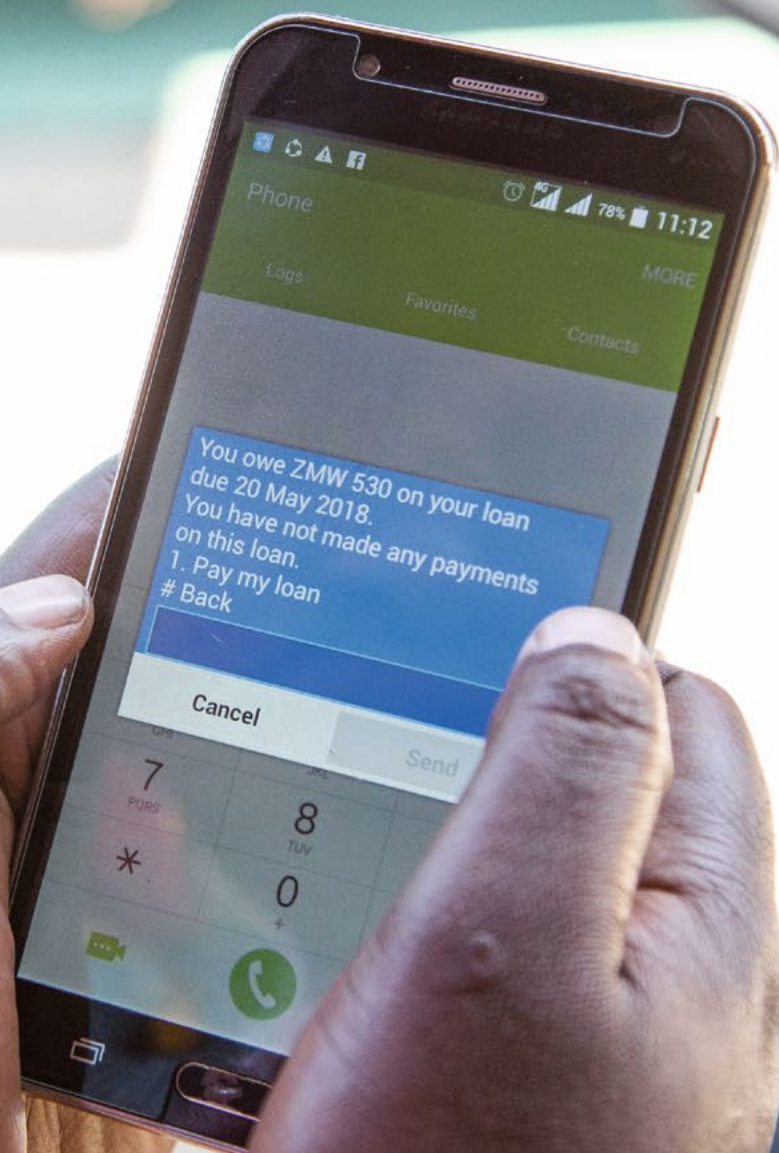
1 200 emplois formels
directs et indirects au Mozambique 22

Un accompagnement renforcé
pour 60 entrepreneurs africains 24

« Les acteurs privés ont un rôle essentiel à jouer pour les ODD »,
interview de Grégory Clemente 25



Start-up basée en Afrique du Sud, Jumo propose des produits bancaires mobiles accessibles au plus grand nombre : l'entreprise a prêté plus d'un milliard de dollars à des particuliers en Afrique depuis 2014. Proparco a investi 3 millions de dollars dans Jumo dans le cadre de Choose Africa. Cette initiative française de soutien à l'entrepreneuriat africain vise à mettre les outils du groupe AFD au service des start-up, des TPE et des PME africaines. 2,5 milliards d'euros seront dédiés au soutien des entrepreneurs africains d'ici 2022.



MOZAMBIQUE Rares sont les Mozambicains qui ne connaissent pas les biscuits Marie ou les pâtes Bela. Et pour cause, le groupe Merec qui les produit est numéro un sur le marché de l'agroalimentaire. Une success story africaine que Proparco accompagne.

De l'éthique dans l'assiette

C'est de Machava, Beira et Nacala, au Mozambique, que les farines, pâtes, biscuits ou aliments pour animaux sont produits par le groupe Merec pour être distribués dans tout le pays. L'entreprise vendra même du pain quand son projet de boulangerie L'Épi d'or verra le jour. En une vingtaine d'années, l'activité du groupe mozambicain a décuplé. Une croissance partagée avec les employés, mise au service du développement du pays et rendue possible grâce à des soutiens financiers externes comme celui de Proparco.

Une entreprise solide aux valeurs durables

En 2018, le soutien de Proparco aux côtés de ses partenaires, Amethis II et Kibo Fonds II, a permis à Merec Industries d'éviter la catastrophe. L'économie mozambicaine traversait alors sa plus grande crise financière. « Leur entrée au capital nous a permis de réduire notre endettement et de renforcer notre gestion en nous concentrant sur les résultats », confie Mhamud Charania, le président du groupe Merec.

Premier investisseur étranger du groupe, Proparco contribue à sa croissance plus sereine. Un partenariat qui permet aussi de promouvoir l'amélioration des pratiques sociales et environnementales de l'entreprise. « Cet apport en expertise, analyse Mhamud Charania, nous pousse à optimiser notre production, en accord avec nos finances et en conformité avec les normes environnementales et sociales. »



« Travailler chez Merec a changé ma vie. Je peux prendre soin de ma famille et payer l'école de mes enfants. »

Zulfa Maria, ouvrière de l'usine de Machava



1200
emplois formels
directs et indirects
créés ou soutenus
par Merec

Des produits pour les enfants du Mozambique

Les valeurs ne sont pas un vain mot chez Merec. 28 personnes travaillent à réduire la dénutrition chronique dans le pays en renforçant les produits alimentaires. Au Mozambique, plus de 50 % des enfants de moins de cinq ans ont des carences en vitamine A. « Toutes les farines de blé et de maïs produites dans nos usines sont complétées de sels minéraux et de vitamines. C'est notre contribution au combat contre la malnutrition dans le cadre de notre responsabilité sociale », s'enthousiasme Mualide Sousa, directrice de la qualité et du développement des nouveaux produits. Merec s'est engagé dès la phase de volontariat dans le projet lancé par le gouvernement en 2014 pour lutter contre la malnutrition.

Une qualité nutritionnelle qui vaut aux produits leur succès. « Le groupe a su se positionner sur le marché et le rapport qualité-prix est excellent », explique Sajid Mulani, directeur de COGEF, important client et revendeur de produits Merec. Et la marque ne se contente pas de satisfaire les consommateurs. Elle encourage l'activité locale. Agostinho Cossa, aviculteur et client satisfait, a ainsi bénéficié d'un financement de Merec, rendu possible par l'apport de Proparco : « Le crédit accordé par Merec m'a permis de développer mon activité. Mes perspectives ont vraiment changé. »

Une croissance au service des Mozambicains

Merec s'engage auprès des familles de ses 500 salariés permanents, 800 saison-



24 tonnes de biscuits sont produites chaque jour par la ligne de production dédiée aux deux marques de gâteaux du groupe, Marie et Glucose.

niers et nombreux prestataires. La vie de Fernando Matola, chef d'équipe depuis la création du groupe, s'est améliorée au rythme des évolutions de l'usine : « Grâce à mon employeur, mes enfants ont pu aller à l'école et la contribution de Mecer au développement du Mozambique est de plus en plus importante. » La croissance de l'entreprise est effectivement en symbiose avec les besoins du pays. Quand L'Épi d'or, la boulangerie industrielle du groupe, verra le jour, 1,8 million de pains seront vendus chaque jour au Mozambique. Eugenio Machado, le directeur général du groupe, s'en félicite : « Nous sommes fiers de contribuer tous les jours à nourrir les Mozambicains. » Et de participer au développement du pays. <>

DÉCRYPTAGE

Agreenfi, une solution pour le monde agricole et rural

Investissement agricole au Sénégal, microcrédits pour les populations rurales en République dominicaine... Agreenfi facilite l'accès des acteurs ruraux et agricoles à des services financiers adaptés ainsi qu'à des appuis techniques. Agreenfi est mis en œuvre par l'AFD pour les contreparties publiques et par Proparco pour celles du privé. Avec ce mécanisme, le groupe AFD accompagne la transformation des pratiques des institutions financières pour promouvoir le financement d'activités productives rurales. Un appui institutionnel et technique sur mesure est associé à cette offre financière adaptée.



Maraîchère à côté de son étal à Okolassi (Gabon).

Projets sociaux et inclusifs : on accélère !

Les entrepreneurs sont de plus en plus attachés à leur impact social. Dans le cadre de sa stratégie Social & Inclusive Business, le groupe AFD favorise le déploiement de projets à fort impact social et/ou environnemental.

Entreprendre peut aussi devenir un acte citoyen. En 2018, 60 entrepreneurs de 18 pays d'Afrique francophone et anglophone ont bénéficié du Social & Inclusive Business Camp (SIBC) lancé par le Campus du développement du groupe AFD en 2017. Pendant quatre mois, ils ont suivi à distance un parcours d'onboarding (ou intégration), avant de profiter d'un bootcamp – soit une semaine d'entraînement intensif – à Marseille. Durant cette semaine, toutes les techniques de l'intelligence collective, du coaching entre pairs et de l'apprentissage par le jeu sont mises au service des entrepreneurs et de leurs projets. Chacun est également coaché par un mentor.

Un accompagnement hybride construit avec et pour les entrepreneurs

C'est à la suite des retours des participants de la première édition que le SIBC est devenu un programme d'accélération renforcé. Il cherche à donner aux entrepreneurs les clés de la mesure de la performance sociale, de la gouvernance agile et de la recherche de financements adaptés. Entrepreneurs sociaux, mentors et experts composent désormais une communauté entrepreneuriale active, ambitieuse et porteuse de changement.



Oduwa Agboneni, entrepreneure nigériane, durant la rencontre AfrikInvest à Marseille, en novembre 2018.

L'objectif à long terme du SIBC : accompagner le déploiement à plus grande échelle de projets à fort impact comme Girls Auto Squad, entreprise nigériane qui propose des cours d'ingénierie automobile en ligne à destination des femmes. La porteuse du projet, Oduwa Agboneni, est très satisfaite de son

expérience : « Grâce aux rencontres organisées, j'ai fait la connaissance d'un investisseur et partenaire de confiance qui m'accompagne aujourd'hui dans le développement de ma société. » Une preuve supplémentaire que social, inclusion et business peuvent s'entendre. ↔

La croissance au service du développement durable

Le Social & Inclusive Business regroupe les acteurs économiques (associations, entreprises, etc.) qui font du développement social ou environnemental une priorité. Cette approche hybride associe lutte contre les inégalités et dynamique entrepreneuriale. Pour favoriser le développement pérenne de ces projets, le groupe AFD accompagne toutes leurs phases de développement, de leur émergence à leur croissance. Un travail de renforcement du cadre institutionnel est aussi réalisé. Au total, entre 2019 et 2023, un milliard d'euros va être attribué au Social & Inclusive Business par les équipes de Proparco et de l'AFD.

« Les acteurs privés ont un rôle essentiel à jouer pour les ODD »



Avec **Grégory Clemente**,
directeur général
de Proparco

De 2017 à 2020, Proparco doublera ses engagements financiers en direction du secteur privé. À la clé, un triplement de ses impacts au service du développement durable. Le point avec Grégory Clemente.

Est-il crucial de soutenir le secteur privé pour un développement durable ?

Dans un monde de défis qui appelle à des sociétés plus durables et inclusives, les acteurs privés ont un rôle essentiel à jouer pour réaliser les Objectifs de développement durable (ODD) et mettre en œuvre l'Accord de Paris. Mobiliser plus d'investissements privés vers les pays en développement est un enjeu mondial. Orienter ces investissements pour qu'ils apportent des solutions durables et innovantes est un enjeu de transformation de nos économies et de nos sociétés.

Quelle est l'ambition de Proparco en accompagnant les acteurs privés ?

En 2017, Proparco s'est dotée d'une stratégie ambitieuse : tripler ses impacts en faveur des ODD

d'ici 2020 en doublant son activité. Les résultats sont là. La trajectoire est bien engagée comme le montrent les impacts de nos activités en 2018. Nous avons autorisé 1,6 milliard d'euros de financements, dont 578 millions en Afrique et 536 millions sur le climat. Et grâce à 16 projets à cobénéfices climat signés en 2018, 1,5 million de tonnes équivalent CO₂ sera évitée chaque année.

Outre la création d'emplois, quels sont les impacts attendus par les projets menés par les équipes de Proparco ?

L'investissement privé et l'entreprise ont longtemps été essentiellement considérés pour leurs effets bénéfiques sur la croissance économique et l'emploi. Depuis quelques années, leurs effets sur la qualité de vie, l'environnement et la vie sociale ont été mis en avant au travers de démarches de responsabilité sociale et environnementale. Ces démarches sont d'ailleurs de plus en plus populaires auprès des professionnels, des régulateurs et des clients.

La mise en place de modes de consommation et de production durables est une réelle opportunité pour les entreprises. Elle leur permet de répondre aux attentes de leurs investisseurs, d'accéder à des marchés internationaux et d'être plus compétitives tout en maintenant des conditions de travail décent, en instaurant des relations apaisées avec les communautés locales et en évitant de dégrader l'environnement. C'est dans cette perspective que, ces deux dernières années, Proparco a accompagné 82 clients dans l'amélioration de leurs pratiques environnementales et sociales. ✦

22,6 millions de bénéficiaires*

Impacts des projets signés par Proparco en 2018



10 MILLIONS
de personnes auront
un accès à une
électricité de source
renouvelable



1,47 MILLION
de personnes
bénéficieront de services
et de produits financiers
de base



10 MILLIONS
de personnes
auront un accès
amélioré
à l'eau



1,16 MILLION
de personnes auront
accès à des services
de santé et/ou à des
médicaments

* Personnes qui bénéficieront d'un accès à un bien ou à un service essentiel d'ici cinq ans.

+
**POUR
ALLER
PLUS
LOIN**
Lire le
rapport de
développement
durable de
Proparco



Les kits solaires du programme « ATE co » proposent aux habitants des bidonvilles de Manille une électricité deux fois moins chère que les bougies. Intégrés dans le programme, les habitants améliorent leurs revenus et donc leur capacité d'épargne.

Les bidonvilles de Manille sortent de l'ombre

Les allées des bidonvilles s'éclairent aux Philippines. Pour les familles bénéficiaires des kits solaires développés par l'ONG Entrepreneurs du monde, une électricité sûre et durable est enfin disponible au quotidien, à moindre coût.



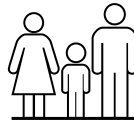
Un avenir plus lumineux pour Nolibeth

Nolibeth collecte depuis six mois les paiements pour « ATE co » et fait de la prospection auprès de ses voisins. Avec ces revenus complémentaires, elle souhaite investir dans l'éducation de ses filles.



259 286 €

Subvention de l'AFD
(50 % du projet)



400

familles bénéficiaires dans
plusieurs bidonvilles
de Manille



Pour Miko, qui s'éclairait auparavant à la bougie, le kit est synonyme de sécurité et de santé : « Je n'ai plus peur de déclencher un incendie chez moi, ou de m'intoxiquer. »



Les kits sont équipés d'un système pay-as-you-go, qui permet aux familles de payer au jour le jour, en fonction de leurs besoins et de leurs revenus. Les usagers deviennent propriétaires de leur kit au bout de 14 mois.





En Mauritanie, le parc national du banc d'Arguin a été créé en 1976 pour protéger la biodiversité qu'il abrite et ses habitants. Ce site exceptionnel est classé « zone humide d'importance internationale » selon la Convention de Ramsar et « site naturel du patrimoine mondial de l'UNESCO ».

Biodiversité menacée, tous concernés

La dégradation du capital naturel impacte considérablement les sociétés et les économies. Pour l'AFD, un développement inclusif et responsable ne peut se penser et se construire sans les écosystèmes.

1,2 million d'hectares conservés 32

951 000 euros pour un équilibre
entre nature et habitants en Ouganda 35

3 pays s'engagent en faveur de l'Amazonie 36

**« Le risque pour la vie marine
est un risque pour les humains »**,
interview de Barbara Schnell et Eva Witt 37

75 millions d'euros pour le parc de Xianju ... 38

Évaluation : la stratégie de l'AFD
passée au crible 39

IPBES : 145 scientifiques tirent
la sonnette d'alarme 40

**« L'utilisation durable des écosystèmes
doit devenir une règle pour l'humanité »**,
interview de Gilles Kleitz et Odile Conchou ... 41



*Entre le Sahara
et l'Atlantique,
les eaux peu
profondes du golfe
du bane d'Arguin
sont parsemées
de vasières,
d'herbiers, d'îlots
et de lagunes.
Cet écosystème
bouillonnant de vie
sert notamment
de refuge à
plus de deux
millions d'oiseaux
migrateurs chaque
année.*

MAURITANIE Avec 1,2 million d'hectares, le parc national du banc d'Arguin est l'une des plus vastes aires marines et terrestres protégées d'Afrique de l'Ouest. Aux côtés de l'État mauritanien, l'AFD participe à sa conservation via un fonds fiduciaire, le BACoMaB.

Un parc entre terre et mer



Site de reproduction pour diverses espèces de poissons et de crustacés, le banc d'Arguin est aussi le lieu de vie des Imraguens, peuple de pêcheurs. Ils sont les seuls à avoir le droit d'exploiter les ressources halieutiques du parc, avec leurs embarcations traditionnelles.



Une seule solution : protection et conservation

La pêche industrielle et artisanale, l'exploitation et l'exploration pétrolière off-shore, un projet de mine d'or ou la pollution plastique sont autant de menaces extérieures qui pèsent sur l'écosystème du banc d'Arguin. Le protéger et permettre le développement durable des populations sont les objectifs du parc.



198,8 M€

Valeur annuelle estimée des principaux services écosystémiques du parc



Une barrière contre le changement climatique

Dans les eaux du parc, d'immenses herbiers marins séquestrent le carbone. La valeur de ce « service écosytémique » est estimée à 73 millions d'euros par an. Un apport précieux qui devrait permettre à la Mauritanie de remplir en partie sa contribution à l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris.



POUR ALLER PLUS LOIN

Lire l'étude d'évaluation des services écosystémiques du parc financée par le FFEM sur le site de l'AFD



Un fonds pour protéger la biodiversité en Mauritanie

Pour financer la surveillance côtière, la gouvernance partagée, le développement communautaire et le suivi écologique avec les Imraguens, l'AFD participe au BACoMaB. Créé en 2009, ce fonds fiduciaire de conservation est dédié à la protection de la biodiversité marine et côtière en Mauritanie. Le reste du capital est amené par la banque de développement allemande (KfW), la fondation suisse MAVa, le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) et l'Union européenne au titre des accords de pêche avec la Mauritanie. Le capital est placé sur les marchés : les intérêts permettent de lisser les activités dans la durée et de compléter l'action de l'État mauritanien de façon pérenne.

UGANDA À l'ouest du pays, le braconnage des éléphants, l'expropriation des populations locales et la monoculture du thé ont déséquilibré la zone forestière du parc national de Kibale. Un projet de conservation financé par le FFEM vise à réconcilier les habitants avec la faune sauvage et la forêt.

Repenser les relations entre les hommes et la nature

Le parc national de Kibale concentre une extraordinaire biodiversité sur 795 kilomètres carrés de forêt tropicale. Il abrite des chimpanzés et des éléphants de forêt et de savane, espèces menacées emblématiques. Mais, au nord du parc, la nature et les hommes ne cohabitent plus. Les grands mammifères pillent les champs et les jardins de subsistance. Les zones maraîchères et la monoculture du thé contribuent à la déforestation et polluent l'écosystème. De nombreux singes présentent des malformations faciales et un quart des femelles sont stériles. Les communautés riveraines chassent dans l'aire protégée dont elles ont été exclues et un tiers des chimpanzés sont victimes des pièges destinés au gibier. Une boucle de causes et de conséquences dont faune, flore et populations pâtissent.

Le partage des ressources naturelles

Protéger la biodiversité tout en favorisant le développement économique



951 000 €

pour instaurer un nouvel équilibre forêt-faune-populations

et social de la région, c'est ce que vise le projet Forest, Fauna, Populations in Uganda (FoFauPopU), financé par le FFEM. Premier financeur du projet avec une subvention de 951 000 euros, le FFEM s'engage aux côtés du Muséum national d'histoire naturelle. Objectif : réduire les conflits entre les hommes et leur écosystème. Et renforcer l'implication des communautés riveraines dans la gouvernance pour faciliter le dialogue avec les institutions. Le développement et la valorisation économique d'une filière biologique et équitable pourront progressivement inciter les populations à contribuer à la préservation de

l'environnement. Apaiser les tensions permettra aussi d'améliorer la santé humaine et animale.

Des approches innovantes à essayer

Sur le terrain, le projet est mis en œuvre par un consortium d'acteurs français et ougandais (ONG, organismes d'État, entreprises et société civile) qui partagent leurs expertises pour innover dans leurs approches. Les interactions homme-faune (pillage, braconnage...) et homme-homme (gouvernance, économie...) sont abordées de manière globale et intégrée. Le consortium promeut des gouvernances locales plus collaboratives et des filières agricoles en lien avec les marchés. Enfin, il soutient la recherche-action pluridisciplinaire pour une mesure rigoureuse des impacts environnementaux. Une triple approche innovante que défend le FFEM, pour que des solutions nouvelles soient testées et mises en œuvre. Avec comme perspective la mise en place de bonnes pratiques pour faciliter leur déploiement à plus grande échelle par d'autres financeurs. ♦



L'éléphant de savane d'Afrique, une espèce classée vulnérable par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).



POUR ALLER PLUS LOIN

Lire la tribune « One Health : Repenser la santé à l'interface entre les hommes, les animaux et les écosystèmes » sur la plateforme AFD de réflexion sur le développement : id4d.fr

PLATEAU DES GUYANES Trois pays, la France, le Suriname et le Guyana, coopèrent pour mieux protéger les aires naturelles du plateau des Guyanes. Une initiative créée pour développer le partage de données et d'expériences, et qui devrait prendre racine.

Vers une meilleure protection de la forêt amazonienne

C'est l'une des plus grandes zones de forêt tropicale protégée au monde. Le plateau des Guyanes abrite une biodiversité exceptionnelle et joue un rôle essentiel dans la lutte contre le changement climatique en séquestrant plus d'un milliard de tonnes de carbone dans ses arbres et ses sols. En dépit du caractère protégé de la majeure partie de cet espace amazonien, plus de 17 000 hectares de forêt y ont disparu en 2015 et plusieurs cours d'eau ont été contaminés aux métaux lourds. En cause : l'exploitation illégale du bois et de l'or, la conversion des espaces forestiers en zones agricoles, les retenues d'eau en amont de barrages hydroélectriques...



Trois pays pour protéger la forêt

Jusqu'en 2018, la préservation du plateau des Guyanes se heurtait à un obstacle de taille : la Colombie, le Venezuela, le Guyana, le Suriname, la France (Guyane) et le Brésil se partageaient sa gestion sans aucune concertation. Mais les choses ont changé. Le Guyana, le Suriname et la France collaborent désormais à travers le Renforesap, un programme de coopération porté par le parc amazonien de Guyane. En grande partie financée par le Programme de coopération Interreg Amazonie (PCIA) de l'Union européenne, cette coopération bénéficie aussi d'une subvention de 20 000 euros de l'AFD. Elle se poursuivra au moins jusqu'en 2020.

Des échanges techniques, une expertise partagée


Le dispositif est déjà concret pour les gestionnaires des aires protégées



La forêt amazonienne est protégée dans de nombreuses régions. Pourtant, elle perd chaque année près de 1,2 milliard d'arbres.

guyanaise, surinamaïse et guyanaïse : ils se sont réunis pour la première fois début octobre 2018 à Paramaribo, au Suriname, pour partager expériences de terrain et données scientifiques. « Cela permet de trouver ensemble des solutions aux problématiques communes aux trois pays », souligne Savannah Pyneeady, coordinatrice du projet Renforesap au parc amazonien de Guyane.

Par la suite, la coopération donnera lieu à des ateliers et à des visites de terrain sur quatre thèmes : l'écotourisme, la gestion durable des ressources,

l'orpaillage illégal et la transmission des patrimoines culturels vivants. Le programme allie participation et gouvernance inclusive en accordant une attention particulière aux besoins des communautés qui vivent dans ces zones forestières. Des démarches en cohérence avec l'objectif de préservation du climat et des biens communs de l'AFD. 



POUR ALLER PLUS LOIN

Lire « La forêt fournit des services climatologiques », interview de John Goedschalk, directeur de l'ONG Conservation International au Suriname, sur la plateforme AFD de réflexion sur le développement : id4d.fr

« Le risque pour la vie marine est un risque pour les humains »



Avec **Barbara Schnell**, responsable des politiques sectorielles de la branche banque de développement du groupe KfW, et **Eva Witt**, responsable des affaires Allemagne fédérale et Europe pour le groupe KfW.

Menacés par la surpêche, le blanchissement des coraux ou encore la pollution plastique, les océans se détériorent de manière dramatique. Comme l'AFD, son alter ego allemande, la KfW, s'engage dans leur protection à l'échelle européenne, notamment via l'initiative Clean Oceans, et défend l'économie circulaire.

Pourquoi la question de la pollution plastique des océans est-elle devenue un sujet majeur ?

Barbara Schnell : Il y a eu une prise de conscience générale : les océans débordent de déchets et ne sont pas inépuisables. Les images de baleines mortes après avoir ingéré d'immenses quantités de plastique n'y sont sans doute pas pour rien. L'intégration de la protection des océans dans les Objectifs de développement durable a aussi envoyé un message fort dès 2015 à tous les acteurs et au grand public.

Eva Witt : On sait désormais que les océans jouent un rôle fondamental pour le climat et la biodiversité. C'est aussi la principale source d'alimentation pour près de deux milliards de personnes. Or, on estime à 150 millions de tonnes le poids des déchets plastiques présents dans les océans. Le risque pour la vie marine est un risque pour les humains puisque le plastique intègre par ce biais la chaîne alimentaire.

Que peut faire la communauté internationale ?

B. S. : De la création d'aires de conservation à la prévention des déchets en passant par le traitement des eaux usées, de nombreux projets s'emparent du sujet. À la KfW, nous finançons par exemple 17 projets de gestion des déchets dans les pays côtiers pour un total de 340 millions d'euros.

E. W. : Et nous ne sommes pas seuls. En octobre 2018, nous avons ainsi lancé Clean Oceans, une initiative européenne pour protéger les océans de la pollution et de la contamination, en partenariat

avec la Banque européenne d'investissement (BEI) et l'AFD. D'ici 2023, deux milliards d'euros vont financer la gestion des déchets et le traitement des eaux usées dans les pays émergents et en développement. Dans ce cadre, la KfW a engagé 148 millions d'euros au nom du ministère fédéral pour la Coopération économique et le Développement pour des projets côtiers en Afrique du Sud, en Indonésie ou encore au Costa Rica.

De nombreux pays en développement gèrent aujourd'hui non seulement leurs déchets, mais aussi ceux que les pays développés exportent.

E. W. : C'est pourquoi nous devons prendre nos responsabilités et utiliser les ressources plus durablement. En 2019, nous lançons une plateforme avec d'autres banques nationales de développement comme la Caisse des dépôts pour promouvoir l'économie du recyclage. Favoriser l'économie circulaire, c'est soutenir la compétitivité de l'économie européenne tout en assurant la conservation des ressources.



Êtes-vous convaincues que l'on peut sauver les océans ?

B. S. : La protection des forêts tropicales a débuté dans les années 1980 par des petites mesures et connaît maintenant de grands succès. Le couvert forestier de près de 24 pays, dont la Chine, le Chili et le Vietnam, a augmenté. Pourquoi ne pourrait-on pas faire en mer ce qui a été fait sur terre ? ➔



Huit millions de tonnes de plastique sont déversées dans les océans par an.

Un entretien initialement publié sur KfW Stories



En s'inspirant du modèle français de gestion des parcs naturels, le parc de Xianju en Chine allie conservation, amélioration des conditions de vie des habitants et approche participative.



CHINE Un huitième de la flore et de la faune sauvage de la planète se trouve en Chine, et le couvert forestier du pays représente plus de 35 % des forêts d'Asie. Un patrimoine naturel exceptionnel, parfois menacé par l'urbanisation, la pollution et la surexploitation des ressources.

L'expertise française au service du parc national de Xianju

L'équilibre entre préservation et mise en valeur économique et sociale est un défi de taille pour la Chine. Pour faire face à l'enjeu, le gouvernement s'est lancé dans une grande réforme de son système national d'aires protégées. Un programme parmi d'autres pour préserver la biodiversité et valoriser le territoire, créer des emplois et produire de la richesse. La France dispose d'une expérience reconnue avec son

réseau de parcs régionaux et nationaux. L'approche participative, le souci de la gestion intégrée et la conciliation de la nature avec le développement économique, qui sont au cœur du modèle français de parc naturel, suscitent un réel intérêt et une demande d'expertise.

300 km² à préserver

Situé dans la province de Zhejiang, au sud de Shanghai, le parc de Xianju

s'étend sur 300 kilomètres carrés dans une zone de moyenne montagne préservée par son enclavement. Depuis 2017, un prêt de l'AFD finance à hauteur de 75 millions d'euros la mise en valeur de ce parc national pilote. Plusieurs bureaux d'études et des experts français sont mobilisés dans l'accompagnement des équipes du parc. Les objectifs ? Conservation et valorisation des paysages grâce à une offre touristique plus durable, à des projets d'éducation environnementale et à une gouvernance plus inclusive.

Pour pousser plus loin le partage d'expérience, un partenariat a été établi entre le parc naturel régional des Ballons des Vosges en France et le parc chinois de Xianju, via un financement de l'AFD dans le cadre de sa facilité de financement des collectivités territoriales françaises (FICOL). Les équipes des deux parcs se rencontrent régulièrement, à Xianju ou dans les Vosges, pour échanger sur des aspects essentiels à la vie et la réussite d'un tel espace protégé : labellisation des produits, charte de territoire, marque « parc » ou encore sensibilisation des habitants à l'environnement. ♦

ÉVALUATION Le cadre d'intervention transversal de l'AFD sur la biodiversité a fait l'objet d'une évaluation centrée sur l'intégration de la biodiversité dans l'ensemble des politiques de développement. Car la biodiversité doit être dès aujourd'hui l'affaire de tous, dans tous les secteurs.

Quand biodiversité rime avec transversalité

Faut-il aller vers une synergie entre la réduction des impacts négatifs des projets de développement sur les écosystèmes et l'augmentation des cobénéfices « biodiversité » dans tous les secteurs ? Oui, répond l'évaluation menée par l'AFD : la conciliation de ces deux démarches est indispensable.

C'est précisément la synergie de ces deux champs d'action que visait l'AFD dans son cadre d'intervention transversal Biodiversité pour la période 2013-2018. Une orientation pertinente qui s'appuie sur des outils efficaces permettant la mise en œuvre de cet objectif d'intégration transversale de la biodiversité. Cependant, ces outils ne traitent quasiment pas la maximisation des cobénéfices « biodiversité » potentiels des projets, qui consiste à tirer avantage de l'intégration des équilibres des écosystèmes dans tous les secteurs d'intervention. L'AFD s'y emploie notamment dans les projets portant sur les forêts, l'aménagement des pêches ou l'agriculture. Mais le sujet est encore peu pris en compte dans d'autres secteurs comme les transports, l'énergie ou les villes. C'est un défi majeur à relever dans les années à venir pour le groupe AFD.

Des difficultés semblables pour tous les autres acteurs du développement

La concentration des projets à cobénéfices « biodiversité » dans quelques secteurs est loin d'être une spécificité de l'AFD. L'OCDE constate l'insuffisance de l'intégration transversale de la



L'évaluation des plans de gestion forestière dans le bassin du Congo en cours en 2019 prend en compte les cobénéfices « biodiversité ».

biodiversité dans les projets de développement au niveau mondial. Un effort est nécessaire pour mieux informer sur les moyens concrets d'intégrer la biodiversité de manière transversale, mais aussi pour mieux évaluer les résultats des efforts de transversalité et, à terme, renseigner les politiques publiques sur les retours d'expériences.

En mai 2019, le constat des experts de l'IPBES a été clair : la préservation du

capital naturel implique de sortir d'une approche « environnement/nature » restrictive (voir page 40). C'est un sujet économique, social et de gouvernance, un sujet au cœur du développement. Les années 2019 et 2020 sont riches en événements internationaux ayant trait à la préservation de la biodiversité, à commencer par la COP15 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) organisée en Chine en septembre 2020. Ces deux ans sont une opportunité unique pour mettre ces enjeux au cœur de l'agenda politique international. Une nécessité, tant les attentes des nombreuses organisations et institutions sont fortes : elles appellent ensemble à un *New Deal for Nature*. ♦

Appel mondial pour une transformation



Le parc de Xochimilco, poumon vert et bleu de México, abrite six espèces animales endémiques. C'est une zone patrimoniale protégée depuis 2012 et soutenue par l'AFD et le FFEM.

La planète est à l'aube de la sixième extinction de masse, la première dont l'homme est responsable. Après trois ans de travail, 145 scientifiques de plus de 50 pays réunis au sein de l'IPBES tirent la sonnette d'alarme sur la destruction accélérée de la nature et de ses contributions vitales aux êtres humains, tout en formulant des propositions aux décideurs pour un changement radical de modèle économique.

En mai 2019, la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) a publié son « Évaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques ». Un bilan alarmant et des propositions dont doivent se saisir les décideurs pour ralentir la tendance. Usage excessif des terres et des mers, surexploitation des ressources, changement climatique sont parmi les facteurs directs de la perte de biodiversité. Et même si un tiers

des écosystèmes de la planète sont encore peu perturbés, ce patrimoine est fortement menacé par l'exploitation de ses ressources.

Des objectifs mondiaux compromis

En dépit d'efforts notables, les trajectoires actuelles ne permettront pas d'atteindre les objectifs pour la diversité biologique adoptés par la communauté internationale en 2011 à Aichi. Seuls quatre objectifs sur vingt sont près d'être atteints. Cela freine aussi l'atteinte des Objectifs de développement durable, en particulier ceux qui portent sur la pauvreté, la faim, la santé, l'eau, les villes, les océans et les sols ainsi que les objectifs climatiques. La perte en biodiversité est un problème environnemental, mais c'est aussi un enjeu de développement, d'économie, de sécurité et de société.

« Il n'est pas trop tard pour agir, mais seulement si nous commençons à le faire maintenant à tous les niveaux, du local au mondial »

Robert Watson, président de l'IPBES

Un changement radical est nécessaire

Selon le rapport, il faut passer d'un développement majoritairement destructeur de la planète à une économie mondiale et des systèmes financiers durables, et s'éloigner du seul paradigme de la croissance. Concrètement, les solutions portent sur la sauvegarde du patrimoine naturel, la sécurisation des terres agricoles pour nourrir l'humanité, la gestion des océans pour allier production halieutique et régulation climatique, la protection des eaux douces, l'urbanisation durable...

Tous les secteurs de l'économie sont concernés

La COP15 de la Convention sur la diversité biologique de 2020 devra aboutir à un accord en ligne avec cette nécessité de transformation. Le groupe AFD a établi sa feuille de route Biodiversité 2019-2020 en vue de sa contribution aux négociations. En plaidant notamment pour une hausse des financements dédiés à la biodiversité, pour un renforcement important des cobénéfices biodiversité dans les différents secteurs financés et pour un travail proactif sur les outils financiers. Avec cette stratégie globale, le groupe AFD prend toute sa part dans le débat international pour défendre ces enjeux cruciaux. ♦

« L'utilisation durable des écosystèmes doit devenir une règle pour l'humanité »



Avec **Gilles Kleitz**, directeur du département Transition écologique et ressources naturelles (AFD), et **Odile Conchou**, chargée de recherche sénior Biodiversité (AFD).

Les conclusions du rapport des experts de l'IPBES invitent à mieux prendre en compte la biodiversité. Gilles Kleitz et Odile Conchou reviennent sur les recommandations et sur leur intégration par le groupe AFD.

Que retenir-vous des travaux de l'IPBES publiés en mai 2019 ?

Gilles Kleitz : C'est d'abord une mine d'informations extraordinaire sur la biodiversité à l'échelle planétaire. C'est la première fois qu'un tel travail est réalisé et le constat est terrible : deux tiers des écosystèmes et des services qu'ils rendent sont dégradés, et le phénomène s'accélère comme jamais auparavant. Les objectifs d'Aichi sur la diversité biologique ne seront pas atteints en 2020.

Odile Conchou : Le rapport replace la biodiversité parmi les sujets cruciaux pour notre avenir. L'écologie n'est plus seule dans son coin... L'IPBES la place au même niveau de priorité que le climat pour les décideurs, au cœur des sujets de développement pour les prochaines décennies.

Comment inverser la tendance ?

O. C. : Des changements majeurs s'imposent. La prise en compte de la biodiversité fait défaut dans les politiques publiques, économiques et sociales mais aussi dans le secteur privé. Les États doivent prendre leurs responsabilités comme pour le climat en 2015 : il faut s'engager sur des trajectoires nationales favorables aux écosystèmes, réduire drastiquement les dégradations directes ou importées et restaurer ce qui doit l'être.

G. K. : Délimiter des zones de protection plus grandes, massifier la production et la consommation durables, limiter drastiquement les pollutions, définir un cadre réglementaire contraignant : ce sont des choix politiques à faire. L'utilisation durable des écosystèmes doit devenir un principe général pour l'humanité, avec des règles et des interdits respectés. Il y va de notre survie à assez brève échéance.

Quelles solutions peut apporter l'AFD ?

G. K. : Nous avons consacré 450 millions d'euros à la préservation de la biodiversité en 2018, soit 3 % de notre activité. Et un tiers de ce montant relève de projets d'agroécologie ou d'assainissement à cobénéfices biodiversité. Nous devons mieux prendre en compte la biodiversité dans nos activités. Cela veut dire augmenter nos financements dédiés et nous assurer que tous nos projets ont des cobénéfices biodiversité. Comme nous le faisons pour le climat. Notre enjeu est aussi de proposer des produits financiers pour mobiliser en faveur de la biodiversité, et de produire des connaissances pour capitaliser sur nos expériences.

O. C. : Aujourd'hui, plus de 50 milliards de dollars d'argent public financent la biodiversité. Or, on estime que les besoins sont de l'ordre de 350 à 400 milliards de dollars par an. Sans parler du fait qu'il faut cesser de financer 500 milliards de dollars de subventions néfastes aux écosystèmes (combustibles fossiles, agriculture intensive, pêche non durable). On le sait, les financements en faveur de la biodiversité viendront majoritairement du privé. C'est le défi des dix ans à venir : convaincre les investisseurs privés de financer le « durable » et les persuader d'avoir un meilleur impact sur la biodiversité. ↔



La roussette de Mayotte est une espèce de chauve-souris protégée. Préserver la biodiversité et valoriser l'environnement sont des axes d'intervention prioritaires de l'AFD dans les Outre-mer.

Créer du lien social

Face aux menaces qui pèsent sur le vivre-ensemble, l'AFD mise notamment sur deux outils d'action privilégiés : l'éducation et le sport.

3 000 enfants

sensibilisés aux enjeux de société à Mayotte 44

« Le sport peut lever des tabous sociaux »,

interview d'Arnaud Assoumani 47

16 ONG

unissent leurs forces en faveur de l'éducation ... 48

92 000 places

créées dans les collèges de Côte d'Ivoire 49





À Tibnine (Liban), des écoles gérées par les ONG ASMAE et Alpha, financées par l'AFD, accueillent des jeunes réfugiés syriens et des enfants libanais. Depuis 2010, l'AFD introduit des composantes psychosociales dans ses projets pour contribuer à l'amélioration du bien-être et de la cohésion sociale des populations touchées par les crises.



MAYOTTE Plus de 50 % des Mahorais ont moins de 18 ans. C'est dire l'importance des défis éducatifs auxquels le département le plus jeune de France est confronté. L'ONG Play International y lutte contre l'exclusion et pour la cohésion sociale, grâce au sport.

Sport : 1, clichés : 0

A Mayotte, la jeunesse fait vivre chaque coin de rue. Partout, les cars scolaires font le plein et les ballons de foot rebondissent sur les bords des routes. Dans le 101^e département français, plus d'un tiers de la population va à l'école et le taux de fécondité y est de cinq enfants par femme. Un potentiel incroyable pour ce territoire de l'océan Indien dont il faut accompagner la jeunesse.

Depuis 2016, Play International a pris la mesure des enjeux éducatifs de Mayotte. Soutenue par l'AFD, elle y déploie des projets innovants pour améliorer le vivre-ensemble, accompagner le développement social et sensibiliser les jeunes à des sujets très divers.

Faire société dès la cour de récré

Fédérateur et vecteur d'inclusion, le sport est inscrit dans l'Agenda 2030 pour le développement. C'est ce levier qu'emploie l'ONG comme outil de changement social, grâce à une méthode innovante de pédagogie active et participative intitulée la « playdagogie ». Ce dispositif créé par Play International utilise le jeu sportif comme

support éducatif, afin de transmettre des messages de prévention et de sensibilisation aux enfants. Les activités sportives, ludiques et pédagogiques permettent d'aborder des thèmes comme la laïcité, le handicap, l'égalité ou encore le racisme.

L'occasion pour les enfants et les plus grands de réfléchir à des sujets de société de façon ludique et positive. En mai 2019, Play International a ainsi animé des ateliers pour traiter des inégalités entre filles et garçons dans des villages mahorais, en partenariat avec les acteurs locaux. Des rencontres auxquelles a participé Arnaud Assoumani, athlète français multimédaillé aux Jeux paralympiques et originaire des Comores voisines. Le sportif de haut niveau a pu raconter son histoire et partager

avec les enfants les valeurs du sport auxquelles il tient : égalité, respect de l'autre et tolérance (voir page 47).

Engagement local, progrès durable

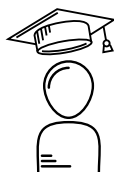
Mais Play International ne se contente pas d'organiser des ateliers ponctuels en >



Troisième séquence de la playdagogie. La coordinatrice locale de Play International et Arnaud Assoumani animent un débat autour de l'égalité entre filles et garçons, dans le sport comme dans la vie.



3 000
enfants
sensibilisés aux
enjeux de société
à Mayotte



200
éducateurs
formés par l'ONG
Play International
sur l'île



Après un premier jeu basé sur l'effort et l'entraide, les enfants de Chirongui réfléchissent à la notion de stéréotype à travers des activités ludiques.

« L'éducation est un sport collectif. »

David Blough, directeur exécutif de Play International



- › invitant des ambassadeurs sur le terrain. Partout où elle intervient, souvent dans des régions en sortie de crise (Burundi, Haïti, Afghanistan, etc.), l'association mène un travail de fond avec la chaîne éducative : elle forme des animateurs, des éducateurs périscolaires et des enseignants à la playdagogie. Elle est aussi engagée auprès des mairies, comme celle de Chirongui à Mayotte, pour former des acteurs locaux de la jeunesse et du sport, leur fournir des kits pédagogiques et suivre leurs actions.

En partenariat avec le conseil départemental, l'Agence régionale de santé et l'Éducation nationale, Play International a lancé la création d'un kit éducatif spécifique lié aux enjeux locaux : deux des quatre jeux pédagogiques porteront ainsi sur les questions environnementales telles que la préservation de l'eau, une ressource vulnérable sur l'île. De quoi permettre aux plus jeunes de faire le lien entre les volets social et environnemental du développement durable. Et leur donner les clés pour façonner leur île de demain. ◀



Les débats de Malika

Quand elle a été contactée par Play International, Malika Ibrahima a tout de suite adhéré au projet. Grâce à la playdagogie, cette coordinatrice périscolaire délie les langues des 150 enfants accueillis dans les trois centres de loisirs de Chirongui, à Mayotte. Les jeux pédagogiques sur les inégalités femmes-hommes lui permettent par exemple de faire parler les filles de leur rôle dans leur famille. Même si la société mahoraise accorde une place importante aux femmes, « les garçons sont très machos dès le plus jeune âge, témoigne la coordinatrice. Les temps d'échanges sont cruciaux pour qu'ensuite, les préadolescents refassent les débats chez eux et sensibilisent à leur tour leurs parents ».

DÉCRYPTAGE

L'AFD, une agence 100 % lien social

L'AFD s'engage à lutter contre les inégalités et fait du renforcement du lien social une condition de son action. Elle a déjà intégré à sa stratégie l'Accord de Paris sur le climat et les Objectifs de développement durable adoptés par la communauté internationale. Les projets qu'elle finance sont passés au crible d'une grille de sélection qui prend en compte, de façon transversale, les enjeux sociaux de développement durable. L'AFD a également intégré la dimension du lien social et celle des droits humains dans ses projets. L'accès

à l'éducation et l'égalité réelle entre les femmes et les hommes sont deux axes majeurs de ce volet social.

Pour maintenir ou contribuer à la reconstruction de la cohésion sociale, les équipes de l'AFD travaillent par ailleurs à l'analyse des inégalités : dans un contexte où la frontière entre situations d'urgence relevant de l'action humanitaire et besoins de développement de long terme s'estompe, la plupart des crises qui touchent les pays d'intervention de l'AFD ont partie liée avec des ruptures du tissu social.

« Le sport peut lever des tabous sociaux »

Avec **Arnaud Assoumani**, champion paralympique de saut en longueur

Français d'origine comorienne, le champion paralympique de saut en longueur Arnaud Assoumani est ambassadeur de Play International depuis 2015.

Pourquoi vous être engagé aux côtés de Play International ?

La collaboration s'est faite naturellement car j'ai toujours défendu la tolérance, la diversité et l'égalité de tous et toutes. Le sport est un magnifique moyen pour faire passer des idées. Sur le plan éducatif, je trouve les actions de Play International très justes. Elles me laissent croire qu'il est possible que les adultes de demain soient plus ouverts, plus respectueux, plus compréhensifs. C'est pour ça que j'ai voulu faire évoluer la vie des enfants avec cette organisation. Ce qui m'a aussi beaucoup plu, c'est la place importante de la collaboration avec les acteurs locaux.

En quoi le sport permet-il de traiter les questions de discrimination ?

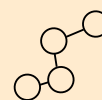
Le sport est un moyen d'expression comme la danse, la musique ou encore l'écriture. Il aide à éliminer les frustrations et permet à chacun de s'assumer pleinement. Dans le cadre du sport,

on joue tous avec les mêmes règles, on s'amuse tous de la même manière. C'est le partage d'une même expérience. Le sport permet de passer au-delà de la couleur de peau ou du genre. Sur la question du handicap, c'est la même chose : je l'ai vécu, je sais de quoi je parle. Je pense que le handicap fait peur et je crois que le sport peut lever des tabous sociaux, comme le font les autres moyens d'expression.

Le secteur du développement doit-il faire plus pour aider les personnes en situation de handicap ?

De manière générale, il y a une prise de conscience assez forte ces dernières années en France sur la question du handicap et de la différence. Notamment grâce au sport et à Paris 2024. Malgré les critiques des Jeux olympiques et paralympiques, c'est un extraordinaire accélérateur qui va mettre en lumière des valeurs positives et casser les stéréotypes sur le handicap. Il y a énormément de choses à faire sur ce sujet. Aider les organisations de la société civile comme le fait l'AFD, c'est déjà faire évoluer les mentalités. ♦





16
organisations
participantes



4
ateliers
thématiques
organisés en
2019

MISE EN RÉSEAU

Les champions de l'éducation concertent leurs actions

Avec la plateforme « Les Champions de l'éducation », l'AFD veut faciliter la collaboration entre les organisations de la société civile françaises qui agissent à l'international sur le terrain de l'éducation. Il s'agit d'améliorer le service rendu aux populations et de renforcer, à terme, le lien social.

« **S**i tous les élèves des pays à faibles revenus sortaient du système scolaire avec des compétences de lecture de base, 171 millions de personnes pourraient sortir de la pauvreté », rappelait en 2017 l'Observatoire de l'aide française à l'éducation dans les pays en développement, créé par la Coalition éducation. C'est pour travailler ensemble vers cet objectif, promouvoir l'expertise de la société civile et encourager les dialogues que l'AFD a développé « Les Champions de l'éducation ».

Un dispositif pour travailler ensemble

Cette plateforme a été conçue par l'AFD comme un moyen de renforcer les partenariats entre les acteurs de l'éducation. « Il y a la volonté de mieux coordonner les actions et de renforcer la Coalition éducation pour mieux faire entendre le plaidoyer », confirme Pierre Salignon, responsable de la division des Partenariats avec les organisations de la société civile de l'AFD.

« Plus on travaille ensemble et plus on est efficace sur le terrain », complète Alexia Houel, chargée des projets digitaux pour Aide et Action. Une concertation accrue qui permettra aussi de mettre à profit les compétences de chaque organisation.

Des actions coordonnées pour plus d'efficacité

Quelle que soit leur taille, toutes les organisations trouvent leur compte dans

« Les Champions de l'éducation ». Pour Hamap Humanitaire, qui repose surtout sur des experts bénévoles, la plateforme représente une opportunité : « Elle permet de gagner en expérience et de mener des projets en commun », confie la cheffe de projet de l'ONG, Marie Laurent, consciente de l'importance du dialogue entre intervenants sur le terrain.

Le dispositif renforcera la complémentarité des actions menées. Hélène Bonvalot, directrice des programmes de l'Association Sœur Emmanuelle (ASMAE), espère aussi mutualiser certains programmes comme les ateliers de formation des enseignants ou encore les appuis aux organisations locales. Ces échanges entre pairs sont importants pour améliorer l'accès des plus fragiles à une éducation de qualité, dans un contexte où l'éducation est l'une des priorités de la politique de coopération internationale de la France. ♦

CÔTE D'IVOIRE Depuis plusieurs années, l'AFD accompagne la définition et la mise en œuvre de la politique des collèges en Côte d'Ivoire, avec un accent particulier sur les zones rurales. Cette politique publique a fait l'objet d'une évaluation d'étape.

Politique des collèges : comment mieux progresser ?

Éducation de base, enseignement supérieur, formation professionnelle... Depuis plusieurs années, la Côte d'Ivoire bénéficie d'importants projets d'assistance financés par l'aide au développement française en faveur de l'éducation. Mais au cours des années 2000, son système éducatif a été profondément affecté par les crises sociales et politiques. Le nombre d'enfants scolarisés a baissé, la qualité des infrastructures et de l'organisation pédagogique s'est dégradée, les acquis scolaires se sont détériorés.

Une évaluation à mi-parcours pour apprécier les résultats d'une politique

Dans ce contexte, l'AFD a renouvelé son soutien à un secteur clé pour le pays, et a décidé d'évaluer le travail de fond engagé.

En 2017, la Côte d'Ivoire et l'AFD ont donc choisi de conduire une évaluation intermédiaire de la politique des collèges en cours de mise en œuvre. Des recommandations stratégiques et opérationnelles ont été formulées à l'adresse des acteurs du système national. Autant de réflexions de nature à nourrir le dialogue politique et technique avec tous les acteurs du système éducatif et de formation en Côte d'Ivoire.

L'évaluation a souligné l'importance de la gestion du personnel enseignant (recrutement, formation, affectation et paie) pour la réussite de la politique des collèges. Les autorités nationales ont fait de cette thématique une priorité, ce qui a permis de définir l'intervention suivante de l'AFD : un prêt de politique publique de 30 millions d'euros a été attribué en décembre 2018 en faveur des collèges.

L'évaluation a par ailleurs renforcé la mobilisation des responsables nationaux autour des enjeux de la politique des collèges : deux de ses recommandations vont se traduire concrètement dans une stratégie de mise en œuvre. En s'appuyant sur les leçons tirées des stratégies d'achèvement universel du primaire, l'étude rappelle la nécessité de séquencer la politique des collèges pour concilier l'augmentation du nombre d'enfants scolarisés et la montée en qualité des enseignements. Elle insiste également sur la mise en place d'un dispositif de pilotage et de suivi-évaluation de cette politique en mobilisant le système d'information et de gestion de l'éducation. Les premiers résultats de cette politique des collèges sont déjà visibles. Des améliorations sont attendues courant 2019. Rendez-vous en 2025 pour en examiner les résultats. ♦



Collège de proximité de Lataha. Grâce au programme Défi-Jeunes mis en œuvre depuis 2013, 92 000 places seront créées dans 240 collèges en Côte d'Ivoire.

Numérique : ouvrir le champ des possibles

Accès aux services essentiels, nouveaux savoirs, économie collaborative... Le numérique est un réservoir d'opportunités sans précédent. L'AFD met son potentiel au service des Objectifs de développement durable tout en réduisant les inégalités d'accès.

2 cursus

en animation vidéo au Kenya 51

2 000 mètres carrés

pour la création numérique en Côte d'Ivoire ... 54

5 innovations digitales

en faveur des femmes en Afrique..... 56

Révolution(s) numérique(s) : les villes en première ligne,

par Gwenael Prié et Pierre-Arnaud Barthel 57

KENYA

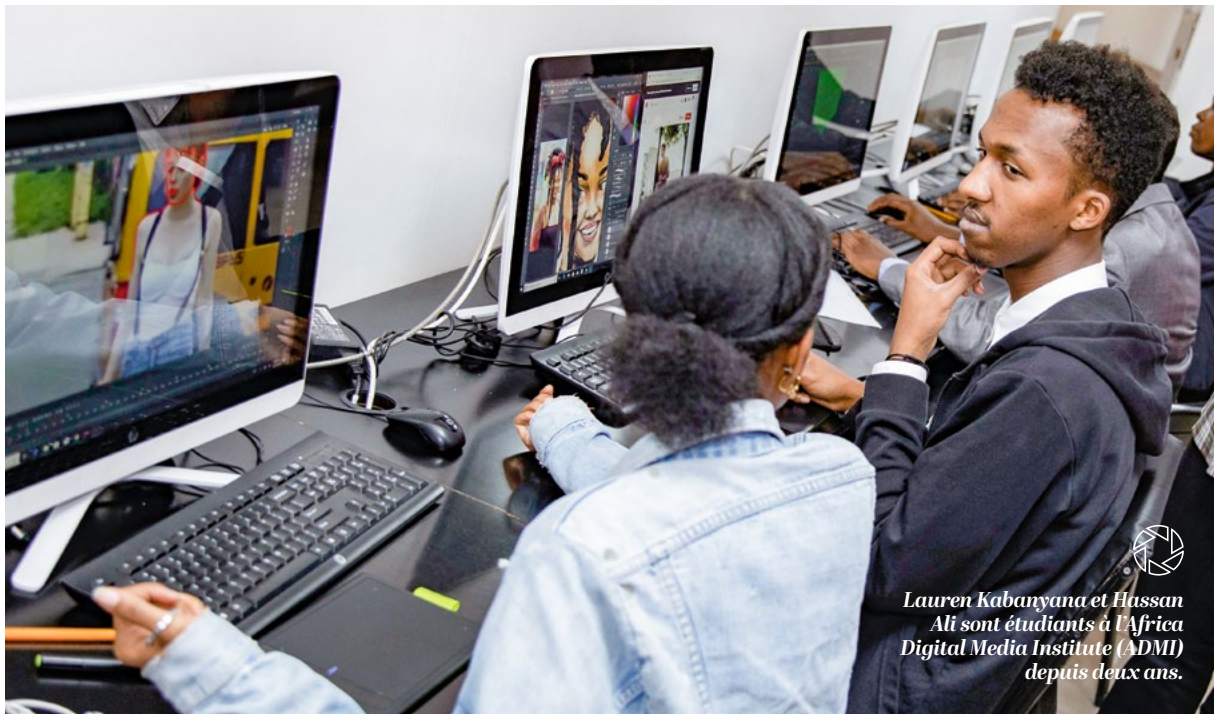
Les pixels *made in Africa*

Neuf heures du matin, au cœur du quartier des affaires de Nairobi. 500 étudiants issus de toute l'Afrique de l'Est vont et viennent dans les locaux de l'Africa Digital Media Institute (ADMI). Anciennement connue sous le nom de Jamhuri (« indépendance » en swahili), cette école a été créée en 2012 pour doter les jeunes créateurs, tentés par l'aventure de l'audiovisuel et du numérique, de savoir-faire de haut niveau dans les arts visuels. Et leur permettre ainsi de faire connaître leur style dans une industrie de la création qui ne connaît pas de frontières.

Aujourd'hui, l'ADMI s'associe à l'école française d'animation Rubika pour renforcer son offre pédagogique. L'objectif : ouvrir deux nouveaux cursus de classe mondiale dans les métiers de la création visuelle et contribuer au développement d'un secteur en pleine expansion en Afrique de l'Est. Le financement de l'AFD – une subvention de 800 000 euros – permettra un échange d'expertises entre les deux écoles, mais aussi de mettre à disposition des étudiants des équipements et des logiciels dernier cri.

Apprendre sans frontières

Le duo d'écoles tient à réussir son coup : depuis janvier 2019, l'ADMI travaille aux côtés de Rubika pour définir les modalités de collaboration et harmoniser son curriculum avec l'école française. Deux >



Lauren Kabanyana et Hassan Ali sont étudiants à l'Africa Digital Media Institute (ADMI) depuis deux ans.

► programmes naîtront de cette collaboration : un programme certifiant d'un an dédié à la 2D – une première pour l'ADMI – et une licence en développement d'applications et de jeux vidéo. Cette dernière comprendra une formation intensive de deux ans et demi, suivie d'un programme d'apprentissage en troisième année.

Le campus de l'ADMI sera en outre élargi pour accueillir quatre laboratoires de design supplémentaires. Ces espaces de coworking seront équipés des derniers outils et logiciels de création visuelle. Autre nouveauté : chaque étudiant sera doté de sa propre station de travail pour toute la durée de la formation.

Connectés à travers le monde

Pour gérer au mieux la distance entre les deux écoles, l'ADMI et Rubika développent un modèle d'apprentissage mixte et innovant. Un professeur de Rubika dirigerait ainsi le programme depuis le campus de l'école à Valenciennes, avec le soutien des professeurs et des mentors de l'ADMI. Les étudiants de l'ADMI pourraient quant à eux

« L'animation est un travail d'équipe. On peut faire des merveilles en utilisant les talents de chacun. Quand je serai diplômée, j'aimerais travailler en équipe, n'importe où mais en Afrique. »

Lauren Kabanyana, étudiante en deuxième année à l'ADMI



800 000 €
de subvention pour appuyer le partenariat ADMI-Rubika



2 cursus
en animation vidéo ouverts en 2020

accéder en ligne aux travaux de Rubika et travailleraient avec des animateurs locaux pour mener à bien leurs projets.

L'articulation des crédits sera un enjeu essentiel du partenariat entre les deux écoles. Résolument tournée vers l'international, Rubika possède des campus en France, mais aussi au Canada et en Inde. Le projet facilitera les échanges des étudiants et des

professeurs entre les campus de l'ADMI et de Rubika. L'inclusion des jeunes femmes dans une filière encore très masculine et l'accessibilité financière seront deux autres volets phares du projet. Rubika et l'ADMI prévoient aussi de garantir des prix localement compétitifs pour les cours de base et d'établir un programme de bourses pour des étudiants talentueux. Ce sera ensuite à eux de jouer. ↔



« Il faut mettre l'accent sur la créativité »

Eddy Mwazige, enseignant à l'ADMI

Eddy Mwazige enseigne l'animation de personnages depuis un an et demi à l'ADMI. « Jusqu'ici, nous n'avions pas de programme spécialisé en 2D. » La technique n'était abordée que dans le cadre d'une formation plus large alors que les besoins sont très importants : « Au Kenya et dans la région, les studios travaillent bien plus en 2D qu'en 3D. La 2D est mieux adaptée aux petits studios qui travaillent sur des séries télévisées car elle implique des délais d'exécution plus courts. »

Des petits studios qui devraient bénéficier de la loi adoptée au Kenya en 2016 : elle exige que les chaînes télé nationales diffusent au moins 60 % de contenu local. Mais la route est encore longue. « Nous ne produisons pas assez de contenus aujourd'hui : il y a un énorme fossé à combler. Rubika nous apportera de nouvelles méthodes de formation en mettant l'accent sur la créativité – la créativité dans le style. »

Car selon Eddy Mwazige, l'école s'est jusqu'à présent concentrée sur la technique au détriment de la créativité : « La mise en valeur de success stories africaines dans le secteur de l'animation incitera les élèves à s'inspirer de leurs propres histoires d'enfance. Si vous voulez atteindre un marché international, vous devez faire un travail de qualité, mais aussi le rendre unique en utilisant vos histoires et votre regard. »

DÉCRYPTAGE

La culture, un champ d'action nouveau pour l'AFD

Depuis 2017, l'AFD est habilitée à soutenir les industries culturelles et créatives dans les pays en développement. Patrimoine culturel, médias, art, édition, design... Ces industries sont des partenaires de choix : elles contribuent à l'emploi, à la cohésion sociale, à l'activité économique et à l'égalité femmes-hommes. L'AFD agit sur quatre leviers.

● **Infrastructures et équipements** : équipements culturels nationaux et locaux, patrimoine matériel et immatériel.

● **Entrepreneuriat culturel** : structuration et formalisation des filières, incubation et financement de projets culturels.

● **Formation et renforcement des capacités** : formation aux métiers techniques, formation au management et à l'administration culturelle.

● **Politiques culturelles et gouvernance** : aide à la définition des politiques culturelles, focus sur les droits d'auteur.

CÔTE D'IVOIRE L'innovation par le numérique s'installe dans la commune de Yopougon (district d'Abidjan). L'ambition du Yop.Crealab : ouvrir à toutes et à tous les domaines très divers de la créativité numérique.

La création numérique imprime sa marque

Une imprimante 3D sur un terrain de basket, des femmes fumant du poisson, des enfants courant et criant à tue-tête...

Bienvenue au Yop.Crealab, ou du moins sur le site de 2 000 mètres carrés qui s'apprête à accueillir le tout premier tiers-lieu pluridisciplinaire de Yopougon, en Côte d'Ivoire. Situé dans le quartier populaire d'Andokoi, ce centre d'un nouveau genre sera notamment dédié aux pratiques et aux métiers du numérique, en faveur de la jeunesse et de l'emploi. De quoi nourrir les rêves digitaux des enfants et des jeunes de la plus grande commune d'Abidjan.

Le projet est soutenu par l'AFD à hauteur de 350 000 euros (229 millions de francs CFA). Il est porté par l'ONG française Culture et Développement.

Fabrique de l'innovation pour tous

« L'idée est de donner à des populations plus défavorisées que d'autres l'accès aux outils numériques pour se développer, explique Valeria Marcolin, codirectrice

de l'ONG. Il s'agit surtout de s'appuyer sur ce projet pour régénérer le quartier et développer de nouveaux services de base. » Valeria Marcolin a accompagné la conception du Yop.Crealab en partenariat avec la mairie de Yopougon et les associations locales. « On a souhaité créer un outil souple, léger, qui permette à différentes créativités locales de s'exprimer : celles des enfants, des professionnels, des jeunes, des femmes... Le dialogue intergénérationnel est également un volet important du projet. »



350 000 €
pour soutenir la création
du Yop.Crealab



2 000 m²
dédiés à la création
numérique



*En attendant
l'ouverture
du Yop.
Crealab
prévue pour
2020, un fab
lab mobile
sillonne les
environs
d'Abidjan.*





Apprendre à faire ensemble

Avec son laboratoire de fabrication (*fab lab* en anglais), son atelier de réparation, sa cafétéria communautaire, son espace de coworking et sa médiathèque, le Yop.Creallab aura tout pour accueillir la jeunesse du quartier. Un espace de jeu dédié aux arts plastiques sera même proposé aux plus petits. « Nous voulons impliquer entièrement les populations et offrir des formations en entrepreneuriat, en numérique, en management de projets, mais aussi en fabrication numérique dans les écoles », détaille Valeria Marcolin.

Pour stimuler l'innovation et la créativité numérique partout dans la région, y compris en zone rurale, un *fab lab* mobile a également été conçu. Ce camion, déjà fonctionnel, est équipé d'un panneau solaire et de machines de dernière génération. Le temps que le bâtiment « en dur » sorte de terre, il sillonnera les quartiers et les écoles des environs. Les centres de recherche universitaires seront également associés à la démarche.



Février 2019. Au centre communautaire de Yopougon, des membres du fab lab sénégalais Kër Thioussane initient les jeunes à l'impression 3D.

« On a souhaité créer un outil souple, léger, qui permette à différentes formes de créativité locales de s'exprimer. »

Valeria Marcolin, codirectrice de Culture et Développement

Yop.Creallab se présente aussi comme un incubateur de talents. Les compétences développées au sein du *fab lab* seront mises au service d'entreprises locales avec le soutien de l'Agence emploi jeunes. Cet organisme ivoirien bénéficie également d'un financement de l'AFD. Il sera en charge de l'insertion professionnelle et de l'identification des potentiels des nouvelles générations.

Une logique partenariale prolongée par une ambitieuse stratégie de mise en réseau. Le projet prévoit de nouer des partenariats avec d'autres *fab lab* et incubateurs déjà présents dans la commune, mais aussi avec des laboratoires de fabrication étrangers. La démarche doit permettre de créer un écosystème qui valorise tout le potentiel de la créativité d'Abidjan. Une piste explorée début 2019 avec Kër Thioussane : pendant deux jours, l'équipe de ce *fab lab* sénégalais a animé des ateliers de fabrication d'imprimantes 3D avec les jeunes du centre communautaire de Yopougon. Le faire-ensemble est déjà une réalité. ❖

Le digital au service de l'égalité femmes-hommes

Pour sa troisième édition, l'AFD Digital Challenge a récompensé cinq start-up employant des technologies numériques innovantes au profit des femmes en Afrique. Des initiatives qui favorisent leur inclusion économique, sociale, culturelle et politique.

Sur les 300 candidatures déposées en novembre 2018, cinq seulement ont été retenues par un jury d'expertes en février 2019. Le point commun des entreprises lauréates : mobiliser les ressources du numérique pour répondre au besoin d'inclusion des femmes africaines dans la société et dans l'économie, et réduire les inégalités de genre.

Le genre à l'honneur

Organisé par l'AFD, le concours AFD Digital Challenge vise à identifier, valoriser et accélérer les projets de jeunes entreprises

innovantes en faveur du développement en Afrique. Cette année, l'AFD a souhaité soutenir et encourager les solutions imaginées en faveur des femmes. Un enjeu essentiel : les femmes produisent 50 % de la nourriture et deux tiers du travail mondial, mais gagnent 10 % des revenus, obtiennent 1 % des crédits et disposent de 1 % de la propriété.

Trois prix, cinq entreprises lauréates

Le challenge compte trois prix. Le prix Initiative récompense deux start-up (à hauteur de 15 000 euros chacune) en phase d'amorçage, la plus cruciale pour une entreprise, lorsqu'elle développe un prototype ou entre sur le marché. Le prix Réussite permet d'accompagner deux entreprises en phase de croissance (50 000 euros chacune). Enfin, le prix du jury distingue une jeune pousse à l'approche originale dans une perspective d'inclusion des femmes (20 000 euros).

Un jury d'expertes

La pertinence des solutions proposées en faveur des femmes ainsi que leurs impacts potentiels en termes de développement ont été décisifs dans le choix des projets lauréats. Avec un jury composé de six femmes expérimentées dans les domaines du numérique et de l'écosystème entrepreneurial africain, la cause de l'égalité de genre a trouvé les meilleures des avocates. ↔



Les lauréats 2019

L'innovation pour les femmes en Afrique
AFD Digital Challenge



PRIX RÉUSSITE

- **Sauti Africa** (Kenya)
- **Diraxiona** (Égypte)

PRIX INITIATIVE

- **Cecelia's Choices, Zenafri** (Nigeria)
- **Agence Universitaire pour l'Innovation** (Cameroun)

PRIX DU JURY

- **Lenali** (Mali)

+
POUR ALLER PLUS LOIN
Consulter le site de
l'AFD Digital Challenge

Révolution(s) numérique(s) : les villes en première ligne



Par **Gwenaël Prié**, chef de projet au sein de la division Numérique (AFD), et **Pierre-Arnaud Barthel**, chef de projet référent au sein de la division Développement urbain, Aménagement, Logement (AFD).

Les données numériques deviennent une ressource essentielle pour bâtir des villes intelligentes et durables. Tous les acteurs urbains doivent en tenir compte, et les acteurs du développement doivent redoubler d'efforts pour intégrer ce nouveau paradigme.

En 2000, moins d'un milliard de personnes utilisaient un téléphone portable dans le monde contre près de cinq milliards aujourd'hui, principalement dans les pays en développement. Jamais une technologie n'a atteint autant de monde en si peu de temps. Jamais une technologie n'a eu un tel impact sur autant de secteurs à la fois.

Les villes sont à l'avant-garde de ce mouvement. Elles offrent les meilleures connexions, hébergent les innovateurs publics et privés et leurs premiers usagers. C'est dans ce contexte que l'utilisation du terme « ville intelligente » s'est répandue ces dernières années. Si la définition du terme ne fait pas consensus, il existe un dénominateur commun aux différentes acceptions : la « ville intelligente » est une « ville pilotée par les données ».

À Accra, la data au service de la mobilité urbaine

Face à cette révolution, les acteurs du développement ne sauraient conserver leurs méthodes de travail traditionnelles. Nous devons tirer profit des données urbaines qui peuvent nous apporter une connaissance beaucoup plus fine et détaillée de la ville et de ses habitants.

Prenons un exemple. À Accra, au Ghana, comme dans la plupart des villes africaines, le transport est l'affaire de minibus appelés « trotros ». Des dizaines de milliers d'entre eux sillonnent la ville chaque jour. Et pourtant, jusqu'à récemment, il n'existait aucune carte des lignes. En 2015, l'AFD a aidé la municipalité à mieux connaître ce réseau en finançant une collecte de données géolocalisées recueillies par de simples smartphones. La

municipalité a pu produire et partager la toute première carte du réseau de trotros. L'exploitation des données collectées ne s'est pas arrêtée là : elles ont été publiées et mises à la disposition d'étudiants et d'entrepreneurs ghanéens qui ont proposé de nouvelles applications au service de la mobilité dans leur ville.

Des villes intelligentes à créer ensemble

Les opportunités de la transition numérique ne doivent pas faire oublier les nouveaux défis et risques associés aux données. Il s'agit bien sûr de réguler l'utilisation des données à caractère personnel, mais aussi de veiller à ce que les données disponibles ne donnent pas une vision partielle de la ville et de ses habitants. Alors que les acteurs privés produisent et traitent souvent l'essentiel des données, nous devons également veiller à rassembler acteurs privés et publics autour de cette ressource d'intérêt général, par exemple au travers de plateformes ouvertes, de clauses d'ouverture des données dans la passation de marchés publics, ou de partenariats. Nous devons ainsi faire attention à ce que les acteurs publics ne soient pas marginalisés dans les mécanismes de plus en plus numériques de fabrication de la ville, en les aidant à adopter un rôle central dans la gouvernance et l'utilisation des données urbaines. ↔

Lire cette tribune en intégralité sur la plateforme AFD de réflexion sur le développement : id4d.fr



Grâce à la collecte des données mobiles, la ville d'Accra a cartographié son réseau de transports informels en 2015.



Avec l'Europe, dix ans de partenariat

Plus de cohérence, plus de solutions de financement, plus de flexibilité et de recherche : animés par des convictions communes, le groupe AFD et l'Union européenne renforcent leur partenariat depuis 2008 pour accroître l'efficacité de leurs investissements solidaires et de l'aide au développement.

10 réussites collectives

emblématiques 60

« **L'AFD est notre première agence
partenaire au niveau européen** »,
interview de Stefano Manservigi 62

500 000 euros
pour l'entrepreneuriat social dans les Balkans... 64

Recherche sur les inégalités :
« **Des réponses à un défi mondial** »,
interview de François Aka Bédia 65

155 quartiers
réhabilités en Tunisie..... 66

COOPÉRATION

Un ADN commun

Habilité à gérer des fonds délégués européens, le groupe AFD a mis en œuvre depuis 2008 plus de 200 projets cofinancés par l'Union européenne pour un montant total supérieur à 2 milliards d'euros. Près de la moitié de ces fonds provient du mixage, solution innovante associant prêts et dons. Le groupe AFD et l'Union européenne collaborent également dans le cadre des nouveaux fonds fiduciaires européens post-crise et dans le financement de la recherche.

Plus que des financements

Le groupe AFD et les acteurs européens dédiés alimentent par ailleurs le débat d'idées sur le développement et portent des valeurs communes sur le terrain. L'AFD est fortement impliquée dans le Réseau des praticiens du développement : créé en 2007 avec son homologue allemand, la KfW, cet espace d'échanges favorise le dialogue entre 15 agences de développement européennes. La Commission européenne en est membre observateur.

Le groupe AFD et ses homologues bilatéraux espagnol, italien et allemand (AECID, CDP, KfW) ont également renforcé leur partenariat avec les directions générales de la Commission européenne pour la Coopération internationale et le Développement (DEVCO) et pour le Voisinage (NEAR) afin d'élaborer des positions communes. En vue du prochain cadre financier pluriannuel, ces convergences constituent plus que jamais une richesse au service du développement. ➤

PARTENARIAT EUROPÉEN Infrastructures en Haïti, formation au Cambodge, énergie au Bénin, biodiversité à Mayotte... La complémentarité de l'AFD avec les institutions européennes bénéficie à des projets ambitieux et concrets. Retour sur dix initiatives emblématiques menées au cours des dix dernières années.

Ensemble à travers le monde

En Haïti, un axe routier rénové

2012-2020

La route nationale qui relie Port-au-Prince et Cap-Haïtien est en cours de réhabilitation. Un projet soutenu par l'AFD qui finance les travaux du tronçon entre Hinche et Saint-Raphaël. Cinq ponts ont notamment été construits. Les travaux devraient prendre fin en 2020.

Fonds délégués AFD..... **38,5 M€**



Stimuler le développement local en Colombie

2012-2014

En renforçant la structure financière de la banque de développement territorial, l'AFD a amélioré l'accès au financement des acteurs impliqués dans le développement territorial. Le projet a notamment permis de combler le retard d'équipements des communes.

Facilité d'investissement Amérique latine **5 M€**



En Tunisie, des périphéries réinventées

2012-2019

L'AFD et l'Union européenne financent la réhabilitation de nombreux quartiers oubliés du pays. Au-delà de la fourniture de services de base, le dispositif contribue à créer du lien social et à relancer l'activité économique (voir pages 66-67).

Fonds délégués européens et prêt AFD **90 M€**



Philippines : le défi des risques naturels

2015-2020

Les collectivités sont un échelon décisif pour la prévention et la gestion des risques de catastrophes naturelles. Mais elles manquent des moyens techniques nécessaires. L'AFD soutient un programme d'assistance technique pour renforcer leurs capacités.

Facilité d'investissement Asie..... **4,8 M€**

Au Cameroun, l'urgence du développement rural

2016-2019

En proie aux attaques de Boko Haram, la région Extrême Nord du Cameroun fait face à une situation socio-économique alarmante. Dans le cadre du programme national de développement participatif, un plan d'urgence a été lancé pour concevoir et mettre en œuvre 20 projets de développement local. Réhabilitation des voiries, construction de puits... Les chantiers permettent d'employer près de 2 500 jeunes et 1 000 femmes. Des ONG accompagnatrices (Care International et CADEPI) reçoivent un appui technique pour aider les ouvriers à élaborer un projet d'insertion durable.

Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique **10 M€**





Le solaire, une priorité au Bénin

2017-2022

Pour diversifier le mix énergétique du pays, l'AFD et l'Union européenne financent la construction d'une centrale solaire de 25 mégawatts-crête. Elles appuient également la modernisation du système d'information de la Société béninoise d'énergie électrique.

Fonds délégués européens 10 M€



Au Cambodge, des ingénieurs spécialistes de l'eau

2017-2023

En octobre 2018, l'Institut de technologie du Cambodge a ouvert un master dédié à l'eau et à l'assainissement pour combler le manque de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur. Le groupe AFD lui a apporté un appui technique pour concrétiser ce projet.

Facilité d'investissement Asie 4,9 M€

Mayotte et îles Éparses : biodiversité à préserver

2015-2019

Espèces marines endémiques, mangroves, récifs coralliens... La biodiversité des aires marines de Mayotte et des îles Éparses de l'océan Indien doit être protégée. Pour garantir une gestion durable de ces ressources, l'AFD et l'Union européenne appuient l'installation de bases scientifiques et la mise en œuvre d'actions de formation. Le projet est également porté par le conseil général de Mayotte, le parc naturel marin de Mayotte et les Terres australes et antarctiques françaises.

Fonds délégués européens 3 M€



Une facilité de recherche sur les inégalités

2018-2021

20 projets de recherche sont financés grâce cette initiative européenne mise en œuvre par l'AFD. L'objectif : mieux comprendre les inégalités économiques et sociales dans les pays en développement et émergents, et développer des outils de diagnostic pour mieux appréhender les inégalités, notamment en Afrique (voir page 65).

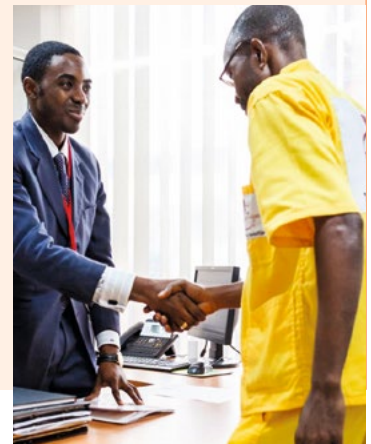
Facilité de recherche 4 M€

Des ressources pour les PME africaines et caribéennes

2019-2024

Lancé par l'AFD et Proparco en 2019, le dispositif Euriz permet aux institutions financières locales d'accorder des prêts plus facilement aux petites et moyennes entreprises. À travers cet outil, le groupe AFD pourra couvrir jusqu'à 70 % des prêts. Une garantie qui bénéficiera aux entreprises intervenant dans des secteurs clés pour le développement durable, et qui soutiendra aussi l'entrepreneuriat des femmes et des moins de 25 ans. Le dispositif a été lancé avec le soutien de l'Union européenne et du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Financements européens 25,8 M€



COMMISSION EUROPÉENNE

« L'AFD est notre première agence partenaire au niveau européen »

La direction générale Coopération internationale et Développement (DG DEVCO) est l'un des partenaires clés de l'AFD à l'échelle européenne. Retour d'expérience avec Stefano Manservigi, son directeur général.

Que représente pour vous le partenariat avec le groupe AFD ?

L'AFD est un allié européen du modèle de développement fondé sur la démocratie, la paix et la solidarité. C'est pour la Commission européenne un partenaire stratégique qui, une fois engagé, ne recule pas devant les difficultés techniques ou géopolitiques sur le terrain. Sa présence dans le Sahel en est la preuve. C'est aussi un acteur qui innove dans des contextes de transition, par exemple dans les pays en développement plus avancés ou dans des secteurs clés comme l'énergie. Les synergies avec le groupe AFD nous ont permis d'avancer dans la réalisation des objectifs de l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables (AREI) lancée à Paris lors de la COP21 en 2015. Enfin, l'AFD est un partenaire historique du mixage prêts-dons grâce à son large réseau d'agences et à sa connaissance des pays d'intervention.

C'est d'ailleurs notre première agence partenaire : nos collaborations représentent 20,8 % du montant total de notre coopération déléguée avec les États membres. L'AFD gère en ce moment 136 contrats pour un montant total de 1,5 milliard d'euros. Dans le cadre du Plan d'investissement extérieur européen, l'AFD a proposé des portefeuilles de garanties dans chacune des thématiques du Fonds européen pour le développement durable (FEDD), devenant ainsi, avec 16 %, l'un des principaux acteurs des garanties approuvées (voir encadré ci-contre).

Quels impacts de ce partenariat avez-vous pu constater sur le terrain ?

De nombreux projets témoignent de notre coopération fructueuse ; j'en prends un exemple. Dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique, l'AFD et la Commission européenne œuvrent conjointement au développement économique de la région Extrême Nord du Cameroun, qui est menacée par Boko Haram et dont la situation humanitaire et économique reste précaire. Le projet d'investissement favorise l'emploi et l'insertion des jeunes et bénéficie d'un financement de 10 milliards d'euros. Il développe les infrastructures socio-économiques prioritaires,



Fonds européen de développement durable : partager les risques

Lancé en 2017, le Fonds européen pour le développement durable (FEDD) comprend les plateformes d'investissement par mixage prêts-dons pour l'Afrique et le voisinage, et crée un nouveau mécanisme de garantie. Il devrait mobiliser par effet de levier 44 milliards d'euros d'investissements publics et privés d'ici 2020. C'est un instrument de partage des risques géré par la Commission européenne en coordination avec la Banque européenne d'investissement. La garantie est transférée à des institutions de financement intermédiaires comme le groupe AFD. Cinq programmes FEDD sont en cours à l'AFD pour un montant total de 253 millions d'euros, dans les quatre secteurs ciblés par le Fonds : secteur privé, énergies renouvelables, villes durables et agriculture. Ces programmes sont assortis de 22,4 millions d'euros en assistance technique.



en cohérence avec le Programme national de développement participatif, et recourt à de la main-d'œuvre locale.

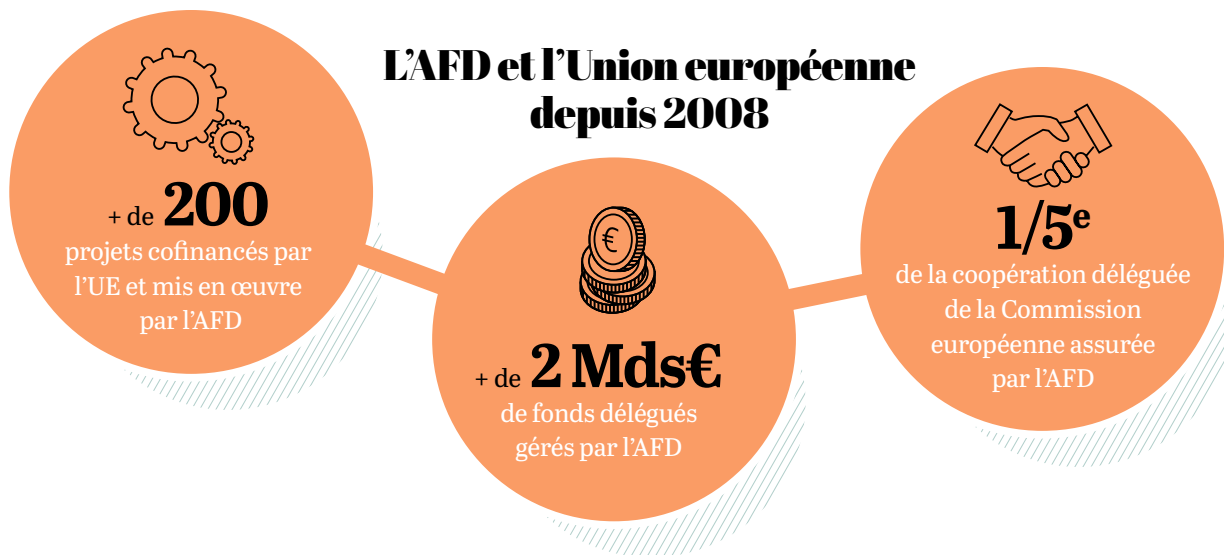
Le projet a déjà permis de lancer 19 chantiers pour la construction et la réhabilitation de 76 kilomètres de route et la création de réservoirs d'eau potable. Des chantiers-écoles qui ont permis l'emploi de

2 900 jeunes, dont 37 % de femmes : 1 700 ont été formés directement sur site. Leur salaire leur permet de lancer rapidement leur activité.

Un autre exemple : le cofinancement de la construction de la centrale électrique hybride de 20 mégawatts à Agadez, au Niger. C'est un vrai partenariat dans un contexte risqué. Alors que d'autres n'osaient pas s'engager, l'AFD n'a pas hésité. Ce projet permettra non seulement de satisfaire la demande en énergie de la ville et d'une large partie du pays, mais il contribuera aussi à enclencher une nouvelle dynamique économique et à lutter contre les trafiquants et les djihadistes qui dévastent la région.

Quels objectifs conjoints l'AFD et la Commission européenne pourraient-elles se fixer pour les années à venir ?

Sa présence importante en Afrique et ses priorités thématiques en matière d'emplois, de climat, d'éducation, de santé et de lutte contre les inégalités font de l'AFD l'un de nos partenaires essentiels pour accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Il en va de même pour le nouveau consensus européen pour le développement pour éradiquer la pauvreté. Concrètement, la nouvelle Alliance Afrique-Europe pour un investissement et des emplois durables, et le cadre financier pluriannuel 2021-2027, offrent des opportunités et des moyens de collaboration nouveaux que nous devons saisir ensemble. ♦



BALKANS OCCIDENTAUX Jadis tourmentés par de douloureux conflits, les Balkans occidentaux écrivent depuis plusieurs années une nouvelle page de leur histoire. Le pari du groupe AFD : souder la jeunesse de ces régions autour de projets d'entrepreneuriat social.

L'entrepreneuriat social au service de la paix en Europe



500 000 €

pour promouvoir
l'entrepreneuriat social
dans les Balkans
occidentaux

Le processus de Berlin pour les Balkans occidentaux porte ses fruits. Cinq ans après son lancement en 2014, la coopération se renforce dans cette partie de l'Europe, contribuant à sa stabilisation et à son développement. Une dynamique à laquelle le groupe AFD participe pleinement. En mai 2019, il a ainsi débloqué une enveloppe de 500 000 euros pour financer un projet prometteur. Son nom : WB6 Lab. Son ambition : créer un incubateur de start-up pour favoriser l'entrepreneuriat social dans toute la région, de la Serbie à l'Albanie en passant par la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, le Kosovo et la Macédoine du Nord.

Place à la jeunesse

D'ici 2022, plus de 200 jeunes de la région, âgés de 18 à 35 ans, seront accompagnés dans la création de leur entreprise. En parallèle, l'entrepreneuriat social sera valorisé auprès des nouvelles générations et des acteurs clés, publics comme privés.

Ce projet est né d'un partenariat entre deux parties prenantes : l'ONG française Groupe SOS Pulse, dont les équipes participeront à l'encadrement des start-upers, et l'Office régional de coopération pour la jeunesse dans les Balkans occidentaux (RYCO).



Balkans : un mandat au service de la construction européenne

Forte de son nouveau mandat d'intervention dans la région, l'AFD a rejoint le Cadre d'investissement pour les Balkans occidentaux (CIBO) de la Commission européenne en décembre 2018. À travers ce partenariat, la France apportera son expertise aux six pays de la région dans les domaines de la connectivité, de l'environnement et du social. Dans la région, elle visera deux grands objectifs : soutenir les processus d'adhésion ou de rapprochement avec l'Union européenne, et accompagner les transitions énergétique et écologique.

Créé en 2016 sous le parrainage de l'Union européenne, RYCO est une organisation intergouvernementale destinée à tisser des liens entre les pays des Balkans occidentaux. Pour cela, elle apporte un soutien financier et technique à des projets qui

fédèrent des jeunes des pays concernés dans la région. Son appui bénéficie à la fois à des ONG et aux personnes des établissements de l'enseignement secondaire. Là-bas comme ailleurs, la jeunesse est la clé de l'avenir. ↔

Recherche sur les inégalités : « Des réponses à un défi mondial »



Avec **François Aka Bédia**, directeur du Laboratoire d'analyse et de modélisation des politiques économiques (LAMPE) à l'université de Bouaké (Côte d'Ivoire)

Comprendre les inégalités, leurs déterminants et surtout, comment les réduire. Tel est l'objectif d'une facilité européenne de recherche mise en œuvre par le groupe AFD depuis 2017. Vingt projets de recherche en bénéficient aujourd'hui.

Rare agence de développement à disposer d'une structure de recherche intégrée, le groupe AFD a été choisi par la Commission européenne pour piloter ce programme dédié à l'étude des inégalités : il coordonne les travaux de plus de 60 chercheurs et 40 agences de l'AFD, délégations de l'Union européenne et autorités locales mobilisées.

Parmi ces projets, celui du Laboratoire d'analyse et de modélisation des politiques économiques (LAMPE) de l'université de Bouaké porte sur les inégalités d'accès aux services de base et sur l'impact des politiques publiques. Il s'insère dans des échanges importants en matière de recherche entre le groupe AFD, les autorités publiques et le monde académique ivoirien, structurés par un memorandum de dialogue stratégique depuis 2016. François Aka Bédia, directeur du LAMPE, revient sur cette coopération.

En quoi consiste votre projet de recherche ?

Malgré une certaine embellie de la croissance ivoirienne depuis 2012, le taux de pauvreté et le niveau des inégalités peinent à baisser. C'est pour étudier les mécanismes susceptibles d'infléchir ces phénomènes qu'un programme de recherche a été lancé. Il vise à diagnostiquer les inégalités en Côte d'Ivoire avant d'en analyser plusieurs volets : comment les chocs et les crises les impactent-ils ? quelles sont les inégalités d'accès à l'éducation et aux services de santé ? quels effets les politiques publiques ont-elles sur les inégalités ? L'étude

s'intéresse aussi à la perception et aux facteurs des inégalités dans le pays. Les résultats sont partagés dans le memorandum de dialogue stratégique établi entre la Côte d'Ivoire et l'AFD, visant à éclairer les politiques publiques en la matière.

Quel est l'intérêt pour vous d'être intégré à une telle facilité européenne ?

Le LAMPE conduit depuis plusieurs années des recherches sur le bien-être des ménages sur les questions de protection sociale, d'inégalités ou encore de pauvreté. Cette facilité est l'occasion de contribuer à la recherche de réponses au défi mondial que sont les inégalités.

Que retirez-vous de cette facilité à ce stade ?

Cette facilité positionne le LAMPE comme un centre de recherche de référence dans le domaine des inégalités et met en valeur nos positions. Le LAMPE participe à ce titre aux activités de l'African Centre of Excellence for Inequality Research (ACEIR). La facilité fait aussi connaître nos savoir-faire au niveau international. Cela se concrétise par des demandes de contributions ou d'invitations à des conférences comme celle de l'AFD en décembre 2018 sur les inégalités et le lien social. ⇨



En décembre 2018, le LAMPE a participé à la 13^e Conférence internationale sur le développement organisée par l'AFD sur les inégalités.

TUNISIE À travers un programme ambitieux déployé sur tout le territoire, le groupe AFD et l'Union européenne soutiennent la réhabilitation de nombreux quartiers oubliés en Tunisie. Au-delà de la fourniture de services de base, le dispositif contribue à créer du lien social et à relancer l'activité économique.

Des périphéries réinventées

Avec plus de deux tiers de la population vivant dans les villes, la Tunisie est le pays le plus urbanisé d'Afrique du Nord. Mais durant les dernières décennies, son urbanisation s'est souvent traduite par l'apparition de quartiers périphériques défavorisés, caractérisés par un accès limité ou inexistant aux services de base.

Depuis près de 40 ans, l'Agence de réhabilitation et de rénovation urbaine (ARRU) met en œuvre la stratégie du gouvernement pour améliorer les conditions de vie dans ces quartiers. Une action soutenue notamment par le programme Proville : lancé en 2013 avec l'appui de l'AFD et de l'Union européenne, celui-ci a d'ores et déjà permis de réhabiliter 155 quartiers dans l'ensemble du pays au bénéfice direct de près de 860 000 habitants.

Nouvelle maison, nouvelle vie

Dans les zones où l'ARRU intervient, elle identifie systématiquement les foyers les plus modestes en vue d'effectuer des

travaux dans leurs logements. Dans leur petite maison de Siliana, ville déshéritée de l'intérieur du pays, Mouldi et Zohra Jemmi profitent aujourd'hui d'une cuisine et de sanitaires entièrement rénovés. Avant les travaux, le logement de ce couple d'octogénaires consistait en une simple pièce à vivre. Grâce à l'argent reçu en 2016 de la part de l'ARRU et à un apport personnel, ils ont pu agrandir la maison en construisant une cuisine carrelée et améliorer les toilettes.

Des équipements accessibles pour les jeunes

Mais Proville n'améliore pas seulement l'accès aux services de base, il contribue directement à recréer du lien social. Terrains de sport, salles polyvalentes, espaces verts, maisons de jeunes... De nouveaux lieux de vie ont fleuri dans le pays depuis 2013. Pour la jeunesse, en particulier.

« Avant, c'était le désert pour les jeunes », se souvient Mohamed Aziz Rebai, champion de Tunisie de taekwondo. Dans le quartier Essaida (commune de Manouba) où il a grandi, à une vingtaine de kilomètres de Tunis, il n'y avait pas de salle de

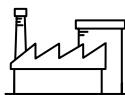


sport. « Avant de pouvoir prendre le bus tout seul, j'allais à l'entraînement sur une vieille mobylette Peugeot, assis derrière mon père. » Un trajet qu'il faisait jusqu'à trois fois par semaine, sans compter les compétitions. « On n'était pas beaucoup de jeunes à pouvoir se permettre de faire des kilomètres pour pratiquer un sport ou une activité. »

En 2016, en plus de la nouvelle voirie et du raccordement à l'assainissement, un gymnase a été inauguré dans le quartier avec le soutien de l'ARRU. Aujourd'hui, environ 200 jeunes de 5 à 20 ans, dont une majorité de filles, y pratiquent régulièrement



155
quartiers réhabilités
depuis 2013



140
équipements collectifs
et locaux industriels livrés



860 000
habitants
bénéficiaires



Le complexe sportif du quartier Bassatine, non loin de Tunis, a pu ouvrir ses portes grâce au programme Proville.



À Khelidia, une entreprise devrait ouvrir à proximité de la sandwicherie de Chaima Ben Aissa. Elle espère conquérir de nouveaux clients parmi les employés.

le taekwondo et le kickboxing. Le coût de la cotisation : 15 dinars (3,50 euros) par an.

Une nouvelle dynamique économique

La machine économique elle aussi se relance peu à peu. À Khelidia, dans la grande banlieue de la capitale, un local à vocation industrielle de 1 000 mètres carrés vient de sortir de terre. Une aubaine pour Chaima Ben Aissa : elle tient une petite sandwicherie pile en face. « J'espère que l'usine ouvrira rapidement », s'enthousiasme-t-elle. Quelle que soit l'entreprise qui occupera le bâtiment flambant neuf livré à la mairie par l'ARRU, elle sera de loin le premier employeur du secteur. La mère de trois enfants scolarisés dans le primaire est pleine d'espoir : « J'espère que la nouvelle clientèle me permettra d'améliorer le quotidien des enfants et de leur offrir la possibilité de poursuivre leurs études. » <>



Dans le quartier Douar el-Houch, dans la banlieue sud de la capitale tunisienne, une station de pompage et de conduite de refoulement est en construction depuis 2018.

Plus résilients face au changement climatique

Le changement climatique affecte les communautés humaines autant que les écosystèmes. En limiter les effets négatifs à tous les niveaux passe à la fois par des actions de conservation et une démarche d'adaptation.

100 000 semis
plantés aux îles Fidji 70

30 millions d'euros
pour l'adaptation au changement climatique ... 74

**« Protéger notre planète,
c'est nous protéger »,**
interview de Laura Buis 75



FIDJI Dans le Sud du Pacifique, les habitants des îles Fidji sont particulièrement menacés par le changement climatique. Le programme RESCCUE allie conservation et développement en aidant les populations à devenir plus résilientes.

Les résistants des îles Fidji



Réhabiliter le littoral, replanter la mangrove, protéger la vie marine... Avec le programme RESCCUE (de l'anglais Restoration of Ecosystem Services against Climate Change Unfavorable Effects), les habitants des îles Fidji s'adaptent au changement climatique, et agissent pour préserver les ressources naturelles et la biodiversité dont ils dépendent.



5 000

habitants protégés par
RESCCUE aux Fidji



110,5 km² de vie marine préservés

En partenariat avec l'ONG Wildlife Conservation Society, RESCCUE a contribué à créer le parc marin de Vatu-i-Ra. Les droits d'entrée assurent la durabilité des activités de conservation et de gestion des ressources tout en permettant d'offrir des bourses d'études aux jeunes du district de Nakorotubu.



À Nabukadra, un nouveau système de gestion des déchets a vu le jour avec le soutien du chef du village et des habitants. Le programme a aussi instauré l'usage de plantes pour traiter les eaux usées.

« Avant, la majorité des déchets finissaient dans l'environnement. Maintenant, c'est fini. »

Maicka Vakaciri, chef du village de Nabukadra



100 000
semis plantés pour
reconstituer la forêt
et la mangrove

Renforcer les protections naturelles

Dans la province de Ra, un volet du programme consiste à réhabiliter le littoral en plantant des mangroves et de la végétation côtière, sources de nombreux bénéfices pour les communautés, comme la protection des habitations face aux cyclones.



Le projet RESCCUE est coordonné par la Communauté du Pacifique. Il a été financé à hauteur de 8,5 millions d'euros par l'AFD et le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) entre 2013 et 2018. Aux Fidji, le projet est mis en œuvre par l'université du Pacifique Sud.



Une coalition pour les îles du Pacifique

L'initiative Pacifique est une des annonces phares du One Planet Summit qui s'est déroulé en septembre 2018 à New York. C'est à cette occasion que la France et ses partenaires, la Commission européenne, le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, se sont engagés à préserver et à restaurer la biodiversité dans une vingtaine d'îles fortement menacées par le réchauffement climatique. Le groupe AFD met en œuvre cet engagement français. Un volet d'adaptation viendra renforcer la résilience de ces territoires pour mieux faire face aux défis présents.



Dans plusieurs villages, les habitations détruites lors du cyclone de 2016 ont été reconstruites et des pépinières ont vu le jour.

ADAPT'ACTION Accompagner les pays les plus vulnérables dans la mise en œuvre de leurs engagements climatiques : c'est l'objectif de la facilité Adapt'Action. Depuis 2017, elle les appuie dans leurs démarches d'adaptation.

Pour faire vivre l'Accord de Paris



30 M€
alloués
jusqu'en 2021



15
pays et organisations
régionales accompagnés

Appui technique, intégration des objectifs dans les politiques publiques et préparation de programmes : tous les savoir-faire de l'AFD sont mobilisés pour développer l'adaptation et la résilience climatiques dans plusieurs pays hautement vulnérables.

Mettre en œuvre les engagements nationaux

Avec l'Accord de Paris, 163 pays ont formulé des engagements volontaires pour lutter contre le changement climatique et s'adapter à ses effets. La mise

en œuvre de ces engagements, les Contributions déterminées au niveau national (CDN), nécessite pour 15 pays prioritaires un accompagnement à plusieurs niveaux. Particulièrement vulnérables aux événements climatiques extrêmes (ouragans, sécheresses, inondations) et à leurs impacts, ces pays se situent en Afrique, sont parmi les pays les moins avancés (PMA) ou font partie des petits États insulaires en développement (PEID).

Un levier pour accéder à la finance verte

En agissant simultanément sur trois axes, la facilité Adapt'Action outille les



Madagascar et ses habitants sont particulièrement vulnérables au changement climatique. La facilité Adapt'Action accompagne la Grande Île dans la mise en œuvre de ses contributions à l'atteinte des objectifs climatiques.

pays pour leur assurer un meilleur accès à la finance climat et pour accompagner l'émergence d'investissements en matière d'adaptation au changement climatique. L'AFD contribue à la consolidation des capacités techniques et institutionnelles des États. Elle agit comme un levier entre les administrations et les investisseurs. Les programmes conçus dans le cadre de cette facilité permettent de structurer le secteur de l'adaptation, thématique la plus orpheline du climat. ↔

Des interventions simultanées et complémentaires

Consolider la gouvernance climat pour une mise en œuvre réussie des CDN*

Traduire les CDN en politiques publiques sectorielles et en plans d'action concrets portant sur les secteurs clés de l'adaptation

* Contributions déterminées au niveau national.



« Protéger notre planète, c'est nous protéger »



Laura Buis, chargée de mission projets Agronomie et environnement à l'AFD

Résilience climatique et conservation des ressources naturelles sont-elles liées ?

Le changement climatique frappe directement les sociétés humaines et menace aussi les animaux, les forêts, les océans... Or, la résilience de nos sociétés est intimement liée à celle des écosystèmes dont elles dépendent, à leur protection et à leur conservation. Un écosystème sain, dont on entretient l'intégrité et la biodiversité, résistera mieux au stress climatique que s'il est appauvri, surexploité et sous pression. Protéger notre planète, c'est nous protéger, et cela veut dire protéger la nature.

Comment soutenir les pays les plus vulnérables ?

Ces pays sont en général les plus pauvres et les plus exposés aux impacts du changement climatique dont ils ne sont en rien responsables. Soutenir leur adaptation est donc impératif. L'AFD déploie notamment le programme Adapt'Action (ci-contre), ainsi qu'un programme dédié pour l'adaptation et la biodiversité dans le Pacifique (voir page 73). Mais surtout, nous veillons à ce que la vulnérabilité soit prise en compte dans tous les projets.

Quelle est la part de l'adaptation dans les projets financés par l'AFD ?

En 2018, l'AFD a consacré 4,8 milliards d'euros au climat, dont 1,6 milliard d'euros dédiés à l'adaptation, une part en croissance. Les risques induits par les impacts du climat sont évalués pour chaque projet et des actions d'adaptation pour y remédier sont prévues et comptabilisées dans le financement de l'opération. C'est incontournable pour un groupe dont l'action est centrée sur les pays vulnérables et l'Afrique.

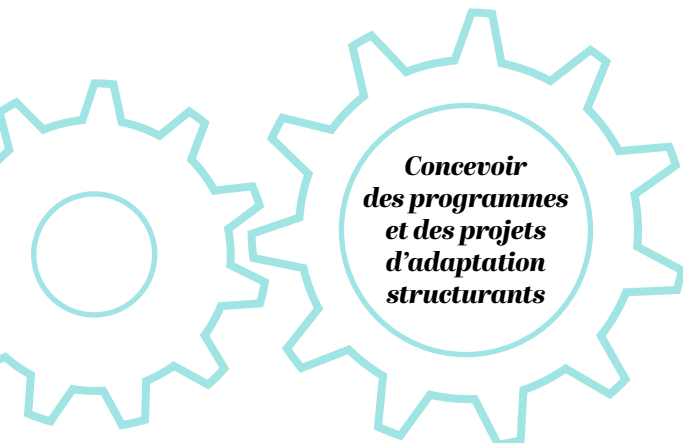


Sunref : un label vert pour le secteur privé

Mis en place par le groupe AFD, le label Sunref mobilise les banques et les entreprises pour une croissance verte. Grâce à des partenariats avec près de 70 institutions financières dans plus de 30 pays, il favorise les investissements pour la transition énergétique, la gestion des ressources naturelles et la sauvegarde de l'environnement. Les partenaires accèdent également à des outils de renforcement des capacités et à de l'assistance technique qui assurent la bonne mise en œuvre des projets.



+ de **2,5 Mds€** déjà accordés en prêts par Sunref



Concevoir des programmes et des projets d'adaptation structurants

Genre : balance tes inégalités

Les inégalités et les discriminations de genre sont porteuses d'injustices et génèrent de la pauvreté. La réduction de ces inégalités et l'autonomisation des femmes sont au cœur de l'action du groupe AFD.

- + 50 % de femmes**
employées dans une entreprise turque 78
- 100 % genre :**
la stratégie du groupe AFD..... 81
- « La raison profonde des inégalités,
c'est le rôle assigné aux femmes »,**
interview de Racha Ramadan 82
- « Je rêvais de conduire
le premier métro du Kerala »,**
témoignage de Gopika Santosh..... 83
- 100 millions d'euros**
pour l'égalité au plus haut niveau au Maroc 84
- Samu social international :**
en maraude à Lima 85



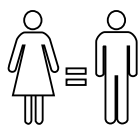


Nurcan Akçan, jeune laborantine turque, a grandi avec ce mantra : « Une femme ne peut être forte et indépendante que si elle a son propre travail. » Aujourd'hui, son emploi est financé par un projet pour l'égalité professionnelle.

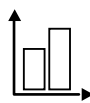


TURQUIE Près de Bursa, l'entreprise Eker Süt s'est engagée pour l'égalité au travail et contre les stéréotypes de genre. Depuis 2017, le nombre de salariées augmente et les préjugés diminuent. Un projet pilote pour l'AFD en la matière.

À la fabrique de la parité



100 %
du personnel sensibilisé
à l'égalité femmes-hommes



+ 50 %
de salariées chez
Eker Süt en deux ans



3,35 M€
de prêt sur
quatre ans



Derya Durak et Mustafa Gülmez, salariés chez Eker Süt, ont noté un changement de mentalité global dans l'entreprise.



Entre les bouteilles de lait et les yaourts, des femmes conduisent des véhicules outils, déchargent des palettes, contrôlent le bon déroulement des opérations. Un tour de la chaîne de production suffit pour remarquer que, dans l'entreprise Eker Süt, filiale turque du groupe Andros spécialisée en produits laitiers, les femmes sont à tous les postes. Comme les hommes.

Toutes et tous s'accordent sur l'importance de ces formations : « On a appris à ne pas faire de distinction entre les hommes et les femmes », reconnaît ainsi Mustafa Gülmez, chef de production. Des femmes siègent désormais au conseil de discipline de la société et les salariées sont encouragées à se présenter aux élections du personnel. L'entreprise est allée plus loin dans sa démarche sur l'accès au travail des femmes : elle a aménagé une salle d'allaitement pour encourager la reprise du travail des jeunes mères.

Pas gagné d'avance

Culturellement, la question du travail des femmes reste un défi dans la société turque. Mais la direction et les ressources humaines d'Eker Süt ont choisi de s'engager sur la voie de l'égalité. Accompagnée par la banque de développement turque (TSKB) sur financement de l'AFD, l'entreprise agroalimentaire a lancé des ateliers de sensibilisation à l'égalité femmes-hommes à destination de tous les salariés de l'usine, basée à 150 kilomètres au sud d'Istanbul.

Rendre aux femmes leur droit au travail

« Nos offres d'emploi sont non genrées, explique par ailleurs Ahmet Aydin Akyol, directeur des ressources humaines. Nous partons du principe qu'il n'y a pas de métier qu'une femme ne peut pas faire. » Un an à peine après le lancement du programme, l'usine compte 118 femmes sur 1 500 salariés contre 78 auparavant. « Ce n'est qu'un début, promet Ahmet Aydin Akyol. Pour les prochaines embauches, nous recruterons en majorité des femmes. » ➤



Sevim Kâni, 24 ans, a l'avantage de ne pas avoir eu à convaincre son mari pour travailler. Mais elle est lucide sur ce qu'il reste à faire dans son pays : « C'est important de montrer que les femmes peuvent assumer des responsabilités comme les hommes. »

► Nurcan Akçan, 22 ans, a décroché son poste de technicienne de laboratoire grâce aux fonds du projet d'égalité. Pour elle, l'expérience est positive : « Ici, les femmes et les hommes sont traités de la même façon. On a tous les mêmes conditions de travail. » Même son de cloche chez les partenaires du projet : « En tant que femme et en tant que Turque, je suis fière de suivre ce projet, confie Derya Özbudak Başdelioğlu, chargée de secteur privé à la TSKB. Ses résultats sont impressionnants. »

L'égalité, un avantage comparatif sur le marché

L'entreprise ne se doutait pas que sa politique active de promotion de l'égalité aurait, en plus, un impact économique aussi direct. Pourtant, un des chefs de production, Mustafa Gülmez, le constate : « Intégrer les femmes au secteur de la production s'est traduit de manière concrète par une hausse de la productivité. Nous nous sommes rendu compte qu'elles prenaient plus leur travail à cœur, qu'elles étaient plus investies, qu'elles faisaient plus attention à leur machine... »

Égalité rime aussi avec attractivité. Pas question pour Derya Durak, 28 ans, d'aller voir ailleurs : « Ici, on donne leur chance aux femmes. On a accès à des formations comme les hommes. La salle d'allaitement est aussi un vrai plus, même si on peut toujours aller plus loin. » Le nouveau projet de l'entreprise ? Poursuivre son action en faveur de l'emploi des femmes en ouvrant une crèche.

Une discrimination après l'autre

Être exemplaire en matière d'égalité femmes-hommes mène à des réflexions sur d'autres inégalités. « En analysant



IDFC : une collaboration réussie

L'AFD soutient la banque de développement turque (TSKB) à hauteur de 70 millions d'euros pour son programme d'aide aux entreprises turques à l'intégration de mesures pour l'égalité de genre. La TSKB s'est chargée de repérer les partenaires privés candidats au projet, parmi lesquels Eker Süt : l'entreprise bénéficie depuis 2017 d'un prêt de 3,35 millions d'euros. Parallèlement, la TSKB mène une étude sur les pratiques internes des membres de l'International Development Finance Club (IDFC) en matière de genre. Ce club réunit 24 grandes banques nationales, régionales et bilatérales de développement (dont le groupe AFD et la TSKB). L'étude vise à identifier leurs stratégies et leurs performances en termes d'emplois et de pratiques internes favorables aux femmes (gestion de carrières, environnement de travail, politiques anti-harcèlement).

notre façon de voir les inégalités de genre, nous avons aussi commencé à nous interroger sur la gestion du handicap », confirme le directeur des ressources humaines. Résultat : trois jeunes personnes autistes ont été embauchées à temps partiel et en partenariat avec la mairie. L'entreprise a entièrement repensé sa gestion de l'espace pour les accueillir et a dédié des employés à leur accompagnement. Tout naturellement. ◀

+

POUR ALLER PLUS LOIN

Lire « Turquie : "Le combat pour l'égalité des sexes au travail se joue au niveau des PME" », interview avec Özge Berber Ağtaş, sur la plateforme AFD de réflexion sur le développement : id4d.fr

DÉCRYPTAGE

Horizon 100 % genre pour l'AFD

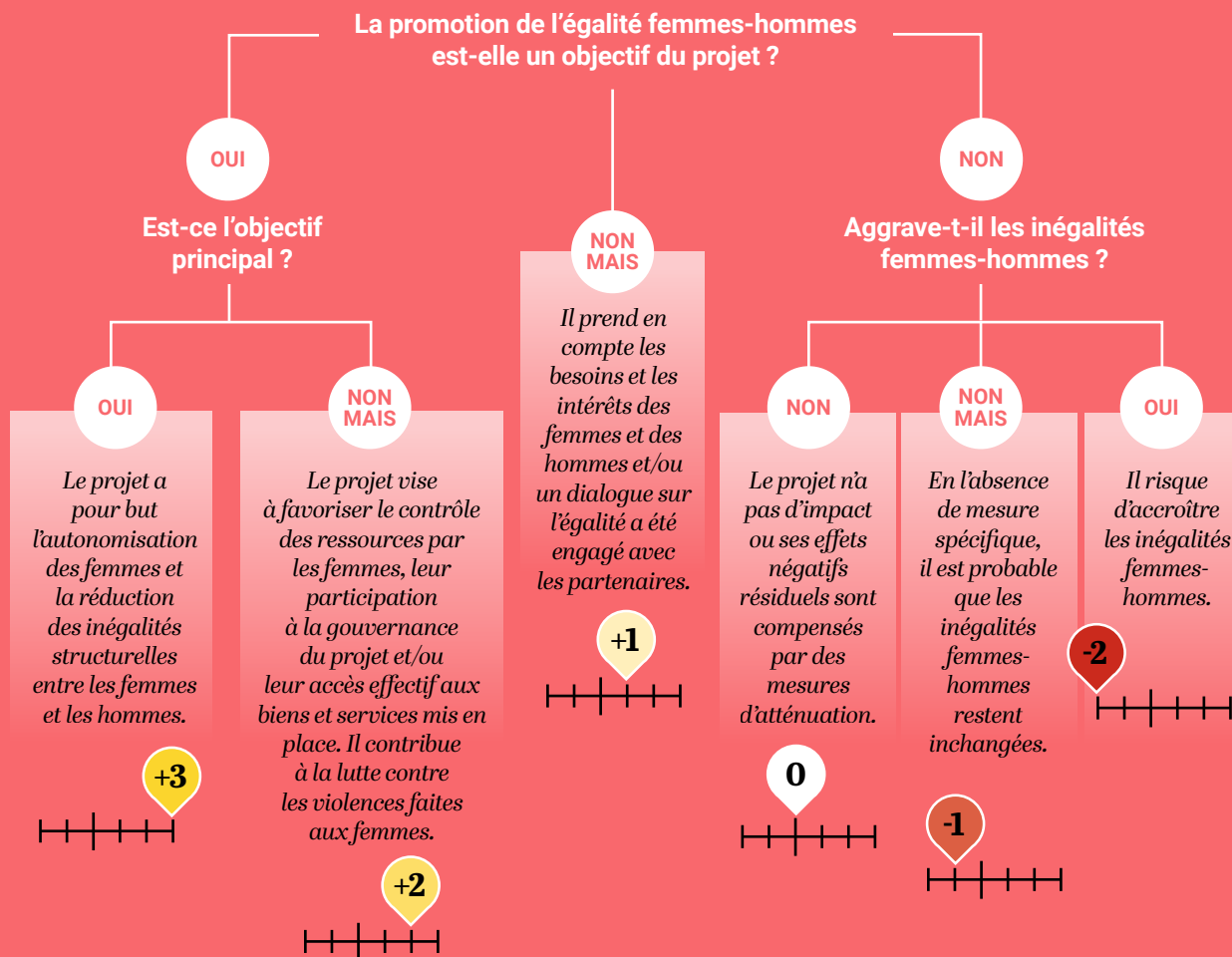
Depuis 2013, le groupe AFD déploie une stratégie dédiée à la promotion de l'égalité de genre et à l'autonomisation des femmes dans tous les secteurs et tous les pays où il agit. Un engagement réaffirmé dans son plan d'orientation stratégique 2017-2022. En Turquie, en Inde ou encore au Pérou, de nombreux projets soutenus visent la réduction des inégalités femmes-hommes : ils améliorent l'accès aux

biens et aux services essentiels, luttent contre les violences faites aux femmes, ouvrent le marché du travail ou encore favorisent la participation des femmes à la gouvernance.

Le premier bilan 2014-2018 est positif : l'AFD a intégré les critères du marqueur du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE à son dispositif « Avis et analyse

développement durable » (AADD). Près de 320 projets notés 1 ou 2 par le CAD ont été financés pour un montant total de plus de 6,7 milliards d'euros. L'AFD déploie tous les efforts pour maintenir cette trajectoire jusqu'en 2022 et atteindre les 700 millions d'euros annuels de projets visant principalement l'amélioration de l'égalité et de la condition des femmes.

Analyse du genre dans les projets financés



Les notations indiquées sur ce schéma sont celles prévues par le dispositif AADD de l'AFD. Elles ne renvoient pas aux notes du marqueur de la politique d'aide à l'appui de l'égalité femmes-hommes établi par le CAD de l'OCDE.

« La raison profonde des inégalités, c'est le rôle assigné aux femmes »



Avec **Racha Ramadan**,
maîtresse de conférences,
faculté d'économie
et de sciences politiques
à l'université du Caire

Spécialiste des questions de genre, de pauvreté, de sécurité alimentaire et de protection sociale, Racha Ramadan revient sur les criantes inégalités femmes-hommes qui persistent en Égypte. Et se dit optimiste malgré les obstacles placés sur la route vers l'égalité.

Où en sont les inégalités dans les pays du monde arabe et du Moyen-Orient ?

Il y a ce qu'on appelle le paradoxe de l'inégalité dans la région. Si on veut se montrer optimiste, on observe une diminution globale des inégalités en utilisant le coefficient de Gini (indicateur le plus connu de mesure des inégalités). Mais si on veut vraiment diminuer la pauvreté, il faut cibler précisément les groupes sociaux vulnérables. En réalité, les inégalités croissent entre zones rurales et urbaines, entre ceux qui sont éduqués et ceux qui ne le sont pas...

Dans quelle mesure les inégalités touchent-elles particulièrement les femmes ?

Les femmes des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord sont celles qui participent le moins au marché du travail, alors même que l'accès à l'éducation primaire et secondaire est quasi équivalent pour les garçons et les filles.

La raison profonde des inégalités, c'est le rôle et la place assignés aux femmes par la société. En Égypte, de manière générale, les femmes ont du mal à trouver un emploi, ou alors c'est souvent un emploi informel ou de niveau moins élevé, et avec un salaire plus faible qu'un homme. Mais attention, la religion n'est pas en cause : à ma connaissance, elle n'interdit pas aux femmes de travailler, ni ne leur impose moins de droits et plus de devoirs qu'aux hommes.

Les printemps arabes ont-ils fait bouger les lignes au niveau politique et dans la société civile ?

Il y a quelques progrès mais il reste beaucoup à faire. Même s'il faut reconnaître que, depuis la révolution, il y a plus de femmes dans les comités d'élaboration de mesures économiques ou politiques. Les ministères et les administrations cherchent davantage à intégrer le genre et à prendre en compte le point de vue des femmes dans les politiques. Il y a beaucoup à faire au niveau législatif, mais le plus difficile, c'est de changer les mentalités. Pour avancer, il faut changer la culture et les stéréotypes, dans les médias et dans la société, et informer les jeunes filles de leurs droits. Le gouvernement, les universités, la société civile et les religions doivent travailler ensemble.

Êtes-vous optimiste ?

Je le suis quand je compte les femmes ministres (25 % du gouvernement actuel, un record) ou quand je vois mes jeunes élèves s'impliquer sur ces sujets. La question est aussi de plus en plus traitée dans les médias. Et il est fondamental d'intégrer les hommes dans ce combat, c'est important pour tout le monde : notre émancipation est un facteur de développement pour toute la société. ♦

Lire cet entretien en intégralité sur la plateforme AFD de réflexion sur le développement : id4d.fr



« Je rêvais de conduire le premier métro du Kerala »

Gopika Santosh, conductrice du métro de Kochi

À seulement 23 ans, Gopika Santosh est une des sept conductrices du métro de Kochi, dans l'État indien du Kerala. « Mon père conduit un rickshaw, et moi, un métro. Il est très fier de moi. » Elle a été retenue parmi 90 000 candidats et candidates. Ingénieure de formation, la jeune fille rêvait de conduire le premier métro du Kerala. Mais elle ne pensait pas devenir un exemple. « Encore récemment, j'ai vu un père me montrer à sa fille en disant : "Regarde cette didi (« grande sœur », en hindi) qui est en train de conduire le train !" »

Des emplois pour tous et toutes

Des conductrices de métro aux cheffes de station en passant par les guichetières, le métro de Kochi a féminisé ses postes de travail dans des proportions jamais vues auparavant en Inde. 75 % des employés de la société d'exploitation du métro (KMRL)

sont des femmes. 600 d'entre elles viennent de familles défavorisées et ont été recrutées par l'intermédiaire de groupes locaux d'accompagnement. 20 personnes transgenres ont également été intégrées aux équipes. Une politique d'inclusion sociale unique en Inde.

Un métro pour changer la ville

À Kochi, l'AFD a soutenu la construction du métro et a accompagné la restructuration durable de la mobilité urbaine. Le projet mis en œuvre par la Kochi Metro Rail Ltd (KMRL) encourage l'intermodalité en matière de transports, l'amélioration de la gouvernance de la mobilité urbaine et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. La rapide mise en service, le très faible coût par kilomètre, l'exemplaire inclusivité et le système de billetterie innovant comptent parmi les réalisations clés du projet. Écologique et utilisant notamment des panneaux solaires pour alimenter les stations, ce projet de développement urbain a déjà contribué à la réduction de la pollution ambiante dans la ville. Depuis l'inauguration de la première ligne en juin 2017, le métro est devenu la fierté des deux millions d'habitants de Kochi qui l'ont rapidement adopté.

L'égalité intégrée au plus haut niveau

Seules 30 % des Marocaines occupent un emploi légal et, dans les zones rurales du Maroc, 74 % des travailleuses ne sont pas payées. Deux exemples d'inégalités de genre systémiques auxquelles le royaume s'attaque depuis plus de 20 ans : le Maroc a adopté son premier « Plan national d'intégration de la femme au développement » en 1998.

Les inégalités entre les femmes et les hommes prennent aussi naissance dans les politiques publiques, historiquement conçues par des hommes. Les analyser selon le prisme du genre permet de savoir quelle place y ont les femmes, quelles inégalités elles génèrent et comment les corriger.

Restructurer les budgets en fonction de l'égalité femmes-hommes

Depuis 2018, l'AFD accompagne neuf ministères marocains (Économie et Finances, Éducation nationale, Santé, Jeunesse et Sports, Énergie et Mines,

Agriculture, Eau...) dans la systématisation de la budgétisation sensible au genre. Cette approche consiste à analyser les politiques publiques pour mesurer leurs impacts sur l'égalité femmes-hommes, puis à restructurer le budget public pour résorber les inégalités de genre. Dans un premier temps, des analyses spécifiques seront menées avec l'appui de l'AFD par les départements ministériels marocains pour identifier les inégalités, puis l'analyse sous l'angle du genre sera intégrée à la chaîne budgétaire. L'AFD encourage une approche *bottom-up* : les inégalités sont identifiées par des diagnostics de terrain, puis les financements des politiques publiques ou des programmes sont attribués en fonction des indicateurs de performance sensibles au genre.



100 M€

de prêt au royaume du Maroc



250 000 €

en appuis techniques (Expertise France)



Accompagner la systématisation de l'approche genre

Le gouvernement du Maroc a lancé ce processus de sensibilisation et d'accompagnement des départements ministériels sur la question du genre en 2002. Un état des lieux a été réalisé en 2005, avec le soutien d'ONU-Femmes. En 2013, le royaume a ouvert un centre d'excellence pour la budgétisation sensible au genre, en partenariat avec l'Union européenne. En 2015, la budgétisation sensible au genre a été institutionnalisée par la loi de finances. Désormais, la prise en compte du genre dans les indicateurs et les objectifs ministériels marocains est systématique. ♦



L'éducation est un des secteurs concernés par la systématisation budgétaire de l'approche genre au Maroc.



Visite du Samu social international aux habitants du quartier défavorisé de Huaycán à Lima.



PÉROU Dans les quartiers défavorisés de la capitale, les violences familiales sont monnaie courante. Le Samu social de Lima organise des rondes pour rendre visite aux habitants, faire de la médiation et lutter contre la pauvreté.

Samu social international : en maraude à Lima

Accrochées aux collines arides du désert côtier, les maisons en parpaings et les cahutes de bois ou de tôle du quartier de Huaycán, dans le district d'Ate, font figure de favelas pour la capitale du Pérou. Les familles qui habitent le quartier, souvent originaires des Andes et des zones rurales, se sont installées ici dans les années 1980 et 1990 alors que le pays était déchiré par un violent conflit interne.

Une action essentielle pour les habitantes

Le quartier de Huaycán vit au rythme des drames sociaux charriés par la pauvreté. Ses très nombreux habitants ont peu accès à l'eau et à l'électricité et vivent majoritairement de petits emplois

informels. Avec le soutien financier de l'AFD, l'antenne locale du Samu social a instauré des maraudes : des travailleuses sociales accompagnent au quotidien les femmes et les enfants de ce quartier précaire longtemps considéré comme dangereux et encore souvent oublié des institutions dépassées par la croissance urbaine rapide.

María Soledad élève seule ses trois enfants. Pour elle, les visites du Samu social sont primordiales : « Ils nous apportent les médicaments contre l'anémie pour mes enfants. Je n'ai pas les moyens de les acheter. » Quant à ses voisins, ils vivent plus sereinement grâce aux conseils des équipes du Samu social : « Mon mari et moi, admet l'une d'elles, on ne se dispute plus devant les

enfants car on sait maintenant que c'est nocif pour eux. »

Du partage et de l'humanité avant tout

Les accompagnatrices sociales ne se sont pas engagées dans cette mission par hasard : plusieurs ne savent que trop bien ce que vivent les habitantes. Emily, ambulancière, a elle aussi été victime de violences intrafamiliales : « Je dis toujours aux personnes que nous rencontrons : "Si moi je m'en suis sortie, vous aussi vous le pouvez !" » Magaly aussi a connu son lot de violences familiales. Et elle veut transmettre un message d'espoir à chaque femme de Huaycán qu'elle croise : « Je leur répète que les problèmes sont des tempêtes, et qu'ils passent. Il faut continuer à briller. » ♦



*Deux infirmières
du CHU de Brazzaville
échantent sur leur
formation en qualité
des soins dispensée
par l'AP-HPI.*



Aux petits soins des systèmes de santé

En dépit des progrès enregistrés ces dix dernières années, cinq milliards de personnes n'ont pas accès à des soins médicaux sécurisés et abordables dans le monde. Le groupe AFD s'engage pour répondre de manière adaptée à leurs besoins.

120 cadres hospitaliers
formés au Congo 88

**Un nécessaire accompagnement
du secteur pharmaceutique africain,**
par Mehdi Tanani 92

1,7 milliard d'euros
pour la santé et
la protection sociale de 2012 à 2017 93

CONGO Appui au pilotage stratégique, formation des cadres et des équipes dirigeantes, élaboration de référentiels métiers... De 2016 à 2018, Expertise France a accompagné la montée en puissance du réseau hospitalier congolais. Quinze hôpitaux ont bénéficié du projet.

Hôpitaux : mieux gérer pour mieux soigner

Avec une densité de 15,4 habitants au kilomètre carré, proposer des soins pour tous représente un grand défi pour la République du Congo. Mais depuis le lancement du programme gouvernemental « Santé pour tous » en 2013, le pays a considérablement étendu son réseau hospitalier. Outre la réhabilitation du centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville, pas moins de quatorze hôpitaux généraux ont été inaugurés pour renforcer l'offre de soins sur l'ensemble du territoire.

Une gestion hospitalière plus efficace

L'enjeu consiste désormais à consolider le pilotage de ces établissements aux niveaux stratégique et opérationnel. Gestion des ressources humaines, management logistique, suivi budgétaire... Les défis sont nombreux, mais les hôpitaux congolais sont solidement armés pour les relever : pendant plus de trois ans, le groupe AFD a renforcé les capacités techniques et managériales des personnels. Des directeurs d'hôpitaux aux cadres des filières administrative et soignante, l'ensemble des équipes chargées du bon fonctionnement des établissements sont montées en compétences.

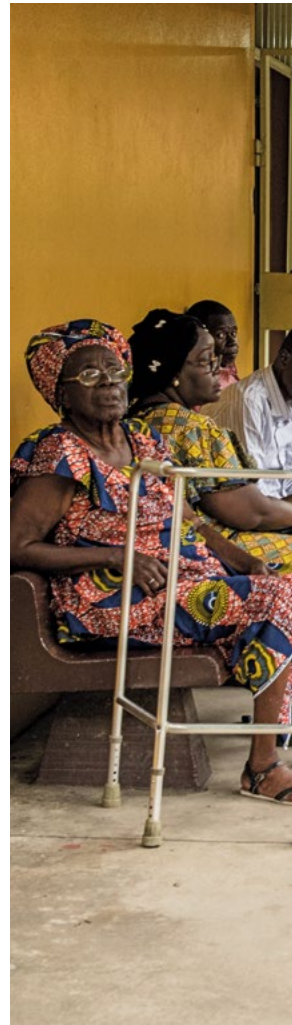
Pari réussi pour l'AFD et Expertise France

Ce projet a été financé par l'AFD à hauteur d'un million d'euros dans le cadre

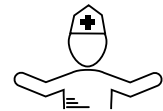
du contrat de désendettement et de développement (C2D) signé avec le Congo en 2014. Pour le concrétiser, Expertise France a mobilisé les savoir-faire de deux institutions françaises reconnues : l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), centre hospitalier universitaire de la région Île-de-France, et l'Institut du management de l'École des hautes études en santé publique (EHESP), grande école spécialisée dans la formation des dirigeants et des cadres de la santé publique. Une collaboration réussie au bénéfice du réseau hospitalier congolais et de ceux qui sont au cœur du système : les patients. ♦



Pour voir un médecin au CHU de Brazzaville, l'attente peut être longue. Des délais qui seront raccourcis grâce au projet d'établissement hospitalier adopté en novembre 2018 avec l'appui de l'AP-HP.



Le CHU de Brazzaville est le plus grand centre hospitalier du Congo.



80 000

patients par an
accueillis et pris
en charge au CHU
de Brazzaville



Des cadres de la direction des soins infirmiers du CHU montrent aux équipes comment utiliser la solution hydro-alcoolique. Le lavage des mains est le premier outil de lutte contre les infections nosocomiales. L'accompagnement de l'EHESP a systématisé ce geste qui sauve.





Mise au point du pilotage stratégique

Pour répondre aux besoins spécifiques des directeurs d'hôpitaux, les experts-formateurs de l'Institut du management de l'École des hautes études en santé publique (EHESP) ont développé un programme de formation de 200 heures : une première dans le pays. Le Centre inter-États d'enseignement supérieur en santé publique d'Afrique centrale (CIESPAC) a également été appuyé pour développer un master 2 en gestion des établissements et des services de santé.





La formation : des bénéfiques pour tous

Des cadres du CHU formés à la gestion des ressources humaines échangent avec Expertise France. L'accompagnement de l'EHESP a notamment permis d'élaborer plus de 40 fiches qui couvrent l'ensemble des métiers de l'établissement.



120

cadres et directeurs
d'hôpitaux
formés

« Ce module nous a permis d'identifier des pistes pour améliorer le fonctionnement global des établissements. »

D^r Célestin Kouba, directeur d'hôpital

Un nécessaire accompagnement du secteur pharmaceutique africain



Par **Mehdi Tanani**, chargé d'affaires senior chez Proparco

Alors que le marché pharmaceutique africain affiche une nette croissance, son développement reste un défi. Il est impératif d'encourager une synergie entre secteur privé, institutions financières et autorités publiques.

L'industrie pharmaceutique en Afrique est promise à un bel avenir. L'amélioration de la solvabilité des habitants leur permet de dédier une part toujours plus importante de leurs revenus aux dépenses de santé. Ce n'est donc sans doute pas un hasard si l'Afrique affiche un taux de croissance annuel moyen du marché pharmaceutique estimé à 10 % entre 2010 et 2020.

Une indépendance pharmaceutique à conquérir

Il ne faut pas pour autant minimiser les lacunes et les faiblesses qui pèsent encore lourdement sur le secteur. La production de médicaments en est l'un des marqueurs symboliques : seule 3 % de la production mondiale est issue du continent africain. Alors que l'Afrique du Sud ou le Maroc arrivent à satisfaire entre 70 % et 80 % de leurs besoins pharmaceutiques, en Afrique centrale, près de 99 % des médicaments en circulation sont importés, notamment d'Asie. Ce qui n'est pas sans poser plusieurs problèmes : les coûts élevés liés au transport font irrémédiablement augmenter le prix final des médicaments ; l'approvisionnement des stocks est, de fait, tributaire des délais de livraison, parfois très longs ; et surtout, le risque augmente de voir se développer sur les marchés locaux des produits contrefaits ou de moindre qualité.

Une des réponses à l'accessibilité du médicament sur le continent africain est le développement de capacités de production à l'échelle régionale. Des investissements pour soutenir les laboratoires pharmaceutiques africains sont nécessaires afin de produire davantage et d'élargir les gammes thérapeutiques disponibles. Pour cela, les autorités publiques



Laboratoire pharmaceutique en Égypte.

doivent se saisir de différents facteurs catalyseurs : harmonisations réglementaires régionales, politiques incitatives à l'investissement, etc.

Les médicaments les plus chers au monde

Il est également nécessaire d'intervenir sur les chaînes d'approvisionnement. En Afrique, elles souffrent de fragmentation, avec un trop grand nombre d'intermédiaires. Chacun ajoute sa marge, qui peut représenter jusqu'à 50 % du prix payé par le consommateur au Kenya et jusqu'à 90 % dans des pays moins avancés et enclavés, contre 2 % à 24 % pour les pays de l'OCDE. Cela fait des médicaments vendus en Afrique subsaharienne les plus chers au monde.

Ces chaînes d'approvisionnement sont par ailleurs bâties sur un modèle « push » : le distributeur réajuste son stock auprès d'un grossiste lorsque la demande lui parvient, ce qui provoque des ruptures de stock régulières. À l'inverse, un modèle « pull » permettrait une communication en temps réel entre prescripteurs et distributeurs.

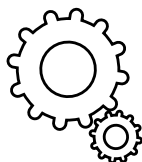
Hausse de la production, qualité des médicaments disponibles, prix abordables, meilleure gestion des stocks, structuration des réseaux de producteurs et de distributeurs : incontestablement, les institutions financières de développement doivent soutenir les acteurs, publics et privés. Des investissements ciblés sont ainsi un préalable indispensable à la maîtrise des stocks et au développement d'un système de traçabilité qui garantisse la qualité des produits vendus aux patients africains. ♦

Lire cette tribune en intégralité sur la plateforme AFD de réflexion sur le développement : [id4d,fr](https://www.afd.fr/id4d,fr)



40 PAYS
bénéficiaires

145 PROJETS
financés



Méditerranée et
Moyen-Orient

5%

Asie et
Pacifique

6%

Amérique
latine et Caraïbes

21%

Afrique
subsaharienne

39%

Outre-mer

29%

Priorité à l'Afrique

Distribution des engagements par région



1,7 MD€ POUR LA SANTÉ ET LA PROTECTION SOCIALE

Engagements du groupe AFD de 2012 à 2017

Nos impacts sur le terrain

En 2018



15,2

MILLIONS DE PERSONNES
bénéficiaires d'un accès amélioré aux soins



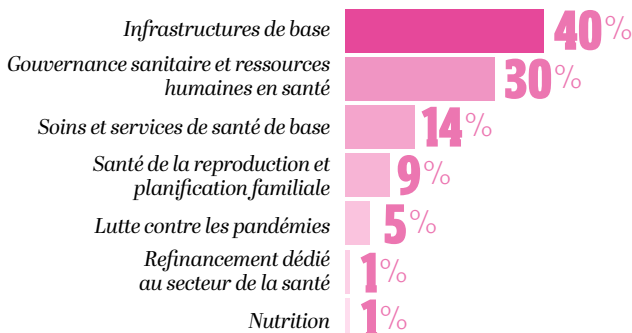
8 PAYS
accompagnés dans des mesures de protection sociale

Expertise France

+ DE 300 MISSIONS
d'assistance technique

Sur tous les fronts

Distribution des engagements par thématique



Trois axes stratégiques

- 1** Soutenir la santé sexuelle, reproductive, maternelle, néonatale et infantile
- 2** Promouvoir la couverture universelle en santé et consolider les systèmes sanitaires
- 3** Renforcer les systèmes de protection sociale

Au Sahel, la bataille du temps

Le Sahel traverse une crise sans précédent, à la fois sécuritaire, climatique, démographique et économique. Pour répondre à l'urgence, le groupe AFD et l'ensemble des acteurs présents dans la zone réinventent ensemble leurs modes d'action. Pour plus d'agilité et d'efficacité.

2,1 milliards d'euros
engagés au Sahel de 2013 à 2018 95

**Alliance Sahel : « Une recherche
permanente de synergies »,**
interview de Jean-Marc Gravellini 99

5 ans d'intervention renforcée
dans la région 100

1,5 million d'euros
pour promouvoir la connaissance 102

Des résultats concrets
au bénéfice des populations 103

STRATÉGIE


Faire plus, mieux et plus vite


C'est l'une des régions les plus vulnérables d'Afrique. Son niveau d'alphabétisation, son PIB par habitant et son taux d'accès à l'électricité sont les plus faibles du continent. D'ici 2040, la population du Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad), aujourd'hui de 80 millions d'habitants, devrait doubler. En proie à une profonde instabilité politique et à d'importantes menaces sécuritaires, la zone compte également parmi les plus menacées par le réchauffement climatique. Mais le Sahel dispose d'indéniables atouts, agricoles, énergétiques ou encore humains. La jeunesse est une des clés de son avenir puisqu'un habitant sur trois a aujourd'hui entre 10 et 24 ans.

Deux facilités pour sécuriser les financements

Pour aider le Sahel à faire face à ces défis sécuritaires, économiques, sociaux et environnementaux, la France a fait du développement de la région une priorité. L'AFD mobilise toute sa palette d'outils financiers (subventions, prêts et garanties) pour encourager le développement économique et social de la région, lutter contre les fragilités dans les différents contextes de crise et renforcer les pouvoirs publics. ➤

Ce dossier se concentre sur les pays du G5 Sahel, mais l'AFD intervient plus généralement dans l'ensemble de la région.




Le Sahel va connaître une hausse de température de 2 à 6 °C d'ici la fin du siècle. C'est 1,5 fois plus que la moyenne mondiale.



2,1 Mds€
engagés par le groupe AFD
de 2013 à 2018



1,1 Md€
versé en cours
de période



5 pays
bénéficiaires
dans la région



Le Burkina Faso vise l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici 2030. L'AFD accompagne l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA) pour atteindre cet objectif.

- Un effort auquel participent activement Proparco, par son appui au secteur privé, et Expertise France, avec la mise en œuvre d'appuis techniques.

Agriculture, développement rural, énergie, eau et assainissement, éducation et formation professionnelle, santé, environnement... Tous les secteurs d'intervention sont concernés par cet engagement de l'ensemble du groupe AFD, qui s'intensifie nettement depuis quelques années. Sur plus de deux milliards d'euros engagés dans les pays du Sahel de 2013 à 2018, plus d'un tiers a ainsi été attribué entre 2017 et 2018.

Symboles de cette montée en puissance, deux facilités de financement ont été spécialement conçues pour la région en 2017 : l'initiative Minka Sahel (anciennement Tiwara) et l'initiative Minka Lac Tchad (ex-Kouri). La première bénéficie à l'ensemble de la région. La seconde cible plus spécifiquement les pays du pourtour du lac Tchad, à savoir le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad. Leur originalité : privilégier les approches territoriales et les interventions dédiées au renforcement de la cohésion sociale ainsi qu'à la réduction des conflits dans les territoires en crise. Toutes deux sont cofinancées via le fonds Minka, instrument de lutte contre les situations de crise financé par la taxe sur les transactions financières. Elles ont permis de sanctuariser des ressources en subvention et de faire évoluer les modes de faire de l'AFD : de 2017 à 2018, 132 millions d'euros ont été accordés par Minka Sahel et 167 millions d'euros ont été engagés par Minka Lac Tchad de 2016 à 2018.



Intervenir autrement pour stabiliser la région

L'AFD a également mené un indispensable chantier d'évolution de ses modalités d'intervention pour renforcer sa réactivité et l'efficacité de ses financements au Sahel. Le cycle de procédures a ainsi été allégé pour une instruction plus rapide des projets. Fin 2017, des opérations à mise en œuvre rapide (*fast track*) ont par exemple été financées et les premiers résultats ont été

observés dès mars 2018. L'AFD s'est également impliquée dans des engagements renouvelés (*repeat deals*), toujours pour instruire plus rapidement les projets, mais aussi pour favoriser le passage à l'échelle de programmes ayant fait leurs preuves sur le terrain.

Pour répondre aux urgences du temps présent et préparer l'avenir, le déploiement de projets à deux temps a aussi été renforcé. Concrètement, de plus en plus d'initiatives financées par l'AFD visent



Mauritanie. Pour former la jeunesse à des métiers porteurs, l'AFD a financé le lycée de formation technique professionnelle et industrielle de Nouakchott de 2011 à 2016.



des résultats à court terme (mise en service de petites infrastructures...) avant la mise en place de chantiers structurels dont les bénéficiaires seront ressentis à plus long terme (accompagnement vers l'emploi des jeunes, renforcement des institutions en région...).

L'AFD poursuit par ailleurs son action auprès des collectivités sahéniennes en renforçant notamment ses appuis à la gouvernance, à la justice et à la décentralisation. Des approches simultanées et >



Niger. De 2012 à 2017, l'AFD a appuyé la création d'ACEP-Niger. Cette institution de microfinance urbaine finance aujourd'hui les projets des petits entrepreneurs locaux, ici une unité de transformation de céréales.

➤ multisectorielles ont été déployées avec les autorités locales pour favoriser le retour de la stabilité dans les zones vulnérables.

Une coalition internationale pour la région

Apporter une réponse adaptée à des enjeux qui dépassent souvent les frontières nationales demande dialogue et coordination. Consciente de cet impératif, l'AFD s'est dotée en 2017 d'une direction régionale pour le Sahel basée à Ouagadougou (Burkina Faso). Ce bureau lui permet aujourd'hui d'intensifier son action au niveau régional. Elle soutient des projets multipays et renforce le dialogue avec le G5 Sahel, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Mais l'enjeu de la mise en réseau va bien au-delà. Les crises que traversent les pays du Sahel sont multidimensionnelles et imposent une coordination élargie entre tous les acteurs du développement. Aujourd'hui, l'AFD travaille main dans la main avec l'ensemble de l'équipe France comme avec les bailleurs de fonds, notamment les membres de l'Alliance Sahel.

Lancée en 2017 par le président Emmanuel Macron et la chancelière Angela Merkel, cette grande coalition internationale fédère les efforts des bailleurs et des partenaires du G5 Sahel pour accélérer l'atteinte de résultats de développement dans la région. Douze pays et institutions internationales en font partie : la France, l'Allemagne, l'Union européenne, la Banque africaine de développement (BAD), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Finlande. Avec



L'approche 3D

Il ne peut y avoir de développement sans paix ni stabilité. C'est pourquoi l'AFD intervient au Sahel, comme dans tous les contextes de crise, en lien avec les acteurs français de la défense et de la diplomatie. Cette « approche 3D » (défense, diplomatie, développement) a été élaborée avec le ministère des Armées et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Le but est de mobiliser tous les acteurs pour la paix autour d'une stratégie de sortie de crise.

L'AFD intervient aux côtés des autres opérateurs du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères comme l'agence française de développement médias (CFI), l'Institut de recherche pour le développement (IRD) ou encore le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). L'objectif est clair : répondre aux besoins des populations en coordonnant l'ensemble des bailleurs pour des actions plus ciblées et plus efficaces sur la durée.



Mali. Des soldats de la force Barkhane échantent avec les habitants d'Ansongo dans la région de Gao. La zone est l'une des plus instables du pays.

l'Union européenne, l'AFD accompagne 21 projets pour un montant total de 263 millions d'euros dans les pays de l'Alliance Sahel et au Cameroun.

D'ici 2022, pas moins de 680 projets auront été mis en œuvre dans le cadre de l'Alliance Sahel, pour 9 milliards d'euros. Côté AFD, une enveloppe de 500 millions d'euros aura été consacrée au développement de la région. Plus de la moitié

est déjà en action et les résultats sont tangibles sur le terrain. Le reste des financements concernera en majorité des projets à impacts rapides dans les régions frontalières fragiles, autour de services et de biens essentiels : eau et assainissement, agriculture, sécurité alimentaire, cohésion sociale... Face à l'ampleur des enjeux pour la région et pour la France, la contribution de l'AFD pourrait être revue à la hausse d'ici 2021. ➤

Alliance Sahel : « Une recherche permanente de synergies »



Avec **Jean-Marc Gravellini**, coordinateur de l'Alliance Sahel

Lancée en 2017, l'Alliance Sahel fédère et coordonne les engagements

des bailleurs de fonds au Sahel. Une démarche essentielle pour la région. Explications avec Jean-Marc Gravellini.

Une course contre la montre est engagée au Sahel. Mais comment accélérer les effets de l'aide dans la région ?

Des résultats plus rapides dans les pays du G5 Sahel, c'est justement la vocation de l'Alliance Sahel. La plus forte coordination entre partenaires, l'adaptation des méthodes aux contextes, les projets plus simples et qui bénéficient directement aux populations, rendront possible cette accélération. Cela passera aussi par la mobilisation de la société civile et l'accompagnement de réformes sectorielles solides.

Les projets financés dans le cadre de l'Alliance Sahel ciblent en priorité les zones frontalières. Pourquoi ?

La stabilisation de tous les territoires des pays du G5 Sahel nécessite évidemment de conduire des actions de développement, même dans les zones qui ne sont pas directement impactées par la crise. Mais le défi des membres de l'Alliance Sahel consiste aussi à mettre en œuvre des projets dans les zones de conflit, où le nexus « développement et sécurité » prend tout son sens. Ces programmes visent à redonner l'espoir aux populations tout en améliorant effectivement leurs conditions de vie.

Comment les actions de l'Alliance Sahel sont-elles coordonnées concrètement sur le terrain ?

La concertation et la coordination entre les partenaires, l'harmonisation des procédures, l'alignement sur les stratégies nationales, la recherche permanente de synergies entre nos activités par

des cofinancements ou des délégations de fonds sont autant d'axes de travail privilégiés. Ce sont des préoccupations quasi quotidiennes pour garantir l'efficacité des bailleurs. Sur le terrain, au niveau central comme au niveau local, tous travaillent ensemble pour mettre en œuvre ces pistes. Ainsi, lors d'une visite des membres de l'Alliance en Mauritanie, la Banque mondiale a décidé de s'aligner sur les dispositifs d'instruction et de mise en œuvre existants.

Comment les résultats des projets financés sont-ils mesurés ?

Les membres de l'Alliance Sahel ont défini des indicateurs de performance et se sont entendus sur un dispositif de redevabilité. Les cibles sont celles des stratégies nationales. Parallèlement, des partenariats avec des organismes spécialisés sont en cours pour assurer la collecte des données. Je pense que l'Alliance et le secrétariat permanent du G5 Sahel seront en mesure de rendre des comptes sur les résultats de leur action, même si c'est un travail de très longue haleine. ♦



680 projets

financés de 2018 à 2022



Burkina Faso. Inaugurée en 2017, la centrale solaire de Zagtoui produit chaque année 56 GWh d'électricité. Le projet a été financé par l'AFD via un prêt de 22,5 millions d'euros.

INFOGRAPHIE Infrastructures, eau et assainissement, agriculture, éducation, santé, appui au secteur privé...

De 2013 à 2018, près de 50 projets de développement ont été financés par l'AFD au Sahel.

Cinq ans d'intervention renforcée

MAURITANIE

- Eau et assainissement ●●
- Énergie ●●
- Santé et protection sociale ●●
- Éducation, formation, emploi ●●
- Développement local ●
- Développement rural ●

MALI

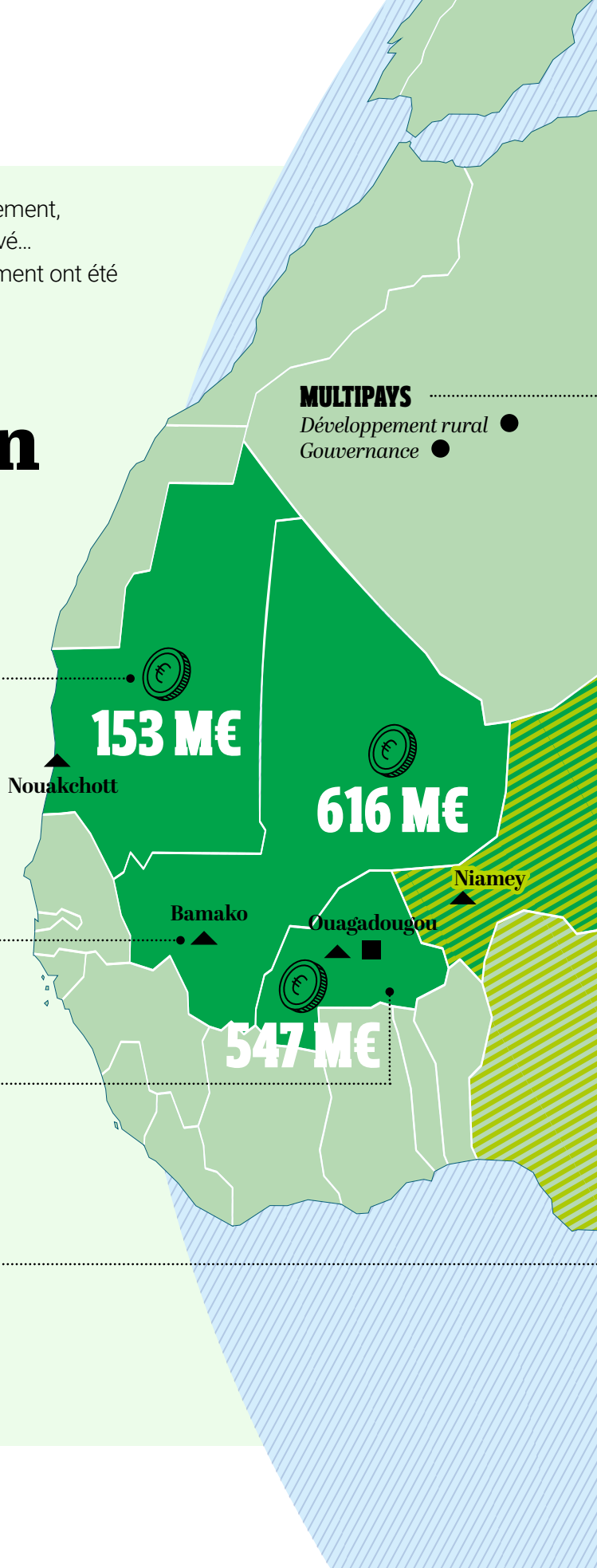
- Développement local ●●●●●
- Éducation, formation, emploi ●●●●●
- Santé et protection sociale ●●●●●
- Eau et assainissement ●●●
- Finance ●
- Gouvernance ●

BURKINA FASO

- Eau et assainissement ●●●
- Énergie ●●
- Développement rural ●
- Éducation, formation, emploi ●

NIGER

- Éducation, formation, emploi ●●
- Gouvernance ●●
- Développement local ●
- Développement rural ●
- Eau et assainissement ●●



Des actions sur tous les fronts

Distribution des engagements par secteur (2013-2018)

Agriculture
et sécurité
alimentaire
12%



Environnement
et ressources
naturelles
1%



Éducation et
formation
10%



Infrastructures
et développement
urbain
31%



Secteur
productif
9%



Santé et
protection
sociale
5%



Eau et
assainissement
14%



Autres
18%

TCHAD

Santé et protection sociale ●●●●
Éducation, formation, emploi ●●●●
Eau et assainissement ●

315 M€
engagés
dans une approche
multipays

538 M€

256 M€

N'Djamena

NIGERIA

CAMEROUN

€ Engagements par pays
de 2013 à 2018

● Nombre de projets financés

■ Zone couverte par
l'initiative Minka Sahel

▨ Zone couverte par
l'initiative Minka Lac Tchad

▲ Agences AFD au Sahel

■ Direction régionale
Sahel de l'AFD

Mieux comprendre le Sahel et ses transformations



Mali. Région de Mopti, sur le fleuve Niger.

L'AFD a au Sahel une opportunité d'adapter son logiciel à l'Afrique de demain : telle est la conclusion des États généraux du Sahel de juillet 2018. Pour améliorer sa compréhension des dynamiques régionales et locales, l'AFD a renforcé son activité dans le domaine de la production des connaissances, en partenariat avec des centres de recherche africains et européens.

Le Sahel se caractérise par une complexité des dynamiques de développement et par un enclassement de phénomènes sociaux, économiques, politiques, environnementaux et culturels. Plus qu'ailleurs, le brassage des savoirs, le débat d'idées et le partage d'expériences sont indispensables pour inventer un futur souhaitable à partir d'un socle commun de connaissances et de relations de confiance.

Pour mieux accompagner les transformations en cours, la direction Innovation, Recherche et Savoirs de l'AFD a lancé en 2019 le projet Savoirs Sahel. Objectif : écouter et comprendre pour prendre systématiquement en considération les préoccupations des parties prenantes auxquelles l'AFD cherche à apporter des solutions.

De la recherche aux actions concrètes

Le projet finance des travaux de recherche appliquée,

menés avec des chercheurs sahéliens et européens, sur des sujets nouveaux comme la prise en compte de l'éducation arabo-islamique dans les politiques éducatives ou les rôles des institutions locales et nationales dans la gouvernance et la sécurité des territoires. Les résultats de ces travaux permettront aux décideurs d'améliorer les politiques publiques et alimenteront une communauté sahélienne de leaders pour construire le Sahel de demain. L'enveloppe budgétaire dédiée est de 1,5 million d'euros pour la période 2019-2020.

Dans le cadre de l'initiative Minka Lac Tchad, l'AFD a par exemple travaillé avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD) pour capitaliser sur les connaissances accumulées sur la région du lac Tchad et mieux comprendre les déterminants de la crise. Ce partenariat a débouché en 2018 sur la publication d'un ouvrage scientifique de référence qui a permis de réorienter la programmation de l'initiative Minka Lac Tchad pour mieux agir sur le renforcement de la gouvernance, en particulier la protection des droits et l'accès à la justice. ↔

POUR ALLER PLUS LOIN

Live Crise et développement. La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram, Éditions AFD, 2018. Ouvrage dirigé par Géraud Magrin et Marc-Antoine Pérouse de Montclos



Agriculture et
développement rural

1 055
exploitations
familiales
sont soutenues

350 000
personnes
bénéficient des programmes
de développement rural



Santé et
protection sociale

7,9
millions
de personnes
ont un meilleur
accès aux soins

251 500
personnes
ont une meilleure
protection sociale



Éducation
et formation

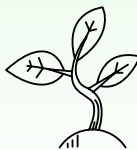
128 300
enfants
sont scolarisés
au primaire
et au collège,
dont 48 % de filles

5 800
jeunes
suivent une formation
professionnelle



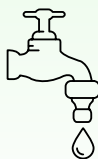
SAHEL : DES RÉSULTATS CONCRETS

Projets financés par l'AFD en 2018



Environnement

1,2
million
d'hectares
d'espaces naturels
sont préservés
ou restaurés



Eau et assainissement

167 000
mètres cubes
de capacité de production
d'eau potable additionnelle



Secteur productif

246
petites et moyennes
entreprises
sont soutenues dans leurs
projets

Le Panorama 2019 en 15 questions



L'AFD en bref

Quelle est la mission de l'AFD ?

Pages 6-9

Comment fonctionne l'AFD ?

Pages 10-11

Quels sont les résultats de l'action de l'AFD ?

Pages 7, 14-15 et tous les projets présentés dans ce Panorama



Zones d'intervention

Quels sont les pays d'intervention de l'AFD ?

Pages 14

L'AFD intervient-elle dans les zones de crise ?

Pages 6-7 et 94-103

Comment l'AFD agit-elle dans les villes ?

Pages 26-29, 57, 66-67, 83 et 85

Comment l'AFD agit-elle en zone rurale ?

Pages 23, 35, 38, 60 et 94-103



Champs d'action

Que fait l'AFD pour le climat et la biodiversité ?

Pages 7, 10, 12-13, 16-17, 30-41 et 68-75

Comment l'AFD combat-elle les inégalités ?

Pages 7, 24, 42-49, 56, 65, 66-67, 76-85 et 93

Que vise l'AFD en matière d'éducation et de formation ?

Pages 42-49, 50-55, 61 et 86-91

Quelle est l'action de l'AFD en faveur de la santé ?

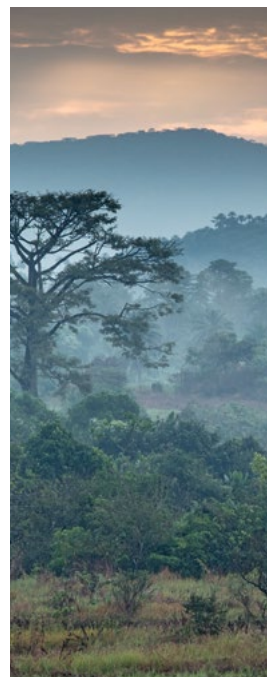
Pages 86-93

Que fait l'AFD dans le secteur du numérique ?

Pages 50-57

L'AFD travaille-t-elle avec et pour le secteur privé ?

Pages 15, 20-25, 51-53, 64, 75 et 78-80



Efficacité de l'aide

Comment l'AFD évalue-t-elle ses projets et leurs impacts ?

Pages 9, 12-13, 15, 16-19, 39 et 49

Comment l'AFD participe-t-elle à la recherche sur le développement ?

Pages 12-13, 15, 16-19, 39, 49 et 102

Coordination AFD : Xavier Frison, Romain Chabrol

Conception éditoriale et graphique, rédaction, réalisation et fabrication : ANIMAL  PENSANT

Ont participé à l'élaboration de ce document : François Aka Bédia, Arnaud Assoumani, Pierre-Arnaud Barthel, Valérie Blanchard (Proparco), Laura Buis, Romain Chabrol, Anne-Gaël Chapuis (Proparco), Nadège Chouat, Grégory Clemente (Proparco), Claire Cogoluenhes, Odile Conchou, MéliSSa Dalleau, Anda David, Corinne De Peretti, Hélène Djoufelkit, Delphine Donger (FFEM), Ariane Ducreux, Romain Esperon (Proparco), Franck Evo, Philippe Galland, Jean-Marc Gravellini, Israël Guebo, Dominique Hautbergue, Gilles Kleitz, Ornella Lamberti, Juliette Lebourg (FFEM), Charlotte Le Layo, Stefano Manservigi, Élodie Martinez, Thomas Melonio, Bénédicte Mocquard, Clémentine Moser, Tristan Mouline, Damien Navizet, Thi Tánh An Nguyen, Bérénice Oreyo-Pierronnet, Martin Périscard, Jean-Marc Pradelle, Gwenaél Prié, Alexandre Rabitchov, Racha Ramadan, Cécile Renaudo, Fabrice Richy, Anaïs Rieu (Expertise France), Karen Rousseau, Raphaëlle Sardier (Expertise France), Barbara Schnell (KfW), Laurène Seca, Gabriel Simeon, Serge Snrech, Mehdi Tanani (Proparco), Pascal Thiais, Laureline Triby, Élodie Vitalis, Eva Witt (KfW)

Crédits iconographiques :

Couverture et 2^e de couverture : Prashanth Vishwanathan

p. 1 : Félix Vigné/Imageo, Amine Landoulsi, Philippe Guionie
p. 2 : Pepper Only
p. 3 : The Nrb Bus/AFD
p. 4-5 : Alain Goulard
p. 8 : Lambert Coleman
p. 9 : Luciole
p. 13 : Alain Goulard
p. 17 : Laurent Weyl/Collectif Argos, DR
p. 20-21 : Chiara Frisone
p. 22-23 : Anne-Laure Josserand/Proparco, (bas) : Sonier Issembé
p. 24 : Yann Castanier
p. 25 : Alain Goulard
p. 26-29 : Ezra Acayan
p. 30-31 : Vincent Fayad
p. 32-34 : Félix Vigné/Imageo
p. 35 : Ghislain Rieb
p. 36 : Didier Gentilhomme
p. 37 : KfW

p. 38 : Jiansheng Zhao
p. 39 : Nicolas Beaumont
p. 40 : Bénédicte Desrus
p. 41 : AFD, (bas) Isabelle Bonillo
p. 42-43 : Benjamin Petit
p. 44-47 : Ornella Lamberti
p. 48 : AFD
p. 49 : Jacques Kouao
p. 50-53 : Fredrick Ochieng/Cultural Video Production Ltd
p. 54-55 : Jacques Kouao
p. 56 : Alain Goulard
p. 57 : AFD, (bas) Meltwater School of Technology
p. 58-59 : Marga Buschbell Steeger
p. 60-61 (de haut en bas et de gauche à droite) : Ambassade de France en Haïti, Benjamin Petit, Amine Landoulsi, Ezra Acayan, Commission européenne, Stéphane Brabant/Afrikafun, Marta Kazstelan, DR, Alain Goulard, Proparco
p. 62 : Francesco Zizola
p. 63 : Lukasz Kobus

p. 64 : Marco Fieber
p. 65 : DR, (bas) Alain Goulard
p. 66-67 : Amine Landoulsi
p. 68-69 : Julien Girardot
p. 70-73 : Andrew Murray
p. 74 : Rindra Ramasomanana
p. 75 : Alain Goulard
p. 77-80 : Yasin Akgul
p. 82 : DR, Didier Gentilhomme
p. 83 : Prashanth Vishwanathan
p. 84 : Augustin Le Gall
p. 85 : Natali Saravia Photography
p. 86-91 : Isabelle Cartoux
p. 92 : Alain Goulard, (bas) Didier Gentilhomme
p. 94-95 : UN Photo Marco Dormino
p. 96 : Paul Kabré
p. 97 : Youness Med Dowgui, (bas) Philippe Guionie
p. 98 : Fred Marie
p. 99 : Alain Goulard, Erwan Rogard
p. 102 : Mathieu Arnaudet
p. 104 : Alain Goulard, UN Photo Marco Dormino, Benjamin Petit, Nicolas Beaumont

Les cartes qui figurent dans ce *Panorama* sont utilisées à titre d'illustration. Elles ne reflètent pas toujours la position officielle de la France et n'engagent pas la responsabilité du groupe AFD.

Imprimé en France.

La certification PEFC du papier apporte la traçabilité de l'arbre jusqu'aux papiers ainsi que la garantie que les bois utilisés pour la production de fibres papetières ne participent pas à la déforestation et respectent les fonctions environnementales et sociales de la forêt.

ISSN : 1299-0094. Dépôt légal : juillet 2019

Pour un monde en commun



www.afd.fr Twitter: [@AFD_France](https://twitter.com/AFD_France) Instagram: [afd_France](https://www.instagram.com/afd_France)

5, rue Roland-Barthes - 75598 Paris Cedex 12 - France - tél: +33 1 53 44 31 31